T. XX — N° 3 25 Mars 1933

La Vie Intellectuelle

REVUE BIMENSUELLE

SUMMA ROMA

QUESTIONS RELIGIEUSES ET PHILOSOPHIQUES

CHRISTIANUS. *Le vrai scandale.*
La lumière sous le boisseau.

ÉT. GILSON. *Béatitude et contemplation* (suite).
Professeur au Collège de France.
« Quel bond en avant la révélation chrétienne allait faire accomplir à la philosophie... »

GASTON RABEAU. *L'intuition de l'instant.*
Une dialectique du temps,... qui *devrait* aboutir à Dieu.

A. MAYDIEU, O.P. « *La cuisine des Anges* ».
« Quel écrivain n'a rêvé, à la manière de Villiers de l'Isle-Adam, d'une machine à sténographier la pensée pure ? »

DOCUMENTS

La médiation pontificale du 1er août 1917, par A. LEMAN.
La voix pacificatrice qui se heurta aux hommes de mauvaise volonté.

A travers les revues.
Rupture entre l'ordre chrétien et le désordre établi.

Billet de Christianus

Le vrai scandale

Que l'on puisse en plein Paris, devant trois mille personnes assemblées, proclamer la carence de l'Église en face des deux problèmes qui bouleversent le monde actuel — la crise du capitalisme et la crise du nationalisme —, que l'on voie dans l'Église le meilleur soutien du « mur d'argent » comme du « mur d'airain », et qu'on dise cela comme un fait acquis, comme une évidence intrinsèque, sans que personne proteste, à l'exception de quelques religieux qui, par bonheur, se trouvaient là, je dis que c'est un scandale.

Non pas qu'on attaque l'Église. Non pas même qu'on use de tels arguments. Mais que ces arguments puissent paraître *vrais et qu'on les donne comme monnaie courante, là est le scandale.*

C'était il y a huit jours, salle Wagram. On discutait de l'abrogation des lois laïques et du retour des religieux en France. Un député socialiste s'y opposa pour ce motif que, dans la lutte anti-capitaliste et anti-nationaliste actuelle, l'autorité ecclésiastique n'avait jamais *pris le parti de la paix ni la défense de la justice sociale.*

Calomnie absurde que le Chanoine Desgranges releva d'un mot, textes en mains. Mais qu'une telle calomnie soit possible et qu'elle passe quasi inaperçue, voilà qui donne à réfléchir.

Le plus grave, c'est que, après tout, ces bonnes gens du « Club du Faubourg » avaient quelques excuses pour ne pas

savoir. Car, « comment entendront-ils, s'il n'y en a pas qui prêchent » ? Et qui donc leur fait connaître les enseignements de l'Église ? Les journaux qu'ils lisent ? la grande presse ? Ils n'en soufflent mot. Les journaux que l'on taxe de catholicisme parce qu'ils insèrent de pieuses mondanités ? Mais, si je me rappelle bien, l'encyclique Quadragesimo anno *eut l'honneur de quelque vingt lignes de texte très humble en deuxième page de l'*Écho de Paris, *et* Figaro *ne fut pas en reste de discrétion. En fait, les encycliques sont inaccessibles à la masse.*

Pour les faire connaître, il faudrait une campagne incessante, menée avec tous les moyens modernes par les laïques de l'Action catholique, capables de repenser les documents officiels en langage d'aujourd'hui et de les présenter aux divers milieux d'une manière adaptée et concrète.

Pourquoi le plus souvent garde-t-on le silence ? Timidité ? Manque d'organisation ? Peut-être. Mais beaucoup se taisent qui seraient bien placés pour parler. Ils invoquent l'excitation des esprits, l'inopportunité, l'adaptation et les concessions nécessaires. Il est si douloureux de mettre le doigt sur la plaie ! On préfère étendre un peu d'huile onctueuse et beaucoup d'ouate : voilà le mal adouci, enveloppé, disparu, escamoté — aggravé. Car sous les bandages la plaie s'envenime. A force de précautions on diminue les vérités nécessaires au salut, et les sociétés comme les individus continuent de marcher à leur perte.

— Mais si la vérité fait scandale ? — Eh bien ! je préfère ce scandale-là. Il ne s'agit plus en vérité de ménager la foi des faibles et des petits, mais bien des égoïsmes qui craignent pour leurs positions acquises et font jouer la menace du scandale pour éviter la divulgation de doctrines qui les condamnent. C'est un véritable chantage qu'ils exercent, et c'est pour y céder qu'aujourd'hui encore, trop souvent, il apparaît — apparence fausse, mais redoutable — que « l'Église et ceux qui font profession de lui être attachés sont pour les riches et ne s'occupent pas des ouvriers, ne font rien pour eux... C'est une chose lamentable qu'il y ait eu et qu'il y ait même encore des hommes qui, tout en se disant catholiques, se souviennent à peine des exigences de la justice et de la charité... Bien plus, il en est qui abusent de la religion elle-même, cherchant à couvrir de son nom leurs injustes exactions, pour

écarter les réclamations pleinement justifiées de leurs ouvriers. » (*Enc.* Quadragesimo anno.)

On nous taxera de témérité ? Qu'importe ! Déjà l'enseignement de Léon XIII avait paru si hardi, si nouveau qu'il avait provoqué « de la défiance, voire du scandale », parce qu'on ne renverse pas impunément les idoles. Et Pie XI, qui le déplore, dénonce « ces hommes trop attachés au passé... ces esprits timides », qui dédaignèrent ou redoutèrent cette nouvelle philosophie sociale. Il voit même dans cette attitude un véritable modernisme moral, juridique et social.

Craindre le scandale ? Mais il y a des scandales nécessaires. Le Christ ne les a pas redoutés, quand il dénonçait les Pharisiens. Les Apôtres non plus. Lorsqu'ils se répandirent dans Jérusalem, prêchant le Christ crucifié, il se trouva de bonnes âmes et d'influents personnages, tous les gens en place, et les Anciens de la Nation et les Princes des prêtres et les marchands chassés du Temple, pour les supplier et les menacer. Pas de scandale ! Faites le silence ! Il ne convient pas de « parler et d'enseigner au nom de Jésus », puisque Jésus a été condamné par le gouvernement, un gouvernement régulier, légitime, qui a charge du bien commun...

Seulement les Apôtres eurent la fâcheuse idée de se demander « s'il était juste devant Dieu de leur obéir plutôt qu'aux hommes ». Ils allèrent même jusqu'à prétendre qu'ils ne pouvaient pas ne pas dire ce qu'ils avaient entendu !

Ce fut un beau scandale, qui finit en prison et sous les verges.

Mais de ce scandale — le bon — le christianisme est né.

CHRISTIANUS.

Béatitude et Contemplation

(*Suite*) (1)

En ce qui concerne la béatitude, ce n'est ni de la philosophie grecque, ni même de l'Ancien Testament que le Christianisme est parti, mais de lui-même, c'est-à-dire de l'Évangile. Il ne semble pas en effet que le peuple juif ait fondé de grands espoirs sur le bonheur de la vie future. Son schéol est un lieu sombre et sans joie. Pourquoi d'ailleurs en serait-il autrement ? Créé immortel, l'homme lui-même s'est condamné à mort par le péché ; il meurt donc, et c'est justice. Où va-t-il? « A la terre dont je ne reviendrai pas, ténébreuse et couverte de l'obscurité de la mort ; terre de misère et de ténèbres, que l'ombre de la mort, et nul ordre, mais une horreur éternelle habite » (Job, x, 21-22). Ce que l'homme y garde de vie est de si peu d'importance, qu'il croit habile de rappeler à Dieu qu'il n'est pas le Dieu des morts, mais des vivants. Quelle gloire Iahvé tirerait-il de ces ombres ? *Non mortui laudabunt te, Domine, neque omnes qui descendunt in infernum* (Ps. CXIII, 26). Cette parole, que la liturgie chrétienne charge de tout l'espoir des justes, n'exprime dans la Bible que l'effroi de l'homme devant le quasi-anéantissement de la mort. C'est en un sens plus relevé, et autre, que le Dieu chrétien n'est pas le Dieu des morts, mais des vivants ; car c'est justement après sa mort que le chrétien commencera son éternelle et parfaite louange ; mais « qui

(1) Voir *La Vie Intellectuelle* du 10 mars 1933.

donc se souviendra de toi dans la mort », demande le Psalmiste, « une fois dans le séjour des morts, qui te confessera? » (Ps., VI, 6). « Quel profit tireras-tu de mon sang, si je tombe en corruption? Est-ce ma poussière qui te confessera et célébrera ta vérité? » (Ps. XXIX, 10). « Je suis couché parmi les morts, comme ceux qui sont abattus et gisent dans la tombe. Tu ne t'en souviens plus; ta main les a abandonnés... Est-ce chez les morts que tu feras des miracles? Sont-ce les ombres qui vont se dresser pour te célébrer? Qui donc, une fois au tombeau, dira ta miséricorde et confessera ta vérité? Connaîtra-t-on encore tes merveilles dans les ténèbres et ta justice dans la terre de l'oubli? » (Ps. LXXXVII, 9, 11-14). Autant de textes, et l'on pourrait les multiplier, qui nous annoncent une vie future bien différente de celle du chrétien, moins chrétienne même, à certains égards, que l'eschatologie de Platon (1).

Pourtant, les ambitions de Platon lui-même resteront modestes. Ce qu'il laisse espérer à l'âme du sage après sa mort — et encore cet espoir n'est-il que mythique — c'est une certaine contemplation du monde intelligible des Idées. Assurément, telle qu'il la conçoit, c'est une con-

(1) S. JUSTIN, *Dial. cum Tryph.*, III-VI.

L. J. RÜCKERT, *Christliche Philosophie*, Leipzig, 1825; t. I, p. 391-392. — A. LODS, *La croyance à la vie future et le culte des morts dans l'antiquité israélite*, 2 vol., Paris, Fischbacher, 1906. — *Israël*, Renaissance du Livre, Paris, 1930, p. 254. — Il est intéressant de noter qu'il n'y a pas de conception vraiment nette de la vie future chez Philon le Juif, indice du vague où l'on vient de voir que la Bible est restée sur ce point : J. MARTIN, *Philon*, p. 207. E. BRÉHIER, *Les idées morales et religieuses de Philon d'Alexandrie*, p. 240-242. — Le même flottement se retrouve chez Maïmonide (L.-G. LÉVY, *Maïmonide*, Paris, Alcan, 1911, p. 210-219), dont saint Thomas d'Aquin a dû discuter et critiquer l'eschatologie, et l'on pourrait montrer combien Spinoza lui-même est influencé par cette tradition : L. ROTH, *Spinoza, Descartes and Maïmonides*, Oxford, Clarendon Press, 1924.

templation béatifiante dès cette vie et qui le sera plus encore dans la vie future (1), mais il faut ajouter que, fragmentaire et brève en cette vie, la vue de la vérité demeure telle dans la vie de l'au-delà. Engagée dans le cycle de ses réincarnations, l'âme doit interminablement perdre ce qu'elle a pu conquérir de béatitude et sa destinée ne cessera jamais d'être remise en question (2). La loi divine, qui fixe à chaque instant son destin, lui garantit le renouvellement de son bonheur sous réserve qu'il en reste digne, et c'est un effort éternel qu'elle lui impose s'il veut le demeurer. Quant à Aristote, plus timide encore, il n'espère d'autre béatitude que celle qui nous est accessible en cette vie. Il sait qu'une hirondelle ne fait pas le printemps, ni un jour de bonheur une vie heureuse (3). Il sait aussi qu'il n'y a pas de vie humaine dont tous les jours soient heureux, que seule la contemplation des dieux est ininterrompue, stable et éternelle, si bien que les dieux sont les seuls êtres à propos desquels on puisse parler de véritable béatitude. Parmi les hommes, il n'y a qu'un petit nombre de sages, qui connaissent, en de brefs éclairs, une imitation passagère de la contemplation divine et du bonheur dont elle s'accompagne (4). Quel bond en avant la révélation chrétienne allait faire accomplir à la philosophie, on peut le voir à la seule manière dont saint Thomas résume la pensée d'Aristote :

(1) PLATON, *Phédon*, 66 AC; 67 B; 78 D. *Phèdre*, 247 C. *Banquet*, 211 D-212 A.

(2) PLATON, *République*, X, 619-621. — L'opposition radicale du christianisme au platonisme sur ce point s'exprime clairement dans la réfutation dirigée par saint Augustin contre Origène. Ce dernier, fidèle à la tradition platonicienne, admettait le caractère temporaire de la vision béatifique. — Voir S. AUGUSTIN, *De civitate Dei*, XI, 23; *Pat. lat.*, t. 41, col. 336-337.

(3) ARISTOTE, *Eth. Nic.*, A, 6, 1098 a, 18-20.

(4) *Eth. Nic.*, K, 8, 1178 b, 25-28.

« Il ajoute : nous disons que ces hommes sont bienheureux, comme peuvent l'être des hommes, c'est-à-dire des êtres sujets à la mutabilité des choses de cette vie et qui ne sauraient par conséquent avoir une béatitude parfaite. Mais comme un désir naturel ne saurait être vain, on peut légitimement estimer que la béatitude parfaite est réservée à l'homme après cette vie (1). » Que s'est-il passé entre Aristote et saint Thomas? Qui a brusquement élevé le désir naturel de l'homme à cette immense et audacieuse espérance? Jésus-Christ et l'Évangile.

Ce n'est pas d'une hypothèse, mais d'un fait historique qu'il s'agit. Dans un texte justement célèbre, et sur lequel nous aurons plus tard à revenir, saint Thomas d'Aquin a marqué le soudain élargissement de l'espérance humaine par la prédication du Christ et rappelé quelques-unes des formules de sa grande promesse : « C'est pourquoi le Seigneur nous promet *une grande récompense dans les Cieux* (Matt., v, 12), et nous dit que *les saints seront comme des anges* (Matt., xxii, 30), ces anges *qui voient sans cesse la face de Dieu dans le Ciel* (Matt., xviii, 10) (2). » Telle est en effet la révolution à laquelle nous fait assister l'histoire du christianisme. Il y a désormais deux béatitudes, et toutes deux se fondent sur un acte de contemplation. L'une, la béatitude proprement philosophique, est celle que les Grecs ont connue et dont Aristote a défini la nature par les seules ressources de la raison ; l'autre, la béatitude proprement religieuse, est celle que les hommes n'avaient jamais osé espérer, qu'ils n'ont jamais été capables de concevoir par eux-mêmes, et qu'il leur était d'ailleurs rigoureusement impossible de concevoir, parce que, quoique admirablement accordée à leur nature dont elle comble les possibilités, elle ne s'y trouve pas inclue. Pour

(1) S. Thomas d'Aquin, *In I Ethic.*, lect. XVI.
(2) S. Thomas d'Aquin, *Cont. Gent.*, III, 48, fin.

qu'elle fût connue, il fallait d'abord que le don de Dieu fût révélé, révélation gratuite comme le don lui-même qu'elle annonce : *Haec est vita aeterna, ut cognoscant te solum Deum verum* (Joan., XVII, 3) (1). Connaître Dieu, c'est cela, la vie éternelle.

A partir de ce moment, tout en conservant ses caractères philosophiques acquis, la notion de béatitude va revêtir pour les philosophes un aspect que la spéculation grecque ne lui avait jamais connu. D'abord et avant tout, c'en est désormais fini de la distinction qui réserve la fin de l'homme à l'aristocratie des sages et en exclut les simples. Bien plutôt faudra-t-il dire désormais que ce sont les pauvres en esprit qui seront admis au royaume des Cieux. Le jour où le Christ choisit ses premiers disciples parmi les humbles et les ignorants, à la minute où il promit au larron en croix que, ce jour même, il serait avec lui en paradis, c'était tous les hommes qu'il appelait à la félicité et pour tous qu'il en promulguait la promesse. Mais cette félicité elle-même, les penseurs chrétiens l'ont immédiatement comprise comme le plus beau et le moins espéré des dons ; l'intuition plénière de la vérité béatifiante, promise à tous comme accomplissement de l'essence de l'homme, et non à quelques-uns comme récompense de telle supériorité accidentelle, ne dépasse pas moins l'attente grecque par sa plénitude qu'elle ne la déborde par son universalité.

Le premier caractère, et même le plus important si l'on pense à saint Augustin, par lequel la béatitude chrétienne

(1) Cité par S. THOMAS D'AQUIN, *Cont. Gent.*, III, 25. — Cet aspect de la pensée chrétienne est fortement mis en relief par Duns Scot, qui a maintes fois affirmé que l'homme ne peut avoir une connaissance distincte de sa fin dernière sans le secours de la révélation. Une connaissance purement naturelle de notre fin nous est impossible : Dieu n'est pas et ne veut pas devenir l'objet *naturel* de notre intellect.

se distingue de la béatitude grecque est son éternité. Le désir naturel du bonheur ne pourra désormais se satisfaire d'une satisfaction temporaire et par conséquent provisoire. Il ne s'agit plus simplement d'atteindre pour un temps, si long soit-il, la connaissance du monde intelligible. Si c'était là pour nous la béatitude, elle se confondrait aux yeux du chrétien avec la pire misère; car quel état plus malheureux pour l'homme que d'être condamné à ne s'approcher du souverain bien que pour le perdre? Ce que l'homme chrétien ose désormais espérer, c'est une possession éternellement stable, une saisie éternellement indéfectible, et qui se sait telle, de ce qui sera pour lui le bien de tous les biens, sans que la moindre crainte de le perdre vienne jamais troubler en quoi que ce soit la sécurité de sa jouissance. Envisagé de ce point de vue, le bonheur du sage platonicien n'apparaît plus que comme une misère patiemment supportée; c'en est désormais fini de cette timidité et de cette incertitude. Nous aimons la vie bienheureuse? Aimons-la donc autant qu'elle le mérite. Si nous la voulons, il faut la vouloir pour toujours, car c'est seulement alors qu'elle méritera le nom de béatitude : *tunc igitur beata erit quando aeterna erit* (1). Mais ce n'est pas tout. Cette béatitude

(1) S. Augustin, *De civ. Dei*, XIV, 25; *Pat. lat.*, t. 41, col. 433. Cf. *De beata vita*, XI, t. 32, col. 965, et E. Gilson, *Introduction à l'étude de saint Augustin*, p. 9. La même idée se retrouve chez S. Bonaventure, *In II Sent.*, 3, dub. 1, édit. Quaracchi, t. II, p. 142. Il la dirige expressément contre Platon et contre Macrobe (*In somn. Scipionis*, cap. xiv et xxi) : « Secundo vero quia (talis creatio et ascensus et descensus) manifestam continet absurditatem : quia, dum ponit talem animarum circulationem, ponit quod anima non sit vera corporis perfectio, cum proprius actus in propria materia habeat fieri. Ponit etiam, quod nulla possit esse beatitudo, cum illa non sit nisi ubi est perpetuitas et certitudo, sicut ostendit Augustinus *De Trinitate*, XIV, 20. » *In II Sent.*, 18, 2, 2, Resp., t. II, p. 449 et note 7. — La réfutation de Platon et du platonisme d'Origène (*De principiis*,

offerte à tous ne se distingue pas du bonheur grec que par sa durée, elle en diffère aussi par son objet, et nous allons retrouver ici, sur le plan de la fin dernière, les différences profondes que nous avons notées ailleurs sur celui du premier principe.

Dans un univers tel que celui de Platon, où la réalité suprême et le suprême intelligible se confondent avec le monde des Idées, l'ambition la plus haute de l'homme ne peut être que d'atteindre à la contemplation de ces Idées. Dans un univers tel que celui d'Aristote, où la classe des êtres en tant qu'êtres inclut la cause première de tout ce qui est : le premier moteur immobile, quel autre terme pourrions-nous assigner à la pensée qu'une imitation temporaire de la vie contemplative de ces substances séparées? Connaissance provisoire des Idées dans une autre vie pour Platon, imitation provisoire de la vie divine dans cette vie pour Aristote, voilà ce que la pensée grecque pouvait offrir de plus relevé à la philosophie chrétienne. Et ce n'était pas peu ; mais ce n'était pas tout, et la pensée chrétienne voulait tout. Dès lors que Dieu est l'être même, dans sa perfection et son infinité absolues, c'est ce nouveau premier principe qui allait nécessairement devenir la dernière fin. Désormais, plus de repos pour l'homme tant qu'il n'aura pas atteint l'Être même dans sa plénitude et, avec cette réalité infinie, le bien au-delà duquel il n'y a plus rien à chercher. Nul bien particulier, si beau soit-il, ne saurait nous suffire tant qu'il en reste un autre à atteindre ; aucune félicité, si pure soit-elle, tant qu'il en reste une autre à conquérir ; aucune réalité, si vaste soit-elle, tant qu'il en reste une autre à connaître ; la béatitude chrétienne, c'est la posses-

I, cap. 6 ; édit. P. Koetschau, p. 78-85) est reprise par S. Thomas d'Aquin, *Sum. theol.*, I^a II^ae, 5, 4, Resp., où l'on retrouve l'essentiel des arguments employés dans le *De beata vita* de saint Augustin.

sion stable de la totalité du bien : *status bonorum omnium congregatione perfectus* (1). Cette formule fameuse de Boèce, tant de fois reprise par les penseurs du moyen âge, ne fait que donner son expression définitive aux aspirations séculaires de l'âme chrétienne : tout, pour toujours, puisque de soi le reste n'est rien. Mais, ce tout, comment l'atteindre?

Pour obtenir ce que l'on n'a pas, il faut le vouloir, et pour le vouloir, il faut le connaître. Ou bien donc la connaissance de l'Être nous sera possible, et il y aura pour nous une possibilité de béatitude, ou bien elle ne le sera pas, et il nous faudra renoncer à atteindre notre fin. Mais l'être en tant qu'appréhendé par la connaissance, c'est le vrai. La condition nécessaire d'une béatitude digne de ce nom, c'est donc la saisie intellectuelle de l'être divin dans sa vérité : *sola Veritas facit beatos ex qua vera sunt omnia* (2). Et c'en est aussi la condition suffisante, car appréhender une chose par l'intellect, c'est la posséder; savoir, c'est avoir. Ce n'est donc pas sans raison que l'on parle de « vision béatifique », puisque la vue de Dieu nous le livre et que les bienheureux ne possèdent pas autrement la cause de leur béatitude : *beatissimi autem sunt, quibus hoc est Deum habere quod nosse. Ipsa quippe notitia plenissima, verissima, felicissima est* (3). Et c'est enfin pourquoi, dans une formule non moins définitive que celle de Boèce, saint Augustin définit la béatitude à laquelle il aspire comme une joie née de la vérité : *beata quippe vita est gaudium de veritate* (4). Une joie, car s'il

(1) Boèce, *De consolatione philosophiae*, l. III, prosa; *Pat. lat.*, t. 63, col. 724. — La formule sera constamment reprise au moyen âge.
(2) S. Augustin, *Enarr. in Ps.* IV, 3; *Pat. lat.*, t. 36, col. 79.
(3) S. Augustin, *Epist. 187*, 6, 21; *Pat. lat.*, t. 33, col. 840.
(4) S. Augustin, *Confess.*, X, 23, 33; édit. P. de Labriolle, t. II, p. 265.

est vrai qu'on ne peut vouloir le souverain bien sans le connaître, on ne peut le connaître sans le vouloir, c'est-à-dire sans l'embrasser, c'est-à-dire sans s'attacher à lui pour en jouir ; mais une joie née de la vérité, car elle naît de la possession de Dieu connu par l'intelligence, et nulle joie née d'une autre contemplation ne mérite le nom de béatitude : *et ipsa est beata vita, gaudere ad te, de te, propter te : ipsa est et non est altera* (1).

On conçoit aisément quelle valeur nouvelle la connaissance philosophique allait recevoir, du fait même qu'elle se subordonnait désormais à une telle fin et s'ordonnait en vue de nous y conduire. Mais on comprend en même temps pourquoi les philosophes chrétiens, de saint Augustin à Duns Scot, ont toujours enseigné sans restriction aucune le primat de la contemplation sur l'action. Il leur suffisait de lire l'Évangile pour s'en instruire (2). La meilleure part, celle que Marie a choisie et qui ne lui sera point enlevée, c'est toujours à leurs yeux le symbole de la vie contemplative et de sa supériorité sur la vie active. Saint Augustin lui-même, dont la doctrine accentue si fortement le rôle de la volonté, de l'effort et de la lutte, n'a jamais eu la moindre hésitation sur ce point. L'action marche, dit-il, mais c'est la contemplation qui arrive ; l'une est mouvement, l'autre est repos dans la foi, puis dans l'intelligence philosophique, en attendant

(1) S. Augustin, *Confess.*, X, 22, 32; édit. P. de Labriolle, ibid.

(2) « Or il arriva, tandis qu'ils étaient en chemin, qu'il entra dans un bourg ; et une femme, nommée Marthe, le reçut dans sa maison. Et elle avait une sœur, nommée Marie, qui, assise aux pieds du Seigneur, écoutait sa parole. Mais Marthe s'empressait aux soins multiples du service. Elle s'arrêta, et dit : Seigneur, n'avez-vous aucun souci de ce que ma sœur me laisse servir seule ? Dites-lui donc de m'aider. Le Seigneur, répondant, lui dit : Marthe, Marthe, tu t'inquiètes et tu te troubles pour beaucoup de choses. Or une seule chose est nécessaire. Marie a choisi la meilleure part, qui ne lui sera pas ôtée. » S. Luc, x, 38-42 ; trad. L.-Cl. Fillion.

de l'être dans la vision béatifique (1). C'est dans le même sens que Grégoire le Grand interprète le même symbole évangélique (2), mais, comme il est naturel, c'est chez saint Thomas que la doctrine se développe dans toute son ampleur.

Pour établir la supériorité de la vie contemplative sur la vie active, saint Thomas se contente de citer la parole de saint Luc : *Maria optimam partem elegit, quae non auferetur ab ea.* Pour la prouver, il emprunte à Aristote huit arguments philosophiques, dont chacun se trouve d'ailleurs confirmé par un texte ingénieusement choisi dans la Bible ou dans l'Évangile (3). On pourrait donc croire qu'il se berce de la naïve illusion d'une pure et simple identité entre l'idéal chrétien et l'idéal grec, s'il ne nous disait clairement par ailleurs de combien l'un passe l'autre. Voyons-le donc mesurer la distance qui sépare la nouvelle contemplation de l'ancienne : ce que le mot

(1) S. Augustin, *De consensu Evangelistarum*, I, 5, 8; Migne, *Pat. lat.*, t. 34, col. 1045-1046. Il développe ailleurs, exactement dans le même sens, le symbolisme biblique de Rachel et de Lia, et même celui de la double vie corporelle et spirituelle du Christ : « Dicunt enim quod Lia interpretatur Laborans, Rachel autem Visum principium, sive Verbum ex quo videtur principium. » *Contra Faustum Manichaeum*, XXII, 52; *Pat. lat.*, t. 42, col. 432-433. Saint Augustin établit d'ailleurs une opposition très nette entre la sagesse et la science; pour des raisons qui tiennent au fond même de sa doctrine, il attribue la contemplation à la sagesse et subordonne directement l'action à la science : « Distat tamen ab aeternorum contemplatione, actio qua bene utimur temporalibus rebus, et illa sapientiae, haec scientiae deputatur. » *De Trinitate*, XII, 14, 22; *Pat. lat.*, t. 42, col. 1009. La hiérarchie augustinienne des opérations humaines est donc aussi nette que leur principe : au sommet, la sagesse, parce qu'elle porte sur Dieu et est temporellement inutilisable; au dessous, la science, connaissance de la nature, donc utilisable par l'action; au-dessous encore, l'action, qui dépend de la science comme de sa condition nécessaire.

(2) Grégoire le Grand, *Moral.*, lib. VI, cap. 18, et *In Ezech.*, hom. 14, cité par S. Thomas d'Aquin, *Sum. theol.*, II° II°, 179, 2, Resp.

(3) S. Thomas d'Aquin, *Sum. theol.*, II° II°, 182, 1, Resp.

béatitude signifie est toujours une fin dernière, mais il doit nécessairement recevoir des sens différents, selon qu'on l'applique à différents êtres capables de béatitude et qui peuvent atteindre des degrés de perfection différents. Ainsi la béatitude appartient à Dieu en vertu de son essence, car puisque c'est de lui-même qu'il jouit, et non d'un autre, c'est son Être même qui est son opération. Chez les anges, au contraire, la béatitude, ou perfection dernière, résulte de l'opération par laquelle ils s'unissent au bien incréé et, chez eux, cette opération est unique et éternelle. Chez les hommes, enfin, si nous les prenons dans l'état de leur vie présente, leur perfection dernière se trouve dans l'opération par laquelle l'homme s'unit à Dieu. Mais cette opération ne peut pas être continue, et par conséquent elle ne peut pas être unique, multipliée qu'elle est du fait même de ses interruptions, et c'est justement ce qui fait que dans l'état de notre vie présente, la béatitude parfaite est impossible à l'homme ; voilà aussi pourquoi, plaçant la béatitude en cette vie, Aristote la déclare imparfaite, et conclut après de nombreuses considérations : nous les disons heureux autant que peuvent l'être des hommes. Mais nous, nous avons reçu de Dieu la promesse d'une béatitude parfaite, lorsque nous serons comme des Anges dans le ciel (*Matt.*, XXII, 30). Par conséquent, s'il s'agit de cette béatitude parfaite, la difficulté s'évanouit, car c'est par une opération une, et continue, et éternelle, que la pensée de l'homme est unie à Dieu dans l'état de béatitude (1).

Ce qu'il y a de remarquable dans cette doctrine, ce n'est pas seulement le couronnement qu'elle promet à la vie contemplative du sage — *contemplativa hic incipit,*

(1) S. THOMAS D'AQUIN, *Sum. theol.*, Ia IIae, 3, 2, ad 4m. — Cf. *Cont. Gent.*, III, 63, fin, où la liaison entre le primat de la contemplation et la nouvelle notion de la béatitude est clairement marquée.

ut in coelesti patria perficiatur — c'est aussi la dignité nouvelle qu'elle confère à la vie contemplative dès cette vie en lui donnant pour objet propre l'union de la pensée avec le Dieu chrétien. Car la vie contemplative ne se relève pas que de sa propre dignité, elle change de valeur, et avec elle la béatitude qu'elle confère, en même temps que son objet. Sans doute la félicité suprême de l'homme ne saurait consister dans la connaissance démonstrative qu'il peut avoir des principes premiers de la philosophie, car ce n'est là qu'une connaissance abstraite et indéterminée ; ni dans la connaissance scientifique de cet univers, car si l'objet de la science est une réalité concrète, il est de l'ordre le plus bas. Sans doute aussi, la connaissance que nous pouvons avoir de Dieu en cette vie par la raison ne suffit-elle pas à nous conférer une béatitude plénière, puisqu'elle n'est pas elle-même une connaissance plénière et que les nécessités de l'action viennent sans cesse l'interrompre. Pourtant, lorsque tout est dit, il reste que la vie contemplative du philosophe chrétien porte sur un Dieu qui n'est rien de moins que l'Être même, pris dans son infinité et dans sa perfection. Mais si ce qu'elle saisit est autre que ce qu'appréhendait la pensée grecque, la joie qu'elle en retire est autre aussi, parce que les lueurs qu'elle discerne à travers la nuit des sens, au lieu d'être des fins en soi, ne sont plus désormais que l'aube annonciatrice de la contemplation de midi. Dès à présent, la spéculation du philosophe chrétien s'établit dans la ligne de perspective qui conduit au terme ultime de la véritable et parfaite béatitude.

Il ne suffirait donc pas de dire que nul philosophe chrétien ne peut mettre en doute le primat de la contemplation, il faut ajouter que la philosophie chrétienne est la seule dans laquelle cette vérité trouve sa justification plénière. Il y a un cas, et un seul, où la vanité de toute

action s'impose avec évidence, c'est celui où l'Être même se trouve atteint dans sa complète actualité. Au-delà des Idées platoniciennes, au-delà du premier moteur immobile d'Aristote lui-même, il reste encore de la perfection possible à chercher. La distance de l'Être à tout être, réel ou concevable, ouvre un champ libre au déploiement d'un devenir qui s'actualisera par l'action. Il n'en est pas ainsi pour une pensée qui, même obscurément et par intervalles, réussit à circonscrire par des concepts si imparfaits soient-ils l'aire de ce qui est par soi et de ce sans quoi il n'y a rien. Certes, elle n'y entrera jamais par ses seules forces, mais il lui suffit de se savoir sur un tel seuil, pour être sûre d'avance qu'un acte est possible pour elle, et déjà réel en Dieu, au prix duquel la béatitude de la pensée suprême d'Aristote n'est qu'une ombre noyée dans la lumière. C'est peut-être faute d'être encore soutenue par cette espérance chrétienne, que tant de nos contemporains, qui pourraient au moins revenir à l'idéal grec, n'ont même plus la force de s'y tenir. Ce qui leur manque, c'est le sentiment que toute vue d'une vérité est en nous comme un appel secret de la vérité même, un avant-goût de cette contemplation qui sera la vacance éternelle de l'action : *Ibi vacabimus et videbimus; videbimus et amabimus; amabimus et laudabimus. Ecce quod erit in fine sine fine* (1).

ÉT. GILSON.

(1) S. AUGUSTIN, *De civit. Dei*, XXII, 30; dans les dernières lignes de l'ouvrage.

1° Il est donc évident que pour saint Augustin comme pour saint Thomas la contemplation est un repos; d'autre part, nous avons dit qu'elle est une opération; comment concilier les deux thèses? Elles se concilient parce que la contemplation est un acte immanent, dont l'effet est de constituer le sujet qui l'exerce dans sa perfection propre (*Sum. theol.*, I^a II^ae, III, 2, ad 3^m); d'où il résulte que lorsqu'un acte

de ce genre est permanent, comme l'est la vision béatifique, il pose le sujet qui l'exerce dans un état où il n'a plus rien à acquérir. C'est donc bien une opération et un acte, mais c'est précisément l'acte d'un sujet parfait : *actus perfecti* (voir plus haut, p. 190, note 1). — Duns Scot exprime une idée analogue en disant que la perfection intrinsèque du bienheureux est l'opération qui le met en rapport avec Dieu, et que cette opération n'est pas du genre de l'action : « Beatitudinem non consistere in actione (*scil.* operatione) de genere actionis ; siquidem haec non est simpliciter perfectio agentis ; et operatio non est ejusmodi actio, nisi aequivoce ; ideoque haec est ultima operantis perfectio. » Duns Scot, *Opus Oxoniense*, lib. I, dist. 3, q. 4 (dans Hier. de Montefortino, *J. D. Scoti Summa theologica*, t. IV, p. 36; le rejet du *Confirmatur* de l'obj. 3, que l'on trouve ensuite, n'affaiblit en rien cette affirmation elle-même ; la confirmation est rejetée, non la conclusion qu'elle voudrait conformer).

2° Il est également clair que les divergences entre l'école thomiste et l'école augustinienne sur la nature de l'opération béatifiante n'infirment en rien leur accord sur le primat de la contemplation. Nous avons cité à l'appui des textes de saint Augustin (p. 366, n. 1) et sa définition même de la béatitude le prouve : « gaudium de veritate », *Conf.*, X, 23, 33. La différence entre les deux écoles consiste en ceci : selon saint Thomas d'Aquin la béatitude consiste essentiellement en un acte de l'intellect, la joie qui découle de notre connaissance de la vérité n'étant qu'une conséquence et la consommation de cette béatitude déjà acquise : « gaudium *de veritate* » : *Sum. theol.*, I^a II^ae, 3, 4, Resp. Selon Duns Scot, la béatitude consiste essentiellement et formellement dans un acte de la volonté : « *gaudium* de veritate » : *Opus Oxon.*, lib. IV, d. 49, q. 4, n. 4 (dans Hier. de Montefortino, *J. D. Scoti Summa theol.*, t. IV, p. 46). Mais de même qu'il n'y a pas de connaissance parfaite sans amour parfait pour un thomiste, il n'y a pas d'amour parfait sans connaissance parfaite pour un augustinien. C'est pourquoi, soit que l'opération béatifiante soit essentiellement intellectuelle ou essentiellement volontaire, il reste vrai de dire avec saint Augustin : « vacabimus ».

NOTES ET RÉFLEXIONS

L'intuition de l'instant

M. Gaston Bachelard, auteur de beaux livres sur la philosophie des sciences, est devenu métaphysicien. Un tout petit livre de lui, livre mystérieux plein d'images symboliques et de suggestions d'une poésie intime, développe une « intuition » métaphysique. Ce petit livre, intitulé *L'intuition de l'instant*, veut être un commentaire à la *Siloé* de M. Roupnel. Cette intuition centrale, il l'explique à fond; il prétend en prouver la valeur objective; puis il en développe les conséquences au point de vue spéculatif et au point de vue de la vie intérieure. La métaphysique de cet essai, disons-le franchement, nous a paru inconsistante, encore que présentée avec une rare habileté. Mais nous aimons beaucoup les analyses morales qui suivent et qui ne sont pas liées à l'atomisme temporel radical de la première partie.

L'intuition de M. Roupnel, c'est que « le temps n'a qu'une réalité, celle de l'instant ». Le passé et l'avenir évidemment ne sont pas : n'existe que le présent. Et ce présent ne pouvant consister en une durée (le présent ne dure pas, puisqu'il nous échappe, il ne s'étale pas), se réduit radicalement à un point de temps. En dehors de ce présent ponctiforme, il n'y a rien. On s'attendrait à ce que, partis d'une telle affirmation, M. Roupnel et M. Bachelard développent un *Idéalisme actuel* à la manière de M. Giovanni Gentile. Passé et avenir, n'étant rien, ne sont qu'images illusoires; présent et éternité sont donc identiques; l'instant présent, n'ayant rien avant lui, est naissance absolue, source première, jeunesse, action. Le rôle de la philosophie est de montrer cette création de l'esprit s'engendrant lui-même, l'*autoctisis*. Or, M. Bachelard, au lieu de suivre la voie, évidemment seule logique, du célèbre ministre fasciste, et de chanter *Giovinezza* à la découverte de l'unique *Siloé*, soutient que la réalité temporelle est faite d'instants-points, chacun pour soi, et séparés par des vides de temps, sans d'ailleurs qu'ils se rangent selon l'avant et l'après (car avant et après supposent la durée continue). J'avoue ne pas comprendre par quelle expérience contradictoire ma vie dans l'instant actuel pour-

rait connaître ma vie dans un autre instant séparé de l'instant actuel par un vide d'être. Il n'y a qu'une conclusion, celle de Gentile : en dehors du point temporel présent, qui est l'éternité, il n'y a rien, absolument rien.

Comment M. Bachelard ne voit-il pas que, dans la continuité fluente et hétérogène de la durée, les causes agissantes, et, en l'espèce, nos actes d'attention, tracent les démarcations des instants actuels : la durée par elle même n'est pas divisée, elle est divisible. C'est l'esprit, et, avec lui, les interventions des causes physiques, qui la divisent. Avec son raisonnement, M. Bachelard devrait prouver, exactement de la même manière, que le train allant de Paris à Dijon n'est jamais qu'à un point d'espace à la fois, que ces points d'espace indivisibles sont séparés par des néants, enfin que le train, n'étant qu'en un point à la fois, y est immobile. Et avec la continuité, disparaissent l'avant et l'après : Dijon n'est ni avant, ni après Laroche.

Mais passons aux analyses psychologiques et morales, qui nous ont plu infiniment. L'instant, dit M. Bachelard, est acte instantané, décision. Nous l'accordons volontiers : la durée continue n'est coupée que par des initiatives, et par conséquent l'histoire réelle est faite de commencements, d'échecs, de reprises. Comment alors comprendre l'habitude qui semble cependant former la trame complète de notre vie ? Si le temps n'est connu que par nos décisions qui le coupent, où est l'habitude qui répète le passé ? C'est que l'habitude est en son fond un rythme temporel et qui tend à se dépasser : l'habitude restitue les actes d'autrefois, elle nous invite à les restituer selon un rythme bien ordonné. Chose naturelle qui est étrange, parce qu'on n'y avait pas pensé : toute habitude propage un événement sur un axe temporel, elle le lance vers l'avenir par le plus court chemin, elle est *une utilisation des instants*. Dans toute habitude, il y a ainsi une finalité immanente.

Reste à savoir comment, sur l'infrastructure des habitudes, se développent nos initiatives en distinguant les instants : en quoi un instant diffère-t-il d'un autre ? « Les instants sont distincts parce qu'ils sont féconds » : nous n'avons conscience du machinisme de nos habitudes que par la réalité nouvelle qu'elles produisent. Une vie réelle est forcément progrès; la vie qui ne progresse pas est absence de conscience

et néant. Ici l'analyse de M. Bachelard se fait plus aiguë : il s'agit en effet de montrer que le progrès n'est pas une nouveauté quelconque, mais le progrès dans la vérité. Le temps n'est vraiment nouveau que s'il nous acquiert des valeurs universelles. Les romanciers, remarque M. Bachelard, s'imaginent être réalistes parce qu'ils décrivent des multitudes d'événements accidentels qui ont eu lieu ou qui du moins ressemblent à ceux qui ont eu lieu. Réalisme superficiel et illusoire : « une fantaisie n'a jamais assez de durée pour totaliser toutes les possibilités de l'être sentimental » (p. 120). Au contraire, un amour profond, possédant des raisons générales d'aimer, utilise beaucoup d'instants, il est durée, habitude, progrès : « il correspond à l'Univers et réclame l'éternité » (p. 121). L'explication en a déjà été vue : « l'être ne peut garder du passé que ce qui sert à son progrès », « ne dure que ce qui a des raisons de durer » (p. 123).

Telle est la dialectique du temps que développe M. Bachelard, dialectique éminemment spiritualiste : ce qui est péché est poids mortel inassimilable pour la vie spirituelle, l'homme ne garde vivant en lui que ce qui a mérité de vivre. Dialectique abstraite que M. Bachelard se doit de réaliser plus tard en psychologie concrète. Cette dialectique devrait, comme chez M. Roupnel, aboutir à Dieu : si la durée est nécessairement progrès, si la vie doit monter sous peine de mort, c'est que le Dieu parfait nous dispense les instants. Bien plus, l'hypothèse initiale de M. Bachelard, celle d'une vie faite d'instants discontinus, exige absolument l'Être Absolu qui produit les êtres en des multitudes d'instants séparés les uns des autres. S'il n'existait pas, comment renaîtrais-je du néant ? comment serais-je le même après avoir cessé d'être ? C'est pourquoi nous ne comprenons pas du tout la conclusion de la p. 127 : « le regret souriant nous conseille d'inviter la mort et d'accepter, comme une chanson qui berce, les rythmes monotones de la matière ». M. Bachelard veut-il dire que la vie spirituelle, dont la loi essentielle est de monter toujours en s'universalisant, déchoit tout à coup à la mort pour s'identifier aux habitudes matérielles, et qu'il n'y a pas de Dieu ? Cette conclusion en style de M. Maeterlinck contredit absolument toutes les pages du livre.

GASTON RABEAU.

« *La cuisine des Anges* » (1)

« Je viens de relire cet essai, si riche de contenu, de suggestions indéfinies, que vous m'aviez fait l'amitié de me communiquer en manuscrit, écrit dans la lettre-préface M. Gabriel Marcel à l'auteur, et je retrouve pleinement l'impression de surprise heureuse que j'avais éprouvée à une première lecture. Surprise *heureuse*, oui, j'y insiste... » Et vraiment, l'on ne peut dire mieux.

M. Luc Benoist travaille au musée du Louvre. Il aime à dire la joie de vivre au contact incessant de ses hôtes de génie, dans leur communauté... Traversant, même en hâte, leur demeure, ces salles où veillent leurs chefs-d'œuvre, il peut saluer discrètement les visages amis, et ces rapports fréquents et familiers mettent dans toute sa vie de l'ordre, de la joie et de la beauté... Ce petit livre est né dans ce milieu, de cette fréquentation. *La cuisine des anges*, c'est le tableau de Murillo où saint Jacques, en prière, est absorbé par la contemplation de la beauté divine : c'est aussi le travail mystérieux d'où naît la parole, quand nous communions avec le monde dans un regard contemplatif.

M. Luc Benoist ne veut pas être philosophe et le dit, et M. Gabriel Marcel le félicite d'ignorer le jargon d'école, de conserver intacte « la *fraîcheur*, cette qualité primordiale et dont nos philosophes, sauf M. Bergson bien entendu, ne sauraient avoir je ne dis pas seulement la moindre notion, mais le plus lointain pressentiment ».

Et cependant la recherche de M. Luc Benoist est bien celle d'un philosophe : saisir le lien mystérieux et unique qui relie la pensée à la parole s'exprimant en différents langages.

(1) *La cuisine des anges*, par Luc Benoist. Préface de Gabriel Marcel, Dessins de Gregorio Prieto. Paris, Éditions d'art Édouard Pelletan. R. Helleu, libraire-éditeur. — Remercions l'éditeur, qui a su donner, par la beauté de son édition, un charme de plus à ce petit livre.

« Quel écrivain n'a rêvé, à la manière de Villiers de l'Isle-Adam, d'une machine à sténographier la pensée pure?

« C'est un tel rêve, si étrange en somme et pourtant si spontané, qui entraîna l'auteur à écrire ces lignes et d'abord pour lui-même. Il vit qu'il s'agissait de séparer, dans l'acte infiniment complexe que l'on appelle création, deux éléments principaux étroitement confondus, l'inspiration et la technique. Ou plus simplement, étant donnée une idée, il lui fallait déterminer les lois ordonnant son expression par les mots. »

C'est bien là problème de philosophe. Et l'attitude d'esprit qui préside à la recherche n'est pas moins digne de la philosophie. Voyez avec quelle pénétration il trace en notre temps ses limites à l'histoire.

« Car, ce qui justement nous intéresse, ce n'est point une origine au sens historique, mais au sens philosophique.

« Or, pour étreindre cet ultime problème l'histoire reste impuissante. Elle n'a jamais rien pu expliquer toute seule. Leibniz l'avait bien prévu : la série de faits que les occasions particulières nous fournissent, disait-il, ne nous révèle pas l'*origine des notions*, mais seulement l'*histoire de nos découvertes*.

« L'histoire possède aussi l'inconvénient de troubler, par la diversité des formes qu'elle collectionne, leur identité foncière. Elle est ainsi restée incapable de découvrir en nos langues des principes et des notions qu'elle s'est imaginé trouver très loin, et qui, particularisés par l'occasion, lui ont paru, à tort, étrangères à notre façon de parler ou de penser. L'histoire voit toujours des influences là où surgissent, solitaires, d'intimes recommencements... »

« Heureusement qu'il a toujours existé des philosophes, des diplomates de l'esprit, placés au carrefour des activités humaines. Ayant réussi à surmonter une insuffisance consciente, ils ont réalisé ce que Gœthe appelait la fécondité de l'imparfait.

« Ces êtres singuliers, poètes sans lyres, âmes sans voix, évaluent la puissance naturelle des génies improvisateurs. Mêlés à la foule, ils se rendent compte de leur privilège. Ils écoutent et reconnaissent l'âme de ceux qui chantent. Ils sentent gronder en eux la même voix. Et s'ils arrivent à ravir son secret à l'instinct, ils peuvent le transformer, consciemment, en art. »

Qui ne voudrait être philosophe pour se reconnaître en un pareil portrait?

Mais, qui nous parle ainsi en a sûrement pénétré le domaine secret. Et toute la démarche répond à notre attente. Pourrons nous la résumer sans ternir cette fraîcheur que louait M. Marcel? Essayons cependant d'en donner le fil conducteur et de marquer les étapes de la pensée.

Première étape : le souffle. Comme il convient, nous partons de ce son qui nous est manifesté. Le mot le plus spontané, le bavardage tout irréfléchi, posent déjà le même problème que de savants discours, et ce premier cri du cœur que fut le cri du primitif était déjà révélateur de l'âme humaine. « Car toute la civilisation existait essentiellement dans le cerveau du premier homme. L'évolution ne fait que développer ce germe obscur de nos idées les plus hardies. » Et l'on peut dire que nous entrevoyons la clef du mystère. Ce n'est pas pour nous étonner. « Comme le héros des contes, le savant parvient à travers une série d'épreuves et d'erreurs au palais enchanté de la Vérité. Mais quand il la découvre endormie et qu'il soulève son voile, il reconnaît le visage éternel et toujours jeune de son premier amour. » Au terme de notre voyage nous pénétrerons avec plus de clarté cette rencontre de l'âme et du corps que révèle le cri du sauvage. Mais regardons les anges travailler.

Cette apparition du mot est une naissance, à la façon dont nous même nous naissons. Irréversible comme la vie, et tout aussi instantanée, la parole est perpétuelle nouveauté, car « les mots n'ont de valeur et de sens que revécus, recréés par l'inlassable ardeur de la pensée ». Le langage est ainsi la rencontre d'une triple activité, que l'auteur dénomme personnes : les trois personnes du Verbe ce sont : le souffle et le silence — les oreilles — et la conscience. Peut-être pourrait on regretter que cette dernière ne soit pas davantage analysée. La distinction du double plan de la parole intérieure — intelligence et imagination — aurait donné plus de clarté à la mathématique du langage, que M. Benoist va développer, tout en accentuant la dépendance de cette dernière vis-à-vis de la saisie de l'intelligence. Mais pour l'instant ne retenons que le rôle de la conscience : la parole est la manifestation de notre communion à l'univers. — Tel est bien le terme de cette étape.

Et le point de départ de la suivante. « L'invisible qui nous habite nous unit aux choses visibles. » Mais parce que ces dernières se présentent comme un ensemble dans l'univers, notre pensée habituelle est une synthèse. Elle s'actualise lorsque les différences qui l'intègrent prennent pour nous par plénitude intérieure l'aspect d'une qualité nouvelle. Dans des arrêts infiniment courts, l'esprit suspend son contact avec le monde pour réfléchir sur sa perception antérieure et l'interpréter. Sa vie est un perpétuel battement entre ses rencontres de l'univers et sa réflexion. L'on voit l'importance d'un recours incessant au monde qui nous entoure, et en nous-même d'une hiérarchie d'idées, et non point de la tyrannie despotique d'une seule. « Il ne faut pas trop tenir à chacune, sauf à celle qui les comprend toutes. » Telles sont les conditions de notre vie d'esprit, communion au monde universel. « Cette universelle pénétration des choses fait qu'à travers l'éphémère et le quotidien nous parvenons au plan métaphysique où nous rencontrons l'immuable qui nous conduit. » C'est une joie de voir renouer cette « amitié séculaire entre l'homme et l'univers (1) », et de la voir porter son fruit naturel : le sens de la métaphysique.

Cette joie ne nous fait pas oublier le but de notre recherche : la machine à sténographier la pensée pure. A la vérité, nous y touchons. Il suffira de découvrir les expressions interchangeables, en apparence tout étrangères, en réalité presque identiques, manifestant la même orientation perçue par l'esprit dans le monde, exprimée par des mots divers, cependant, car les points de vue sont différents. « Comment atteindre alors ces attitudes primordiales que nous recherchons, ces formes de la pensée, ces racines, comme on disait jadis? » Pour répondre il lui suffit de modifier de la sorte la phrase de l'abbé Bergier : « les vraies racines sont des *motions* : elles sont en petit nombre ». — Et, par là, un grand pas est fait dans notre étude. Primauté de la phrase sur le mot. Et dans la phrase primauté du verbe. « Tous les mots tiennent du verbe... Rien ne nous intéresse dans les choses que le sens de leur marche, leur action virtuelle, leur avenir. » Et le dictionnaire de deux langues est la correspondance entre deux manifestations des fonctions primor-

(1) M. Gabriel Marcel, Lettre-préface.

diales que l'esprit découvre dans le monde. La *fonction* : tel sera le moyen d'échange. Sa pénétration est le fruit de cette étape. Tel est, d'ailleurs, le nom de cette seconde partie.

Il nous faut donc découvrir ces fonctions primordiales, qui nous conduiront jusqu'aux idées-formes. C'est à Leibniz que l'auteur demande le fil d'Ariane. L'alternance du souffle et du silence est créatrice de nombre. Notre langage est donc succession de nombres. Il était naturel de demander recours aux mathématiciens. Leibniz n'a-t-il pas eu le tourment d'une grammaire universelle? « Et c'est au cours de cette marche inductive qu'il inventa, en passant, son calcul infinitésimal. » C'est dans la théorie plus moderne des groupes que l'auteur cherche sa solution. Et c'est une joie nouvelle de le voir aussi pénétrant des mathématiques, qu'il était tout à l'heure habile à parler plusieurs langues. Il suffira de découvrir dans un groupe de verbes l'invariant. « On s'aperçoit alors que des verbes, qui semblaient matériellement très différents, rentrent formellement dans un groupe fonctionnel de même *sens*, analogue aux groupes mathématiques, et que ce *sens* invariant constitue le bien commun de leur convergence. » Et sous un regard plus pénétrant on découvre « que ces formes recherchées, ces racines, la langue les explicite déjà, sans avoir besoin de recourir aux verbes, et cela grâce aux adverbes ou prépositions adverbiales, qui réunissent dans la concentration de leur *sens* toute une classe d'actions convergentes ».

C'est ici que l'esprit métaphysique de M. Luc Benoist se manifeste. Le langage, ainsi hiérarchisé, lui découvre « la notion la plus large que l'esprit puisse clairement concevoir. C'est l'idée — platonicienne et chrétienne — d'Ordre... »

Et c'est bien l'ordre métaphysique dont il entend parler, car l'ordonnance toute spatiale que lui a révélée le langage ne prend vie et pleinement valeur que sous la lumière des intuitions qui la dépassent.

Telle est la grandeur du langage de traduire en une douce musique cette vie même...

Notre pauvre résumé ne peut traduire tout le charme que l'on trouve dans ces pages. Il voudrait donner au lecteur le désir de les lire. M. Marcel a signalé le raccordement de ce livre à l'*Art poétique* de Claudel. On évoque également les pages où M. Bergson se plaît à replacer chaque réalité dans le

Tout. Et l'on devine les connaissances multiples et les innombrables ouvertures que M. Luc Benoist a sur ce monde auquel il communie.

Faut-il exprimer quelques légers regrets? L'emploi si fréquent du mot *foi*... L'auteur semble y tenir. Sans doute, notre contact avec le monde n'est pas totalement lumineux, mais réclame-t-il à son principe — sur le plan où l'auteur veut se tenir — l'intervention volontaire que ce mot paraît signaler?

Également le reproche un peu injuste fait à Aristote (p. 99) d'avoir substitué « *ses lieux* aux *idées* de son maître ». Il nous semble que les *Topiques* du Stagirite ne visent que la connaissance probable, tandis que les *idées* sont au principe de la science.

Peut-être M. Benoist a-t-il moins connaissance des ouvrages métaphysiques du Philosophe?

Il aurait lu cette petite phrase : « Il faut concevoir le proportionnel », αναλογον, l'analogue; l'Essai de M. Benoist eût été alors plus achevé, si l'idée d'ordre l'avait conduit à ces concepts hiérarchisés qui sont proprement les concepts de l'ordre : les concepts analogiques et les transcendantaux. Pour nous, nous aurions été heureux de la confrontation du langage, dont l'origine est spatiale et par suite univoque, avec une pensée qu'il ne saurait adéquatement traduire, et qui est la véritable pensée métaphysique. Peut-être M. Benoist abordera-t-il un jour cette tâche? Alors peut-être aussi ne tiendra-t-il plus à l'attitude de foi que son livre réclame à l'origine de la pensée.

Ce ne sont là que légers regrets, nés au contact d'une pensée vivante, et nous répétons volontiers les paroles de M. Marcel, en conclusion de sa préface : « Mais ce que je souhaite aussi, c'est que *La Cuisine des Anges* trouve les lecteurs qu'elle mérite, parmi ceux qui sont animés du désir de collaborer à l'espèce de réfection ou de refonte spirituelle dont tous entrevoient aujourd'hui l'urgente nécessité. »

A. Maydieu, O. P.

DOCUMENTS

La médiation pontificale du 1er août 1917

De toutes les tentatives de paix qui eurent lieu en 1917, la plus importante est incontestablement l'initiative pontificale. Pour la comprendre, il est indispensable d'en bien connaître l'histoire. Sans doute, tous ses détails ne sauraient encore nous être révélés, puisque les Archives Vaticanes conservent leurs secrets sur ces périodes trop proches de nous.

Mais la publication de documents diplomatiques en plusieurs pays, les récits de quelques-uns des diplomates, chefs militaires ou hommes d'État mêlés aux événements, les résultats de l'enquête faite en Allemagne, en 1926, de nombreux articles de journaux, ont apporté sur la démarche du pape Benoît XV assez d'informations pour qu'on puisse être aujourd'hui suffisamment instruit des circonstances dans lesquelles elle s'est accomplie et de l'accueil qui lui fut réservé.

Tel est l'intérêt de l'ouvrage que M. le Chevalier von Lama (1) a composé en puisant à ces différentes sources.

*
* *

Le Pape pensa trouver dans l'état de lassitude des puissan-

(1) *Deutschlands Unglück 1917 — und jetzt? Die Friedensvermittlung Papst Benedikt XV und ihre Vereitelung durch den deutschen Reichskanzler Michaelis* (August-September 1917). Munich, Kösel et Puslet, 1932. In-8, 310 pages.

ces belligérantes, en 1917, une occasion favorable pour ménager le rétablissement de la paix, et il résolut d'y préluder en demandant à l'Allemagne à quelles conditions elle traiterait. Ses premières démarches en ce sens se firent avant la fin du mois d'avril 1917; nous le savons par une communication que faisait le 29 avril au publiciste Victor Naumann Mgr Schioppa, qui gérait la nonciature de Munich vacante par suite de la mort de Mgr d'Aversa. N'ayant reçu aucune réponse, le Souverain Pontife chargea le nouveau nonce qu'il envoyait à Munich, Mgr Pacelli, le futur cardinal secrétaire d'État, d'obtenir les éclaircissements souhaités. Dès sa première audience du 29 mai, l'éminent diplomate fit observer au roi de Bavière, en lui remettant ses lettres de créance, qu'il était venu pour travailler à l'œuvre de la pacification. « Il était plus que jamais clair, ajouta-t-il, qu'une paix juste et durable ne pourrait s'établir et subsister que si elle était fondée sur le droit public chrétien. » A quelques jours de là, le 13 juin, il entrait dans le vif de la question et demandait que fussent soumises au Pape les conditions de paix de l'Allemagne, afin qu'à son tour le chef de l'Église fût à même de formuler des propositions de paix. Dans les visites d'arrivée qu'il fit, le 26 juin, à Berlin, au chancelier, M. Bethmann-Hollweg, le 29 juin, au quartier général, à Kreuznach, à l'empereur Guillaume, Mgr Pacelli sollicita des réponses précises sur quelques articles de la paix future; il s'enquit notamment du sort qui serait réservé à la Belgique. Une lettre autographe du Pape à l'Empereur appuya sa démarche.

Le Saint-Siège attendit longtemps une réponse. Le 12 juillet, le chancelier Bethmann-Hollweg donnait sa démission; le 13 juillet, il était remplacé par le sous secrétaire d'État Michaelis, fonctionnaire méthodique, représentant par excellence des traditions bureaucratiques prussiennes, mais qui ne paraissait pas particulièrement désigné pour diriger la politique extérieure de l'Empire. Il mit un médiocre empressement à favoriser la conclusion d'une paix d'entente.

Sans doute il adhéra à la motion de paix que le Reichstag vota le 19 juillet, en partie sous l'influence de l'active campagne du député du Centre Erzberger. Mais par son fameux « comme je la comprends, *wie ich sie auffasse* », il sut la rendre vaine en l'interprétant à sa manière. N'écrivait-il pas le 26 juillet au Kronprinz qu'en définitive, avec la résolution du Reichstag, on ferait toute paix qu'on voudrait? (p. 56.)

Pour rompre le silence gardé obstinément par la Wilhemstrasse, Mgr Pacelli fit, le 24 juillet, une nouvelle démarche à Berlin : il présenta un programme de paix se ramenant à sept points : la liberté des mers, la limitation des armements, la création d'un tribunal d'arbitrage, la Belgique, le règlement des différends économiques, les territoires contestés entre la France et l'Allemagne, entre l'Italie et l'Autriche, la Pologne enfin et la Serbie. L'article 4 de ce programme prévoyait, en retour de la restitution à l'Allemagne de ses colonies, l'évacuation complète des territoires occupés en France, celle de la Belgique avec des garanties pour son indépendance militaire, politique et économique. Les conversations du nonce se prolongèrent pendant deux jours : le chancelier les conclut en se déclarant très satisfait de la démarche pacifique du Pape; il promit qu'il donnerait une réponse sur la base des propositions faites, avec des contre-propositions, après s'être entendu avec l'Empereur et le gouvernement de Vienne. Le 12 août, Mgr Pacelli attendait toujours.

Il tardait cependant à Benoît XV d'être renseigné. Le 1er août, quatrième anniversaire de la déclaration de guerre, le Pape voulait soumettre aux puissances les bases d'une paix d'entente. A cet effet il avait rédigé sa fameuse note destinée aux chefs des États belligérants. S'il ne s'était pas interdit de procéder à quelques sondages auprès de certaines puissances, il l'avait composée à l'insu des nonces aussi bien que des diplomates accrédités auprès de lui. « La note pontificale, fut-il dit dans l'*Osservatore Romano* du 22 avril 1918, est émanée directement et spontanément du Saint-Siège; on

ne se lassera jamais de le répéter; elle fut conçue et composée uniquement à Rome sans que connaissance en fût donnée aux nonces et aux représentants du Pape à l'étranger, pas plus qu'aux diplomates étrangers accrédités auprès du Saint-Siège. » Les hommes d'État de l'Entente tenaient une conférence à Londres le 7 août. Benoît XV aurait souhaité que sa note arrivât à temps pour un échange de vues. Les retards de la chancellerie allemande trompèrent ses calculs. Désespérant de recevoir une réponse, Benoît XV décida d'envoyer sa note le 14 août : elle était datée du 1er août, jour anniversaire du début des hostilités. Les chefs d'État qui avaient des représentants auprès du Saint-Siège la reçurent directement. Aux autres, elle parvint par l'intermédiaire de leurs alliés : l'Angleterre d'une part, l'Allemagne ou l'Autriche de l'autre.

La note de Benoît XV était de caractère strictement confidentiel; elle ne tarda pas à être rendue publique. L'Italie était des plus opposées à toute intervention pontificale dans les négociations de la paix; par l'article 15 de son traité secret d'alliance avec la France et l'Angleterre, elle l'avait par avance exclue. Son ministre des affaires étrangères, M. Sonnino, s'empressa de dévoiler la démarche du pape pour la rendre vaine : dès le 15 août au matin, un journal romain, le *Messagero*, la révélait; le lendemain, la *Tribuna*, un autre journal de Rome, de caractère officieux, en livrait des extraits. Le 17 août, des journaux anglais publièrent le texte intégral. L'opinion publique se trouvait saisie.

Dans les deux camps, elle se montra presque unanimement hostile. Tandis que chez les alliés le document pontifical était dénoncé comme d'inspiration allemande ou autrichienne, il apparaissait au contraire dans le camp adverse comme le résultat des intrigues de l'Entente. Il ne se trouva qu'un petit nombre d'esprits pondérés pour rendre hommage à l'impartialité du chef de l'Église, et pour voir dans ses propositions une base possible de discussion. En vain l'*Osservatore romano* du 20 août entreprit-il d'expliquer l'acte du pape. Égarés par la passion patriotique ou par la passion antiro-

maine, beaucoup se méprirent entièrement sur ce message de paix, et méconnurent les intentions de son auteur.

Quel accueil lui serait fait du moins par les gouvernements? L'Italie l'écarta purement et simplement, et elle voulut croire que la France et l'Angleterre n'agiraient pas autrement. Il fut presque aussitôt annoncé que le gouvernement américain refusait d'en prendre connaissance. Donnée sous cette forme, la nouvelle n'était pas rigoureusement exacte. Le 30 août, le président Wilson y répondit officiellement; mais ce fut pour réprouver toute négociation avec le gouvernement allemand tel qu'il était constitué. « Nous ne pouvons, disait-il, accepter comme garantie de quoi que ce soit la parole du présent chef de l'Allemagne, à moins qu'elle ne se fonde sur l'authentique expression de la volonté et des intentions du peuple allemand. » Parler ainsi, c'était refuser formellement de suivre le pape dans la voie qu'il ouvrait.

Le chef du gouvernement anglais, M. Lloyd George, était un homme d'État trop avisé et trop réaliste pour imiter une telle intransigeance. Il sentait trop peser sur son pays le poids de la guerre pour ne pas saisir toute occasion d'y mettre un terme. Sans engager immédiatement une discussion sur les propositions pontificales, il accepta de les prendre en considération. Le 21 août, le représentant de l'Angleterre auprès du Saint-Siège, le comte de Salis, reçut du Foreign Office mission de rappeler au cardinal secrétaire d'État que jusqu'ici les Empires centraux n'avaient jamais révélé leurs intentions au sujet de la Belgique; l'idée de la paix, ajoutait-il, ne fera aucun progrès tant que l'Allemagne ne se sera pas déclarée officiellement disposée à rétablir la Belgique dans son indépendance et à réparer les dommages causés, et tant que les Empires centraux n'auront pas manifesté leurs buts de guerre ni proposé des mesures à prendre pour éviter le retour d'une semblable catastrophe.

Le gouvernement français imita la conduite de son allié. Par l'intermédiaire de son ambassadeur à Londres, le comte

de Fleuriau, il informa, le 22 août, le gouvernement britannique qu'il s'associait à ses déclarations. Toutefois notre ministre des Affaires Étrangères, M. Ribot, jaloux de respecter l'article 15 du traité d'alliance avec l'Italie, prit soin de faire préciser, le 26 août, qu'il n'entendait pas que cette première réponse le conduisît plus loin. Le représentant de la France à Londres se tint pour entièrement satisfait quand il lui fut notifié officiellement que le ministre anglais à Rome s'était borné à transmettre les déclarations de son gouvernement, se refusant à s'engager dans une discussion.

Malgré ces réserves, deux des principales puissances de l'Entente n'avaient pas, contrairement à la légende qui se répandit, opposé à la note pontificale une absolue fin de non-recevoir. Leurs réponses avaient indiqué seulement à quelles conditions une conversation se pouvait engager éventuellement. Qu'il y fût répondu et il n'était pas impossible qu'il s'ouvrît une voie vers les négociations pacifiques qu'avait en vue le Saint-Siège.

Le cardinal Gasparri, secrétaire d'État, s'empressa de tirer le meilleur parti de la réponse anglaise. De toutes les questions posées, la plus importante était celle de la Belgique. Dès le 24 août, le cardinal Gasparri avertit le nonce de Munich de l'accueil de la France et de l'Angleterre à la note pontificale, et il lui manda d'obtenir de l'Allemagne qu'elle déclarât d'une manière officielle et précise son intention de rétablir la Belgique dans sa complète indépendance, d'y réparer les dommages causés par la guerre. En soumettant cette demande au chancelier Michaelis, le 30 août, Mgr Pacelli donna copie du télégramme par lequel le comte de Salis informait le Saint-Siège des désirs de son gouvernement. La parole était maintenant à l'Allemagne, dont les armées occupaient la Belgique.

Quand la note du 1er août était parvenue à Berlin, le chancelier Michaelis était loin d'être disposé à consentir des conditions de paix acceptables pour les alliés. Le 17 août, au terme des échanges de vue qu'il avait eus avec le comte

Czernin, chancelier d'Autriche, il avait accepté en principe l'évacuation des territoires occupés. Toutefois Longwy et Briey devaient rester dans la mouvance économique de l'Allemagne, la Belgique demeurerait économiquement et militairement liée à l'Allemagne. Ces exigences, que le comte Czernin considérait comme un sérieux obstacle à la paix, se conciliaient mal avec l'idée d'une paix d'entente. Le chancelier n'en accueillit pas moins avec grande déférence la note du 1er août. Il déclara qu'il l'examinerait avec la plus vive sympathie et qu'il voulait concourir à tout ce qui serait susceptible de favoriser le rétablissement de la paix. Une réponse lui serait faite; elle serait discutée avec les membres d'une commission spéciale du Reichstag et avec les alliés de l'Allemagne.

Quelle serait-elle? Selon M. von Lama, le chancelier Michaelis, poussé par la passion antiromaine que lui inspirait son protestantisme étroit et sectaire, n'eut en toute cette affaire qu'une préoccupation : rendre vaine la démarche pontificale. Secondé par le nouveau secrétaire d'État des Affaires étrangères, M. Kuhlmann, qui, le 8 août, avait succédé à M. Zimmermann, il aurait affecté d'abord de considérer comme des communications privées les informations données par Mgr Pacelli sur l'accueil fait à la note pontificale par les gouvernements d'Angleterre et de France; il aurait laissé ignorer à l'Empereur, au chef de l'État-major et aux membres de la Commission du Reichstag les demandes de l'Angleterre au sujet de la Belgique. Pour que fût absolument inutile la médiation de Benoît XV, il aurait laissé M. Kuhlmann recourir à l'Espagne pour sonder l'Angleterre sur ses dispositions de paix, manœuvre qui ne conduisit d'ailleurs à aucun résultat. Alors qu'à l'issue du conseil de la couronne du 11 septembre, le secrétaire d'État avait reçu carte blanche de l'Empereur en ce qui concernait le sort à faire à la Belgique, le chancelier aurait, quelques jours plus tard, déterminé les chefs de l'État-major, Hindenburg et Ludendorf, à exiger au moins Liége et les environs.

M. von Lama défend sa thèse avec des arguments sérieux.

Je doute qu'il réussisse cependant à convaincre son lecteur. Comment admettre qu'un fonctionnaire comme le chancelier Michaelis, qui ne manifesta jamais que les qualités d'un parfait sous-ordre, ait ainsi mené une politique personnelle à l'insu de l'Empereur et de l'État-major? Comment aurait-il eu l'audace de dissimuler à tous une démarche aussi importante que celle de Mgr Pacelli? N'est-il pas plus vraisemblable que, en dépit des apparences, le chancelier mena tout le jeu d'accord au moins avec l'empereur?

Quoi qu'il en soit, la réponse du gouvernement allemand à la note pontificale du 1er août ne correspondit d'aucune manière aux espérances du chef de l'Église. Elle n'était dans sa première partie qu'une longue apologie de la politique pacifique de l'empereur Guillaume, depuis son arrivée sur le trône impérial. C'est contraint et forcé qu'il avait pris les armes; il était prêt à les déposer dès qu'on aurait découvert les bases d'une paix juste et durable. Quelques points seulement de la note du 1er août étaient touchés. Les conditions mêmes de la paix à venir étaient résumées dans une formule enveloppée de mystère : « L'empire allemand soutiendra toute proposition qui s'accordera avec les intérêts vitaux de l'empire et du peuple allemand. » De la Belgique, il n'était pas soufflé mot.

Par un calcul singulier, pour ne pas dire autre chose, le chancelier avait, dès le 14 septembre, envoyé à Mgr Pacelli cette réponse à l'état de projet. Le diplomate pontifical avait aussitôt manifesté à Berlin son étonnement du silence gardé sur la Belgique. Dès qu'il en avait pris connaissance, le cardinal Gasparri avait mandé à Mgr Pacelli d'avertir qu'une telle réponse décevait tous les espoirs et entrainerait la fin de l'intervention pontificale. Il insista pour qu'il y fût parlé de la Belgique. La note allemande n'en fut pas moins envoyée le 19 septembre, telle qu'elle avait été rédigée. En vain Mgr Pacelli insista-t-il pour qu'elle fût modifiée; en vain le cardinal Gasparri fit-il savoir qu'elle serait gardée secrète, afin qu'on eût le loisir de l'amender. Le chancelier coupa

court à toutes les instances en livrant sa réponse à la presse.

Il dit son dernier mot en cette affaire le 24 septembre : Mgr Pacelli l'avait informé du désir de l'Angleterre de connaître le sort de la Belgique; il déclara au nonce, par une note secrète, que le gouvernement allemand n'était pas en mesure de manifester ses intentions sur ce point.

Il ne restait plus au cardinal Gasparri qu'à communiquer au gouvernement britannique la décision de l'Allemagne. Il le fit, le 28 septembre, en exprimant le regret qu'elle n'eût pas été plus explicite. La porte restait ouverte pour un échange de vues, ajoutait-il. Le ministre d'un pape qu'obsédait l'idée du rétablissement de la paix ne pouvait s'exprimer autrement. En réalité, on ne se faisait aucune illusion au Vatican : la démarche du père commun des fidèles pour mettre fin à la catastrophe qui désolait le monde avait définitivement échoué.

De cette histoire ressort en une vive lumière la haute impartialité du chef de l'Eglise. Se mettant en dehors et au-dessus de tous les partis, Benoît XV ne visa d'autre but que celui d'amener les puissances ennemies à régler leurs différends et à donner à la paix future des fondements solides.

Un autre fait est que ni l'Angleterre ni la France ne sont restées indifférentes à la démarche de Benoît XV. Certes, elles se sont montrées très réservées; nous ne l'avons pas dissimulé; mais du moins ont-elles donné au Saint-Siège une réponse qui permettait d'agir à Berlin, d'y solliciter des précisions sur l'un des points les plus considérables de la paix à conclure. Il est donc souverainement injuste de faire porter à la France et à l'Angleterre la responsabilité de l'échec de la médiation pontificale. Cette responsabilité, M. von Lama la rejette tout entière sur le chancelier Michaelis. Tout son livre est dominé par cette idée. Que cette thèse soit fondée ou non, combien il faut regretter que la réponse

allemande du 19 septembre ait irrémédiablement voué à l'insuccès le geste pacificateur du Pape! La guerre s'en trouva prolongée plus d'un an avec son cortège de deuils et de misères toujours plus grandes.

La paix s'est conclue ensuite sur d'autres bases que celles qu'avait proposées le chef de l'Eglise. Doit-on tellement se féliciter qu'aient été négligées quelques-unes des suggestions de Benoît XV, et ne voit-on pas les événements se charger de donner raison à celui qui n'eut pas d'autre ambition que secourir la grande famille humaine plongée dans une extrême misère?

A. Leman.

A TRAVERS LES REVUES

Rupture entre l'ordre chrétien et le désordre établi

La question est nettement posée par E. Mounier dans **Esprit** du 1er mars :

Savoir si nous voulons mourir avec ce qui meurt ou détacher nos valeurs éternelles du monde qui s'enfonce, et les reprendre à leur source pour féconder le monde qui vient.

Et la réponse nettement donnée aussi :

A la vérité l'idée seule d'un lien ou d'une solidarité entre le christianisme et ce monde-là est une idée souverainement paradoxale.

Cette appréciation de Jacques Maritain se dégage également des six témoignages réunis dans cette confrontation : deux catholiques, deux protestants, un orthodoxe, et un « égaré », comme se nomme lui-même M. Charles Dulot.

MM. E. Mounier et Jacques Maritain parlent au nom des catholiques. Leur attitude commune est d'un même esprit. Emmanuel Monnier prend à son compte la doctrine de *Religion et Culture* (1).

On en connaît l'idée directrice :

La religion a pour fin la vie éternelle : la vie avec Dieu.

La civilisation au contraire est ordonnée au bien naturel et temporel de l'homme.

Pour l'épanouissement de ce bien, qui est son bien propre, toute civilisation réclame l'aide supérieure de la religion, sans pouvoir se l'inféoder jamais, en raison des déficiences de toute culture.

(1) *Questions disputées*, Desclée et de Brouwer, et *Esprit*, n° janvier 1933.

L'ordre civilisateur est ainsi en une double dépendance vis-à-vis de l'ordre religieux : comme une cause seconde vis-à-vis de la cause première, mais cependant cause principale dans l'acquisition de son bien propre; comme un instrument aux mains de l'ouvrier, dans le travail proprement spirituel. Encore l'Église pourrait-elle employer beaucoup d'autres instruments...

Il s'agit de savoir si l'ordre actuel, — ou plutôt le désordre établi — respecte suffisamment la valeur humaine pour remplir vis-à-vis de l'ordre chrétien ce double rôle de cause seconde et d'instrument. Pour Mounier et pour Maritain, la réponse n'est pas douteuse : c'est *non*.

Et Maritain de nous en donner la raison : le monde moderne n'a jamais été chrétien mais a toujours combattu le Christ :

Le monde issu des deux grandes révolutions de la Renaissance et de la Réforme a des dominantes spirituelles et culturelles nettement anticatholiques; chaque fois qu'il a pu suivre librement son instinct, il a persécuté le catholicisme; sa philosophie est utilitaire, matérialiste ou hypocritement idéaliste; sa politique est machiavélique, son économie libérale et mécaniste. Le « monde bourgeois » a des pères qui ne sont pas les Pères de l'Église... Ce monde est né d'un grand mouvement du cœur vers la sainte possession des biens terrestres... Les condamnations de l'usure par l'Église demeurent au seuil des temps modernes comme une interrogation brûlante sur la légitimité de l'économie de ces temps.

Et cette opposition ne reste plus désormais théorique. Elle prend vie, car

nous assistons actuellement à un événement historique dont l'importance est considérable : ce qu'on pourrait appeler la diaspora chrétienne, j'entends la famille ou collectivité temporelle chrétienne disséminée parmi les nations, disons, si l'on veut, le « laïcat » chrétien, commence à prendre une conscience explicite, réfléchie, délibérée à la fois de sa mission culturelle propre et de la réalité propre de l'univers social comme tel.

Et telle sera la lumière de sa critique :

Ce n'est pas du point de vue du matérialisme historique et en vertu de thèmes marxistes comme la théorie de la plus-value, ou en récusant en principe la légitimité de la propriété privée, que l'économie capitaliste doit être critiquée, c'est du point de vue des

valeurs éthiques et spirituelles, au nom de la primauté sociale de la personne, et en tenant que la vie humaine est ordonnée à la conquête d'une authentique liberté d'autonomie.

Voici maintenant le jugement :

Ce principe est lié au principe contre nature de la fécondité de l'argent. Pour critiquer une telle économie, c'est à une fille de Dieu dont la notion est exclue de tout système matérialiste, et dont pourtant les révolutionnaires matérialistes, sans oser se l'avouer à eux-mêmes, exploitent secrètement l'énergie, c'est à la sainte justice que le chrétien fait appel.

Mounier affirme également notre mission culturelle. Nous n'avons plus le droit d'accepter le désordre établi :

Nous sommes trop sûrs maintenant qu'on ne peut être totalement chrétien, aujourd'hui, si mal le soit-on, sans être un révolté.

Nous n'avons plus le droit désormais de nous évader devant notre tâche :

Il ne faudrait pas dévier la pensée chrétienne, comme on l'a fait, dans le sens de la résignation et de la passivité sociale. L'histoire sera là pour nous rappeler que pas une institution n'est entrée dans les lois dont la charité chrétienne n'ait pris d'abord l'initiative. Et l'Évangile, qui contre le jugement sur l'entr'aide. Et le second commandement, qui participe à la divinité du premier.

Il y a toute une théologie, peu connue par le chrétien moyen, du Corps mystique et de la Communion des Saints, qui pourrait être la théologie de ce temps.

Mais dans les conditions actuelles la révolte est-elle légitime? Au fait, la question même est-elle à poser?

Enfin on peut se demander, après ce que nous avons dit plus haut, si toute argumentation pour justifier le droit de révolte dans le régime actuel n'est pas rendue inutile par ce fait : il n'y a plus même de tyran, il y a une force matérielle, aveugle, anonyme et inhumaine, qui s'est substituée aux hommes à la tête des États. *Le devoir de demain ne relève pas de l'insurrection, mais des travaux publics.*

C'est nous qui soulignons. Car nous pensons que telle est la vérité. Notre révolte va contre l'amoralisme qui règne sur le monde. Notre révolution sera de *construire*. Et de vivre en chrétiens. Mais non point chacun pour soi. Entraînant de

véritables masses à l'appel du Christ, qui seul peut combler notre profond désespoir. Des masses qui respecteront et exigeront le respect de la personne humaine, de l'homme sauvé par un Dieu Incarné. Et c'est bien à notre époque véritable révolution.

*
* *

Témoignage de deux protestants.

M. Denis de Rougemont n'admet que la rupture. En tout temps. Il n'y a pas d' « ordre chrétien ». La foi ne peut en être le principe :

[Le chrétien] ne peut se targuer [de la foi] pour fonder un « ordre chrétien »; et s'il le fonde, c'est en réalité sur une tout autre force que celle de la foi.

M. Denis de Rougemont a certainement le sens de la grandeur morale de la foi, de sa valeur d'âme. Disciple de Karl Barth, il a tendance à condamner toute culture, toute civilisation. Un catholique ne saurait admettre une telle attitude qui a sa source dans une conception subjectiviste de la foi et qui aboutit à ce manichéisme contre lequel s'insurge Maritain. Notre foi a pour objet ce Dieu même qui est principe du monde. Elle peut donc travailler sur ce monde, qui ne sera mauvais que dans la mesure où nous serons défaillants :

Autre est l'attitude de M. André Philip :

Certaines civilisations sont compatibles avec la foi chrétienne, alors que d'autres au contraire en sont la négation la plus complète.

Et voici la marque de l'esprit bourgeois :

Il y a capitalisme et esprit bourgeois partout où la vie économique, au lieu d'être un moyen, devient une fin, où la propriété est reconnue comme un droit et non comme une fonction, où la production enfin ne vise plus à procurer à tous les hommes leur subsistance, mais à fournir le plus grand profit aux entrepreneurs.

Résultats du capitalisme :

Pour les ouvriers augmentation de la misère, et dans leurs conditions de travail :

L'ouvrier absorbé dans un engrenage mécanique qu'il doit subir sans essayer de le comprendre n'est plus une personne, mais un

simple numéro, un élément du coût de la production, dont l'entrepreneur essaye de tirer le maximum de rendement, une portion de la main d'œuvre que l'on embauche ou renvoie arbitrairement, selon les besoins du moment et que l'on assujettit à une discipline extérieure et brutale.

Pour les patrons — car les patrons souffrent aussi du capitalisme, et nous avons aussi pitié d'eux :

Avec l'aggravation de la concurrence, le succès est de plus en plus au profit du spécialiste, à l'homme qui met les problèmes de l'usine au centre de son existence, qui y pense jour et nuit, tend vers eux toute son énergie et toutes ses pensées et ne réserve rien pour sa vie intérieure, de là découlent les caractéristiques de l'homme d'affaires, la rationalisation de son activité, son travail acharné, sans limite ni but sérieux, la recherche maladive de la nouveauté, de la puissance extérieure, l'absence de plus en plus complète de toute vie spirituelle et de toute pensée profonde.

D'où les six conclusions suivantes :

1) L'Eglise chrétienne a pour première fonction d'apporter au monde la bonne nouvelle du salut des âmes individuelles.

2) Ce message implique certaines conséquences sociales inévitables...

3) L'esprit bourgeois et le système capitaliste réalisent sur tous les points la négation la plus complète de tous les principes sociaux chrétiens...

4) ... On ne peut plus aujourd'hui mettre simplement le chrétien en face de Dieu en disant que l'Esprit conduira sa vie et l'incitera à l'action bonne, *une étude économique préalable est indispensable pour que l'acte que nous accomplissons corresponde véritablement à l'intention qui l'anime.*

5) — Quant aux Eglises (M. André Philip est protestant) elles mêmes, tout en condamnant les civilisations contraires à leurs principes et en engageant leurs membres à chercher les diverses solutions possibles, elles n'ont pas à intervenir directement dans la lutte; *leur rôle est de créer non des civilisations mais des créateurs de civilisations.*

6) Enfin aucune civilisation quelque perfectionnée qu'elle soit ne saurait jamais satisfaire totalement l'Eglise...

Un catholique sera heureux de se sentir d'accord avec M. Philip.

***

Témoignage russe, M. Nicolas Berdiaeff :

Les Russes se sont toujours caractérisés par une attitude négative et hostile à l'égard du monde bourgeois, par un dégoût de l'esprit bourgeois...

Entre l'ancien régime autocratique et le communisme, il n'y a pas eu d'intermédiaire :

Si le communisme est un soulèvement déclaré contre le christianisme, le monde bourgeois capitaliste était, lui, une trahison ; et ce qu'il y a de plus affreux, souvent conforme en apparence au christianisme. La révélation du mensonge et de l'hypocrisie est toujours un bien et peut déblayer le chemin vers une vie meilleure.

Et, pour clôturer le débat, *l'opinion d'un « égaré »*, ainsi que se nomme lui même, nous l'avons dit, M. Charles Dulot, directeur de l'*Information sociale*.

Son avis nous est précieux. Il nous apporte l'attestation

que les groupements les plus matérialistes, par leur structure et par leurs objectifs, ont été conduits par leur expérience même à rendre à l'esprit une suprématie qu'ils avaient cru habile de lui retirer.

Mais le désordre est tel qu'il est condamné, et tout près de son effondrement. Dès lors,

[une] rupture n'est pas nécessairement une « révolte » violente et elle peut par conséquent entraîner des adhésions parmi des âmes si profondément imprégnées des sentiments chrétiens qu'elles se refuseront toujours à obéir aux impulsions de la colère et encore moins à celles de la haine.

Le témoignage de M. Dulot nous est utile, qui nous dit ce que les « égarés » attendent des chrétiens et d'abord des catholiques : en ces heures d'indécision et de trouble, ils ne comprendraient pas, si nous manifestions un attachement servile au *désordre* établi.

***

Faut-il dire que *La Vie Intellectuelle* est toute sympathique aux idées directrices qui se dégagent de cette confrontation ?

Dans ce bref résumé il n'était pas question de critiquer en

détail chaque affirmation. Mais toute réserve faite sur celles qui relèvent d'autres principes que ceux de notre foi, nous sommes heureux de nous sentir d'accord avec les témoins de cette confrontation.

D'accord sur ce principe qu'il nous faut inlassablement répéter : Le christianisme transcende toute civilisation et ne peut se laisser inféoder par aucune.

D'accord sur la tâche présente : Il n'est plus possible de pactiser avec le désordre établi qui est la négation de Jésus-Christ.

D'accord — au moins avec la plupart — sur la façon d'aborder cette tâche : Parce que ce qui existe est le *désordre*, il ne s'agit pas tant de révolte que de mise au travail, et nous répéterons volontiers avec Maritain :

C'est se condamner à une œuvre avant tout destructive que vouloir changer la face de la terre sans d'abord changer son propre cœur — ce que nul homme ne peut par lui-même. Et peut-être, si l'amour tout-puissant transformait vraiment nos cœurs, le travail extérieur se trouverait-il à moitié fait déjà.

Dans cette tâche, nous n'oublierons pas la souffrance de certains. Mounier le dit fort bien,

il y a un monde de valeurs qui s'effondre en même temps que le désordre, un peu parce que l'avalanche emporte tout, un peu parce qu'elles n'étaient pas sans solidarité avec lui.

C'est cela qui fait si mal aux hommes de cinquante ans. Ils avaient leur univers... Pourquoi en veut-on si fort à toutes leurs affections? Était-ce mal? N'avaient-elles pas fait leurs preuves? On leur arrache leur chair.

Un chrétien, qui sait la force des attaches, comprend ces déchirements. Mais quelle autre pensée peut-il avoir, en face des regrets impuissants, que le salut total, de la terre et du ciel? Nous sommes, à n'en plus douter, à un point de bascule de l'histoire. Une civilisation s'incline, une autre se lève (on verra plus tard, avec du recul et moins de trouble, tout ce que la seconde a hérité de la première).

Nous pensons que, malgré tous les heurts apparents, nous sommes les héritiers des grands chrétiens, qui ont pu joindre à leur amour du Christ d'autres amours que les nôtres. Mais parce que les temps ont changé, nous défendons le même idéal sous une autre forme :

Nous sommes dans une de ces époques crucifiantes pour ceux qui

la vivent, mais vraiment divines, où la lettre est à départager de l'esprit et de la lettre même; chaque valeur éternelle à reprendre dans sa pureté pour assurer, sans précipitation, son entrée dans une nouvelle chair.

Et ainsi tenant compte de cette continuité plus profonde sous la rupture visible, et de la forme de cette révolution qui doit être travail de construction, nous dirions avec Garric (1) que *nous acceptons*. Il le faut bien. Nous acceptons de travailler à notre tour dans le monde tel qu'il est.

Mais c'est pour le changer, car *nous refusons d'en accepter les tares*. Cela nous ne le pouvons pas. Un autre s'est dépouillé pour nous, qui nous a donné mission de répéter son cri : « Malheur à vous, Scribes et Pharisiens!... »

(1) *Revue des Jeunes*, 15 février : *Pourquoi nous acceptons*. Signalons l'accueil très favorable que la presse et les différentes revues ont fait à ce numéro, et à l'article de Garric, spécialement dans le numéro du 12 mars de *Notre Temps*.

Memento

Le Semeur, 1er mars 1933 (organe de la Fédération Française des Associations chrétiennes [protestantes] d'étudiants). — A. Schlemmer, *Jésus-Christ.*

L'homme a peur de voir Jésus comme il est... Réaliser comme Lui la renonciation à tout droit, le dépassement de tout devoir, dans l'héroïsme de la charité : c'est la leçon même de la Croix.

Denis de Rougemont, *Humanisme et christianisme.*

Revue apologétique, février 1933. — E. Neveut, *La foi chrétienne : son caractère surnaturel.*

Nous ne verrons pas Dieu autrement que nous le croyons par la foi. Elle est donc transcendante l'élévation que la foi chrétienne donne à nos actes et la grandeur du chrétien *fidèle* est au-dessus des exigences de tout être créé.

La Revue Française, 25 janvier 1933. — Robert Francis, *Trois idées révolutionnaires.*

1° La révolution est une opération qui consiste à retirer le pouvoir, et accessoirement la fortune, de certaines mains pour les confier à d'autres. 2° Inexistence substantielle de la révolution : en soi elle n'existe pas. 3° Le rôle de l'esprit est, avant tout, l'élaboration d'une idéologie de combat : il doit assez peu se soucier des idées.

J.-P. Maxence, *Un premier maître : la solitude.*

Monde, 4 mars. — Pessimus, *Les prodiges de Beauraing ou La cuisine du miracle.*

Attaque violente et gratuite contre les apparitions de Beauraing.

QUESTIONS POLITIQUES ET SOCIALES

CIVIS. *La révolution américaine.*

« Il faut qu'on cesse de spéculer avec l'argent des autres. » (ROOSEVELT.)

ERNEST PEZET
Député du Morbihan
et
HENRI SIMONDET
Prof. à l'Ecole des Sciences Politiques.

La situation religieuse en Yougoslavie.

C'est aujourd'hui un des drames qui émeuvent le monde et que malheureusement l'opinion catholique en France ignore trop. Il importe de l'éclairer. Dans l'allocution qu'il prononçait le 13 mars, S. S. Pie XI a marqué son souci d'une telle situation, de ce désordre politique, social et religieux, qui s'est instauré en tant de pays et « en dernier lieu dans de petits et de grands pays de l'Europe centrale ».

JEAN LAPIERRE. *Chronique politique et sociale.*

Hitler dictateur.

A. MENDIZABAL-VILLALBA.
Professeur à l'Université d'Oviedo.

Chronique d'Espagne.

Les troubles anarchistes et communistes.

AUGUSTE VIATTE. *Gandhi et les Parias.*

Le bénéfice d'un jeûne : la plus importante réforme de la société hindoue.

P. B. *Ce que la guerre a coûté à la France.*

DOCUMENTS

La persécution en Yougoslavie.
Nouvelles d'Allemagne : Les mesures policières.
La crise agraire aux États-Unis.
A travers les revues : L'Église, l'Amérique et l'argent.

Billet de Civis

La révolution américaine

Il y a un mois, nous rappelions succinctement ici les étapes d'une lutte très âpre qui opposait, pour la maîtrise financière du monde, Wall Street à la City, le dollar au sterling. Sic transit... *Dans ce court espace de temps, il aura suffi de quelques jours pour mettre un des adversaires « knock-out ». Le dollar a cédé. L'armature colossale où s'enchevêtraient les activités de 24.000 banques est tombée, écrasée par une masse de crédits gelés dont on ne sait au juste le montant, estimé à 1200 milliards de francs et même plus. Nous saurons plus tard dans quelle mesure la City a aidé ou hâté cet effondrement.*

On doit convenir que la réaction du gouvernement américain a été immédiate autant qu'énergique : arrêt momentané de toute activité bancaire, puis pouvoirs dictatoriaux au président des États-Unis, contrôle de l'État imposé à toutes les banques — efficace dans la mesure où le pouvoir central demeurera libre —, suppression de tous les établissements de crédit dont la situation ne permet plus un fonctionnement normal; enfin émission d'une monnaie intérieure non convertible, c'est-à-dire en langage clair : inflation monétaire. Le dollar, momentanément disparu, réapparaîtra sur les marchés de change, amputé d'une fraction actuellement imprévisible. Les conséquences ultérieures viendront en leur temps, car on entend bien qu'on ne fabriquera pas du papier monétaire sans affecter les prix intérieurs, qu'on ne contrôlera pas les banques, surtout aux États-Unis, sans entrer peu à peu dans le contrôle de l'activité économique. Pour y voir clair, on ne lira les informations et commentaires de la presse qu'avec une extrême circonspection. Les intérêts, les préjugés et les faiblesses, sont ici naturelle-

ment coalisés pour masquer le fond des choses ; la confusion du langage y aide. On assure que les États-Unis n'abandonnent pas l'étalon-or ; effectivement c'est ce dernier qui les a quittés et toute la question est de savoir si on pourra le rattraper. L'inflation monétaire décidée s'appelle expansion de la monnaie. Et, comme pour mieux brouiller les idées, on applique ce mot d'inflation à tout ce qui vient, au budget, au crédit, voire même aux banques. Cependant, d'aucuns tentent encore de démontrer que le système capitaliste n'est pas en cause, et d'autres reparlent des crises cycliques.

En fait, avec les États-Unis aujourd'hui, comme avec l'Allemagne depuis deux ans, comme avec les autres nations mises au régime capitaliste moderne, dans la mesure où elles y sont, nous voyons le fruit de « cette soif insatiable des richesses et des biens temporels (1) *», pour la satisfaction de laquelle le régime a été peu à peu établi. « De là, ce désordre et ce déséquilibre injuste par lequel on voit les richesses des nations accumulées entre les mains de quelques individus, qui règlent selon leur caprice le marché mondial, pour l'immense dommage des masses* (2) *»... et qui finissent par s'y briser. De là aussi la réaction d'un État, encore puissant — nous parlons de l'américain —, qui entre dans la voie révolutionnaire, actuellement au moins, dans la mesure où la révolution se confond avec les « vacances de la légalité », comme le remarque M. Charles Dulot ; et, en effet, la suppression des banques malades, l'annulation totale ou partielle des dépôts et crédits qui y ont été gelés, est aussi nécessaire qu'illégale et contraire au droit de propriété.*

***

Du moins, au milieu de ces ruines, qui tombent sur treize millions de chômeurs (ne l'oublions pas, encore que tant et tant se soient accoutumés à ce fait monstrueux), M. Roosevelt a retrouvé une vérité essentielle, transmise aux États-Unis et au monde par son message présidentiel : « Dans notre effort vers une reprise du travail, il nous faut deux sauvegardes contre un retour des anciens maux : il faut une surveillance

(1) **Encycl.** *Quadragesimo anno.*
(2) **Encycl.** *Caritate Christi.*

étroite de toutes les opérations bancaires, de toutes les opérations de crédit et de tous les investissements. Il faut qu'on cesse de spéculer avec l'argent des autres. »

L'expérience allemande, la tourmente qu'elle a suscitée en Europe, il y a deux ans, eussent dû suffire. Mais tout a été conjuré pour recouvrir cette lumière. Tout, au point que, dans l'avertissement solennel et prophétique qui venait du sommet de l'Église, la condamnation — nous disons bien : condamnation — du régime économique moderne a été étouffée, en même temps que le rejet du socialisme alimentait une polémique, volontairement oublieuse des nuances qui l'accompagnaient. Vaines roueries dont les événements se moquent. Le mal resserre son étreinte, il pèsera de plus en plus lourdement, aussi longtemps que les cupidités et les faiblesses résisteront victorieusement.

Il faudra qu'on cesse de spéculer avec l'argent des autres. Il faudra qu'on détrône cet argent-roi. On devra arracher à la finance sa liberté anarchique et cupide. On ne pourra laisser tel ou tel produire à sa guise, pour s'enrichir, des objets inutiles ou superflus, sans souci des foyers humains qu'il déplace et des vies qu'il brise, après avoir échoué. On reviendra, coûte que coûte, aux principes simples, aux vérités humaines élémentaires. On rendra au travail sa primauté sur le capital, à l'esprit son droit de préséance sur la matière, à l'homme le souci de son humanité avant celui de la richesse...

Car il n'est plus d'autre issue.

Il est bien vrai que, dans ce monde, c'est l'âme qui est malade. Mais... ni ange, ni bête... il ne guérira pas, si on ne veut admettre que maintes parties du corps sont pourries : elles tomberont douloureusement, à moins qu'on ne les soigne. Le salut viendrait vite, si on s'y mettait hardiment. Malheureusement, des obstacles s'opposent encore, qui ne viennent plus tant des intérêts engagés et actuellement désemparés, que de ceux qui, libres cependant, pactisent avec les puissances d'argent au lieu de faire la lumière et préparent le scandale des jours certains où leur démission sera révélée.

CIVIS.

La situation religieuse en Yougoslavie

Aux abus et aux fautes politiques si nombreux que le régime dictatorial de Belgrade a commis et qui expliqueraient à eux seuls le drame intérieur qui bouleverse la Yougoslavie, s'ajoute la faute capitale d'une intolérance religieuse, qui se traduit sous des formes multiples.

Nous ne mentionnerons qu'à titre épisodique deux faits que l'on pourrait qualifier de crimes politiques, dont furent récemment victimes deux prêtres considérés comme adversaires du régime dictatorial.

Le 23 juin 1932, à Boinik, près de Leskovats, un prêtre, M. Vasse Popovitch, fut tué à coup de fusil au sortir de sa maison. On prétendit qu'il s'agissait d'un crime politique; la victime, ancien combattant renommé pour sa bravoure et ancien député démocrate, était connu comme homme politique, en raison de son opposition au régime. Plus récemment, on annonçait de Belgrade l'arrestation d'un prêtre catholique croate très connu, l'abbé Augustin Juretitch, rédacteur de la *Hrvataska Straza*, de Zagreb.

L'arrestation aurait été provoquée par ce fait que l'abbé Juretitch aurait mené une enquête à l'effet d'établir, pour les autorités ecclésiastiques de Belgrade, le pourcentage des catholiques employés de l'administration officielle. Les données qu'il avait recueillies lui avaient permis de

constater qu'au ministère de la maison royale on ne trouvait aucun fonctionnaire catholique, et que dans tous les autres le pourcentage de l'élément catholique n'était que de 5 à 8 % et que la prédominance appartenait aux dissidents et même aux Juifs.

De plus en plus, les catholiques de Croatie et de la Slovénie s'irritent de l'intolérance religieuse dont ils sont victimes de la part du régime serbe de religion orthodoxe. La politique d'oppression contre les consciences catholiques, menée depuis des années par le gouvernement de Belgrade, contribue grandement à empêcher l'unification nationale qu'elle prétend favoriser. Le fait apparaît très grave pour l'unité yougoslave quand on sait la place considérable de la religion dans la vie individuelle et familiale, mais aussi parfois dans la vie politique du peuple croate et slovène. Pour la masse populaire, le clergé a été de tout temps un guide très écouté, et c'est ainsi qu'en Slovénie, pays où les catholiques sont l'immense majorité, Mgr Korochetz est le chef politique incontesté.

Les luttes intérieures qui dressent actuellement le peuple yougoslave contre la dictature de Belgrade, et plus spécialement les Croates et les Slovènes contre l'emprise du « serbisme », se compliquent et s'aggravent de la lutte religieuse que soutiennent les catholiques de Yougoslavie, dont la plupart sont en Slovénie et en Croatie, pour leur liberté de conscience et le libre exercice de leur religion. De nombreux témoignages nous ont prouvé que l'oppression religieuse et les atteintes portées à leur conscience de catholiques leur sont plus douloureuses et plus intolérables que les rigueurs politiques de la dictature, et c'est dans ce domaine peut-être que se révèle le mieux l'aveuglement des dirigeants.

Leur maladresse est d'autant plus inconcevable que, même en remontant dans l'histoire de ces pays, on trouve les catholiques de ces régions et beaucoup de leurs chefs marquants entretenant la flamme de l'idée nationale et luttant pour la liberté des peuples slaves du sud. Cette histoire du catholicisme défenseur de l'idée slave a été retracée à grands traits, il y a quelques années, dans un intéressant article du *Correspondant* (1).

On y voit qu'en Bosnie, par exemple, ce furent les Franciscains qui, dès le XIII° siècle, sauvèrent la foi et la langue des habitants contre l'envahisseur ottoman. Le même ordre religieux rendit le même service aux Serbes catholiques en Voïvodine. Cet article rappelle aussi avec raison le rôle du clergé catholique dans la renaissance patriotique et littéraire du XIX° siècle, citant le chanoine Vodnitch, ami de Charles Nodier, Mgr Slomsek, Racki et surtout Mgr Strossmayer, sans oublier Mgr Mahnitch (1850-1921), fondateur d'associations d'étudiants catholiques en Croatie et de deux revues, apôtre de l'éducation populaire et ardent patriote. Quant à Mgr Strossmayer, né à Ossiek en 1815, et fils d'un marchand de chevaux illettré, il a laissé un grand nom digne de son prodigieux apostolat national et religieux dont le centre fut surtout à Zagreb.

Pendant la guerre, les catholiques yougoslaves n'ont, pour la plupart, combattu qu'à regret dans les rangs austro-hongrois, et l'armée des déserteurs — l'armée verte, comme on disait, parce qu'ils se cachaient dans les bois, — comptait à l'armistice 50.000 hommes. A Zagreb, de 1914 à 1918, les cours militaires eurent à juger près de 70.000 désertions. Mgr Andrijcitch, député à la Diète

(1) E. Beaupin. Les catholiques yougoslaves et leurs présentes difficultés. *Correspondant*, 25 sept. 1922.

d'Istrie, fut emprisonné deux ans, Mgr Mesko, Mgr Sturm, l'abbé Anitch, l'abbé Volachtnik, le furent eux aussi, et Mgr Manitch, déporté le 4 avril 1919 sur l'ordre des autorités italiennes, mourut en exil.

L'auteur de l'article du *Correspondant* avait donc le droit d'écrire : « On s'explique d'autant moins que les discordes se déroulent en partie sur le terrain confessionnel, qu'orthodoxes et catholiques ont rivalisé d'ardeur pour la cause commune, et que les Serbes n'ignorent pas que les efforts de leurs frères catholiques ont été souvent soutenus par le clergé fidèle à Rome. »

Aujourd'hui, la carte religieuse de la Yougoslavie s'établit ainsi : les orthodoxes, qui appartiennent à l'Église schismatique autocéphale serbe unifiée le 13 mai 1919 sous l'autorité d'un seul patriarche, sont approximativement au nombre de 5.360.000, répartis surtout en Serbie, Macédoine, Tchernagora et Voïvodine. Ils existent aussi; mais en minorités, en Bosnie-Herzégovine, en Croatie, Slovénie, et en Dalmatie. Les catholiques sont au nombre d'environ 5.000.000, presque tous groupés dans les provinces détachées de l'Autriche-Hongrie, Slovénie, Croatie, Dalmatie, Bosnie-Herzégovine. 200.000 sont en Voïvodine, ancien territoire hongrois. Sur ce total de près de 5 millions de catholiques, une trentaine de mille, dispersés un peu partout, sont des Uniates du rite grec ruthène, et dépendant de l'évêché de Krizevatch.

Quant aux Musulmans, ils sont au nombre de 1.360.000. Juifs et Protestants sont disséminés, chacune des deux confessions comprenant environ 130.000 fidèles.

Ainsi les catholiques forment 38 % environ de la population, contre 42 % d'orthodoxes. Ce qui est insensé et dangereux pour l'unité du pays, c'est que les dirigeants de Belgrade ont entrepris l'assimilation et l'absorption par la contrainte des 38 % de catholiques.

Cette lutte religieuse a commencé au lendemain même de la victoire et de l'élan patriotique dans lequel fut fondé le nouveau royaume. Quand s'élabora la constitution, il fallut l'intervention d'un prêtre croate, membre du parti populaire, pour faire écarter de l'article 12 une stipulation draconienne élaborée par les démocrates, et qui n'autorisait les relations des évêques avec le Pape que par l'entremise du ministre des cultes, et une autre qui plaçait les biens ecclésiastiques sous la tutelle de l'État. Finalement, la constitution stipula que la manière dont seraient entretenues les relations des ecclésiastiques avec leurs chefs religieux serait réglée par une loi. En outre, la constitution interdit aux ministres des cultes de « mettre leur pouvoir spirituel au service d'intérêts de parti, soit dans les lieux de prières, soit par leurs écrits de caractère confessionnel ou autrement ». Cette séparation de la religion et de la politique est bonne en soi et n'a rien qui choque des esprits occidentaux, mais dans un pays où, nous l'avons dit, la vie religieuse a été de tout temps étroitement associée à la vie nationale, cette disposition pouvait paraître équivoque et dangereuse, et c'est pourquoi le parti populaire refusa de voter le texte de la constitution. En fait, ce paragraphe a été utilisé par la politique anti-catholique, que l'on pourrait appeler le « serbisme religieux ». La division administrative elle-même est partialement faite contre les catholiques, puisque les neuf banovines sont découpées de telle sorte que les Serbes orthodoxes ont la majorité dans six d'entre elles.

Déjà il y a dix ans, cette lutte religieuse était manifeste dans l'application de la réforme agraire et dans la répartition du budget des cultes. Ainsi l'évêque uniate de Krizevač possédait 1500 arpents de terre dont les revenus servaient à l'entretien du clergé de Zumborak, du séminaire

uniate de Zagreb, d'un orphelinat et de diverses œuvres charitables. Tout fut partagé, mais les impôts du dit domaine furent laissés à la charge de l'évêque. Le clergé orthodoxe et les grands propriétaires musulmans furent autrement traités. Quant aux biens de l'Église orthodoxe, certains furent même augmentés.

Dans le budget des cultes pour 1922, par exemple, on fait des constatations singulières : 16.993.000 dinars pour le culte orthodoxe, et 6.123.000 dinars seulement pour le culte catholique. Si l'on se rappelle qu'orthodoxes et catholiques forment respectivement 42 et 38 % de la population, on est surpris de la disproportion des sommes affectées aux deux cultes. La paroisse protestante de Belgrade, qui compte 900 âmes, émarge au budget pour 116.000 couronnes, tandis que la paroisse catholique, qui en compte plus de 10.000, touche en tout 66.400 couronnes. Le traitement annuel des évêques orthodoxes est à peu près le double de celui des évêques catholiques : 40.000 couronnes contre 15 à 20.000. En Bosnie, quatre curés uniates reçoivent, subvention et indemnité comprises, moins de 700 couronnes par mois, tandis que le moindre employé de l'Église orthodoxe arrive à toucher 3.000 couronnes.

*
* *

Tous ces faits et tels autres, comme le retard apporté aux nominations épiscopales, l'appui donné à quelques prêtres dissidents, amenèrent, au début de l'année 1922, une intervention collective des évêques catholiques. A la suite d'une conférence tenue à Zagreb, ils rédigèrent un long memorandum, dans lequel ils demandaient de « créer, dans les relations entre l'Église et l'État, cette atmosphère d'entente dont actuellement ils constatent à

regret la complète absence ». Ils concluaient : « Nous sommes prêts à collaborer. Nous vouerons à ce travail toutes nos énergies. »

Une commission fut nommée en juillet 1922 par le gouvernement de Belgrade, en vue de mettre à l'étude le texte d'un nouveau concordat avec le Saint-Siège. Mais les négociations avec Rome traînent encore à l'heure actuelle, et le parlement issu des élections de 1931, formé de députés élus par ordre, ne compte que 85 catholiques en face de 207 orthodoxes. La Chambre ainsi composée est hostile à la signature d'un Concordat, et le gouvernement de Belgrade ne semble pas désireux d'aboutir.

Plusieurs études récentes parues dans la presse française, et deux articles parus dans la *Yougoslavie* des 10 février et 25 novembre 1931, prouvent par des faits significatifs que la situation ne s'est pas améliorée.

« Sous prétexte d'unification nationale, écrit l'un de ces informateurs, chefs d'État ou chefs de gouvernement ont rêvé des assimilations qui entraînaient, pour les fidèles catholiques, tantôt l'abandon de leur rite, plus souvent l'apostasie de leur foi... Sous prétexte de faciliter l'unification nationale, des cercles gouvernementaux importants désirent et préparent l'apostasie des catholiques de Yougoslavie. »

Empruntons au même auteur cette citation significative : « Le jour n'est pas loin, déclarait récemment un orateur de Belgrade, où, par le procédé de l'éducation nationale, on obtiendra une réforme profonde de cette portion de notre peuple qui, par un concours de circonstances, appartient à la religion catholique. Il serait bien préférable pour la formation de cette population que la langue nationale fût utilisée dans les cérémonies du culte et que, dans les autres religions, le chef suprême habitât au milieu de son troupeau. Je crois profondément que

notre peuple exigera bientôt cette rénovation. D'ailleurs, *l'organisation religieuse n'est qu'un instrument de l'État; le gouvernement ne devrait donc pas laisser cet instrument dans les mains d'un étranger...* Peut-on permettre aux ministres de Dieu de planter dans l'âme de notre jeunesse le germe d'un particularisme selon les intentions d'un étranger? Aurons-nous le courage de regarder la vérité en face? »

Tel est le programme de la dictature, tel qu'il fut exposé dans un discours prononcé le 23 mars 1930 par le président de la loge maçonnique de Belgrade, qui est une haute personnalité politique.

Il est avéré, du reste, que le général Jivkovitch a, personnellement, le catholicisme en horreur.

Outre les mesures touchant l'organisation religieuse du pays, la situation du clergé et le traitement d'exception infligé aux catholiques dans la vie politique et dans l'admission aux fonctions de l'État, la lutte contre le catholicisme s'exerce surtout par les mesures prises : 1° dans le domaine scolaire; 2° par l'exercice de la censure; 3° par le développement donné à l'institution du Sokol.

Voici un extrait d'un récent article fort documenté sur cette question : « Lois et décrets se succèdent pour interdire les écoles confessionnelles existantes ou, du moins, par des interventions auprès du roi de l'archevêque de Zagreb, pour défendre d'en fonder de nouvelles, pour obliger les écoles primaires à être gratuites, les gymnases secondaires confessionnels à se priver du concours des professeurs de gymnases de l'État; pour supprimer, dans les Écoles normales, une partie des cours de religion ; pour refuser des postes aux institutrices formées dans les écoles confessionnelles.

« Un usage courant s'établit d'envoyer les instituteurs orthodoxes en pays catholiques, et les maîtres catholiques

dans les endroits de l'ancienne Serbie où il n'y a ni catholiques, ni prêtres, ni églises. »

Trois lois scolaires ont été votées en 1929, concernant l'enseignement populaire et primaire, l'enseignement secondaire et les écoles normales d'instituteurs et d'institutrices. Elles tendent à supprimer l'enseignement confessionnel.

Pour neutraliser le plus possible la concession faite par le roi à Mgr Bauer, archevêque de Zagreb, la dictature eut recours à des moyens obliques. Un décret déclara que les écoles primaires ne pourraient être que gratuites. C'était pour les écoles catholiques la mort à bref délai. Il fallut une nouvelle intervention de l'archevêque auprès du roi pour obtenir la suspension du décret.

Les écoles normales ne sont pas épargnées. Les institutrices sortant de l'école confessionnelle obtiennent très difficilement un poste. Sur 80 candidates ayant achevé leurs études en 1928, 7 seulement avaient été pourvues d'un poste à la fin de 1930. D'après la loi de 1929, tout candidat aux fonctions d'instituteur ou d'institutrice doit vivre dans un « convict » ou internat, or ces établissements ne sont ouverts qu'aux orthodoxes. De 1928 à 1930, à Banjaluka, en Bosnie, aucun catholique n'a été reçu, et les instituteurs catholiques sont en voie de disparaître dans la région. Il en est de même, écrivait la *Yougoslavie* le 10 février 1931, à Sombor, Novi-sad, Pakrac, etc., et elle ajoutait : « Certaines écoles ne possèdent aucun élève orthodoxe. C'est là qu'on envoie les maîtres de cette religion. D'autre part on s'ingénie à placer les maîtres catholiques dans des endroits de la Serbie où il n'y a ni catholiques, ni prêtres, ni églises. En 1921-1922, dans le seul district de Batchka, le gouvernement s'empara sans compensation de 49 maisons d'école et de 173 salles appartenant en propriété à l'Église catholique. »

Des difficultés analogues sont faites aux établissements d'enseignement secondaire.

La question des manuels scolaires donne lieu à bien des vexations. Les mêmes manuels sont imposés aux écoles privées comme aux écoles officielles, et aucune critique n'est permise contre ces livres « édités par l'État ». Or ces manuels contiennent maintes affirmations blessantes pour la conscience des catholiques. On y lit des assertions comme celles-ci :

« Saint Paul a transformé le christianisme; saint Léon, inventé la Papauté; les religieux de Cluny, imaginé que les prêtres doivent être soumis au Pape comme les moines le sont à leur Père Abbé; Martin V, accepté comme légitime l'existence des Églises nationales ; Christophe Colomb, découvert l'Amérique parce qu' « il croyait da- « vantage à sa raison qu'aux dogmes de l'Église. »

Un des manuels d'histoire nie la divinité du Christ; un autre représente le catholicisme comme un empêchement à l'unité nationale.

Le droit de protester est refusé tant à la presse catholique qu'aux évêques eux-mêmes. La censure est impitoyable et s'exerce sans recours.

La censure n'a pas d'existence légale. Son action échappe ainsi à toute discussion et elle peut s'exercer avec une rigueur draconienne qui ne laisse aucun recours, suivant une consigne nettement anti-catholique. Il n'est pas une ligne de revue ou de journal qui ne soit soumise à son examen préventif. Elle efface impitoyablement tout ce qui peut déplaire à la manie non seulement anti-romaine, mais même anti-religieuse, des dirigeants. Pendant quelque temps, les passages supprimés parurent en blanc, puis il fallut les combler par un remplissage de fortune. Aujourd'hui le texte doit être recomposé pour ne porter aucune trace des suppressions faites. Des éditions

entières ont été mises au pilon par ordre des censeurs, au grand dommage de la presse catholique dont l'existence a pu parfois être menacée par ces dépenses imprévues. Il est même arrivé plusieurs fois que les numéros qui avaient reçu, en épreuves, le visa de la censure ont été refusés après le tirage.

La censure ne laisse passer aucune réponse aux attaques dirigées contre la foi catholique. Elle se montre particulièrement sévère dès que l'on veut revendiquer contre l'absolutisme de l'État les droits de la famille dans le domaine de l'éducation.

Au moment du grand Congrès eucharistique de Zagreb, au mois d'août 1930, la fraction rationaliste s'effraya du grand éclat et du succès de cette cérémonie. Un journal, le *Nasa sloga*, fut subventionné pour en diminuer l'importance et l'influence. Il se déchaîna contre l'Église, l'épiscopat et le clergé. La censure interdit de riposter. Dans la suite, les articles, réunis en volume, furent distribués aux enfants des écoles par ordre du ministre de l'Instruction publique. Il a fallu la protestation obstinée de l'épiscopat pour obtenir enfin la suppression de ce livre scolaire.

*
* *

Quant au Sokol, c'est le 19 janvier 1920, sous le ministère Davidovitch, d'inspiration démocrate, que le ministre de l'Instruction publique prescrivit d'adopter les méthodes et l'esprit de cette institution pour l'enseignement de la gymnastique dans les établissements d'instruction de l'État. Or si, à son origine, en 1862, le Sokol ne prétendait qu'à développer dans la jeunesse de Bohême la culture physique et l'idée nationale, il avait pris, vers 1910, une allure nettement libre-penseuse. Le 6 mai 1910, l'organe officiel du Sokol publiait cette déclaration : « Si

nous sommes des gens judicieux du XXe siècle, nous sommes et nous devons être contre la religion. » Les catholiques tchèques et yougoslaves ont, pour cette raison, créé une autre organisation, les *Orels*. En avril 1920, les évêques yougoslaves présentèrent leurs observations à Belgrade et interdirent aux catholiques de faire partie du Sokol. Le ministère Protitch annula, le 12 mai 1920, la circulaire, mais celle-ci fut rétablie le 4 octobre suivant.

Actuellement, tout groupement de jeunesse catholique est interdit, mais le Sokol est rendu obligatoire dans toutes les écoles primaires. Cependant il est interdit aux évêques de protester même dans leurs lettres pastorales, et, en 1931, le Dr Marusitchban de la Drave interdit à l'imprimerie des Missions de Domzale, en Slovénie, de continuer ses travaux d'impression, parce que cette imprimerie avait publié une étude philosophique et religieuse de Mgr Srbrnitch, évêque de Krk, sur les idées et les doctrines de Tyrs, fondateur du Sokol en Bohême, et disciple de Jean Huss.

Le 17 janvier 1933, le *Temps* (dépêche de Belgrade) publiait l'information suivante : « La lutte du clergé catholique contre les Sokols continue. La publication de l'épître épiscopale qui les condamne a été interdite à la presse de Belgrade. Le comité exécutif des Sokols manifeste une vive émotion et tiendra, cette semaine, une réunion extraordinaire pour examiner l'attitude qu'il devra adopter devant cette situation. »

Le lendemain, 18 janvier, nouvelle dépêche plus explicite relatant que, en réponse à l'épître épiscopale catholique yougoslave, dirigée contre les organisations nationalistes de gymnastique des Sokols, le Comité Exécutif de l'Alliance de ces organisations avait, ce même jour, publié une note disant notamment :

« L'Alliance des Sokols s'élève contre la méthode de

lutte des représentants suprêmes de l'Église catholique yougoslave contre les Sokols qui ne l'ont pas provoquée, et c'est avec regret qu'elle constate que, de l'endroit même d'où doit rayonner l'amour chrétien sur tout le peuple, on essaye de jeter la graine de la haine et de ranimer les querelles religieuses et nationalistes et, par cela, d'affaiblir la force de résistance du peuple yougoslave à l'heure où elle lui est le plus indispensable. »

D'autre part, la dépêche ajoutait que l'évêque de Bania Louka venait d'adresser au président du conseil une lettre protestant contre les persécutions infligées aux prêtres catholiques de Bosnie. La police a, en effet, condamné à des peines variant de deux à vingt jours de prison un certain nombre de prêtres qui ont lu dans les églises l'épître de l'épiscopat catholique dirigée contre les Sokols et refusé de pavoiser l'évêché ou leur maison aux jours de fête nationale.

Alors que la police et la censure sont si sévères pour les catholiques, on a pu voir l'an dernier le journal officiel de l'Église orthodoxe serbe, sous la plume de M. Dimitrije Najdanovitch, traiter l'Église catholique d'« ennemie du Christ et des évangiles », « mère du marxisme, de la social-démocratie et de l'athéisme », auteur de tous les troubles qui divisent les peuples.

La lutte religieuse a certes commencé avant la dictature, et l'on ne saurait imputer au régime actuel la responsabilité de cette faute politique; mais la dictature, dont le but déclaré et la seule excuse possible était de faire l'union et d'apaiser les esprits, n'a évidemment pas pris les moyens propres à calmer les luttes religieuses. Nous en avons une nouvelle preuve dans des protestations récentes, telles que celle du congrès des étudiants catholiques slaves réunis à Zagreb en septembre 1932 : ce congrès a voté des résolutions dont l'une demande « le rap-

prochement pratique des nations slaves dans l'amour du prochain et l'égalité complète des droits ».

Deux mois plus tard, une délégation des évêques catholiques venait remettre à M. Srchkitch, président du Conseil, la copie des résolutions votées le 23 novembre par la conférence des évêques yougoslaves réunie à Zagreb. Ces résolutions protestent notamment contre les attaques à l'adresse du Pape et des chefs de l'Église, contre la violation du droit des parents catholiques dans les écoles où l'on nomme systématiquement des maîtres d'une autre religion, et contre les manuels qui offensent la conscience catholique. Ce document demande aussi que la jeunesse ne soit plus soumise à l'éducation du Sokol.

Le Président du Conseil promit que le gouvernement examinerait avec attention ces doléances.

*
* *

Ainsi la lutte religieuse continue, injuste et néfaste, injuste parce que les catholiques de Yougoslavie ont été et sont encore en grande majorité d'aussi ardents défenseurs de l'idée nationale que les Serbes orthodoxes ; néfaste parce qu'il n'est pas de plus grave obstacle à l'union de tous les Yougoslaves.

Il est important de remarquer, du reste, que toutes ces protestations contre la politique confessionnelle de Belgrade sont conçues dans un esprit conciliant. Elles attestent chez les catholiques, même slovènes et croates, la volonté de collaborer loyalement au resserrement des liens de l'unité yougoslave.

Plus encore que l'oppression politique, l'oppression religieuse sème l'esprit de révolte, et nous savons que beaucoup de catholiques yougoslaves s'en alarment.

Qu'on nous entende bien, c'est en faisant abstraction

de toute opinion personnelle que nous avons écouté les doléances des uns et des autres et leurs exposés de la situation, et c'est en toute impartialité que nous traitons la question ici, écartant tout parti-pris confessionnel. Nous ne considérons que l'égalité des citoyens devant l'État, les droits imprescriptibles de la conscience individuelle, et le devoir qui s'impose à l'État, surtout en Yougoslavie, de faire l'apaisement et l'union au lieu d'aviver les luttes religieuses en prenant parti. Qu'il y ait là-bas, dans certaines régions catholiques, une sorte de cléricalisme peu conforme aux idées occidentales, c'est possible, mais cela ne saurait libérer les gouvernements du devoir essentiel du respect des consciences. Raison de plus, au contraire, pour des dirigeants, dignes du nom d'hommes d'État, d'user des ménagements nécessaires pour que la diversité des religions ne dresse pas un nouvel obstacle à l'unité nationale.

Ernest Pezet,
Député du Morbihan,
Secrétaire de la Commission
des Affaires Étrangères.

Henri Simondet,
Agrégé de l'Université,
Professeur à l'École des Sciences Politiques.

NOTES ET RÉFLEXIONS

Chronique politique et sociale

Hitler dictateur

Chancelier, Hitler était appelé à partager le pouvoir. Il a voulu l'avoir en maître, pour lui seul. En vue de ménager l'avenir, il a résisté à la tentation du coup d'État, préférant recourir à un plébiciste. C'était sauver quoi? Les apparences.

Les élections du 5 mars furent une parodie. A l'opposition, on laissa juste assez de liberté pour éviter des abstentions en masse. Une crainte salutaire maintint les orateurs social-démocrates, et leurs journaux, dans une courtoise modération.

N'était-ce pas d'ailleurs un paradoxe, de demander au suffrage universel son consentement à la dictature? Le trouble des esprits est tel en Allemagne, en Prusse notamment, que toutes les invraisemblances deviennent là-bas vérités. La misère matérielle inspire de folles résolutions.

Quand on n'a plus rien à perdre — et c'est le cas d'un énorme prolétariat non seulement industriel, mais intellectuel —, on ne redoute aucun changement. Quel Allemand refuserait le sacrifice de sa liberté, s'il espère obtenir par là les moyens de vivre, de prospérer, d'assurer la tranquillité des vieux jours? La bourgeoisie d'outre-Rhin avait tout confié à l'État, — elle a tout perdu. Voici qu'elle fait un suprême placement, abandonnant jusqu'à l'autonomie de sa volonté. Elle joue quitte ou double. Elle mise sur Hitler, avant de miser peut-être — en cas d'échec — sur la Révolution.

Hitler est donc le maître, réunissant en sa personne tous les pouvoirs, même militaires. Qui peut s'opposer à lui? La Reichswehr? Elle jouerait son existence même. Ne voit-on pas que le besoin de discipline des Allemands, leur désir de se trouver encadrés, de suivre l'entraînement d'une cadence et

d'obéir au commandement se trouve satisfait jusqu'à l'enthousiasme par ces organisations « de police » dénommées pacifiquement « troupes d'assaut »?

Troupes d'assaut contre quoi? En Allemagne, plus rien ne résiste. Le Centre vient de perdre la faculté de jouer son rôle traditionnel de conciliateur, de modérateur. Il excellait dans la pratique des combinaisons parlementaires. Mais il n'y a plus de Parlement! Le Reichstag a bien gardé ses murs historiques, mais tout l'intérieur a brûlé. Par la main de qui? On le devine. C'est là un fait symbolique...

Les social-démocrates... ah! pauvres gens destinés à nous garantir la paix perpétuelle! Ils ont été molestés, et ils ont dit « merci ». L'un d'eux — et non des moins redoutables —, Noske, implorait ces jours-ci du capitaine Goëring qu'on le laissât paisiblement atteindre l'âge de la retraite et que dès maintenant on voulût bien payer les frais de son déménagement... Avant la dictature, la social-démocratie se montrait fière jusqu'à l'héroïsme. Le 6 mars au matin, sauf en quelques villes du sud, elle demandait l'aman, et il n'a guère fallu mobiliser pour convoyer sa déroute...

Voilà donc, pour la première fois, un chancelier-dictateur. Quelle va être sa politique?

A l'intérieur, les affaires vont mal : six millions de chômeurs. Mais en face de ce problème, actuellement insoluble, Hitler occupe une position très avantageuse. Les ministères « économiques » en effet ne sont pas dirigés par des nazis, mais par leurs alliés nationaux-allemands. Ces « brillants seconds », hobereaux d'avant-guerre, à qui de terribles bouleversements sociaux paraissent n'avoir rien appris, mais qui, en revanche, n'ont rien oublié de leurs privilèges de l'époque impériale, sont tout à fait inaptes à soulager la misère du peuple. Ils se sont emparés de l'économie nationale dans un esprit conservateur, décidés à empêcher toute réforme qui porterait atteinte à leurs intérêts de classe, étroitement compris. De son côté, Hitler a été bien aise de pou-

voir dégonfler ainsi leur « popularité », et les maintenir dans la soumission par le sentiment de leur impuissance.

*
* *

Quant aux affaires extérieures envisageons seulement l'essentiel : les relations avec la France et avec l'Italie.

Le gouvernement fasciste a donné l'ordre à tous ses journaux de saluer avec des transports de joie l'avènement d'Hitler. En réponse, le Service de Presse de la Wilhelmstrasse a presque divinisé Mussolini.

On a voulu expliquer ces hyperboles de politesse par la satisfaction — bien naturelle à Rome — de voir triompher en Allemagne des doctrines analogues à celles du fascisme. La diffusion de la vérité — surtout quand il s'agit de vérités absolues, dogmatiques — ne peut en effet que réjouir le cœur des apôtres. On l'a bien vu en 1792, quand les idées de la Révolution française trouvaient si bon accueil dans les provinces rhénanes.

Une telle explication nous paraît toutefois insuffisante. Mussolini — il ne faut pas l'oublier — est dans l'obligation d'entretenir sans cesse le zèle et la confiance de ses fidèles. Or, pour maintenir une certaine « température » morale, il faut par tous les moyens alimenter la flamme. Certains « filons » se sont révélés assez pauvres. Les promesses d'ordre économique par exemple étaient, au-delà d'un certain point, difficiles à réaliser. « L'avenir du fascisme dans le monde », voilà au contraire un thème pratiquement inépuisable. Le Duce estime qu'on peut l'exploiter pendant dix ans : « Dans dix ans, l'Europe sera fasciste ou fascistisée. » L'avènement de Hitler est donc présenté comme un succès, comme une gloire pour la doctrine politique italienne. Quel puissant moyen de diversion, et pour le peuple quel sujet d'espérance!

Mais il est d'autres fins plus immédiatement réalistes. L'Italie entend mettre à contribution la puissance même d'Hitler; enrôler les impatiences, les rancunes, les haines des nazis au service de la politique de « révision des traités ».

Elle se rapproche de l'Allemagne pour mieux combattre la France. Jalouse jusqu'à l'obsession, elle ne pardonne point à sa sœur latine de n'être pas « entrée au couvent » lorsqu'on distribuait les fruits de la victoire.

L'entente italo-allemande ne peut cependant aller très loin. Attendons la réalisation de l'Anschluss (nous n'aurons peut-être guère à attendre); attendons la poussée allemande vers les Balkans. A ce moment l'Italie — s'il n'est pas trop tard — se rappellera sûrement qu'elle a les plus sérieuses raisons de s'aligner, sur tous les champs de bataille diplomatiques, à côté de la France, redevenue sa « grande sœur latine »...

*
* *

Le rapprochement Hitler-Mussolini est pour nous un danger immédiat, dont l'importance ne peut que décliner à partir d'un certain moment. Au contraire, l'hostilité directe des nazis contre la France risque, si l'on n'y prend garde, de devenir chaque jour plus périlleuse.

Hitler ne désire pas actuellement un conflit. Il le dit partout, et — chose curieuse — c'est vrai. Il a conscience d'une grande disproportion entre ses armements et les nôtres, et il met sa confiance dans la supériorité du « potentiel de guerre » allemand. Il lui faudra bien quatre ou cinq ans pour rendre effectif le réarmement du Reich!

D'autre part, l'équipement militaire de la Hongrie, la réalisation de l'Anschluss, etc., ne sont-elles pas d'heureuses perspectives? en politique, le dernier mot de la sagesse est de savoir attendre son heure...

*
* *

Que l'Allemagne hitlérienne médite et prémédite contre nous une agression, il faudrait être aveugle pour le nier.

Mais, le danger n'étant pas immédiat, la diplomatie française a le loisir de manœuvrer. Loin d'entraver ses mouvements, l'opinion publique doit les faciliter. C'est un devoir national.

JEAN LAPIERRE.

Chronique d'Espagne

Les troubles anarchistes et communistes

Pour le lecteur étranger qui essaie de discerner, à travers les récits plus ou moins sensationnels des journaux, le vrai visage de l'Espagne, l'abondance même des informations est un grand embarras. Prétendre comprendre l'Espagne à la seule lumière de l'agitation actuelle, c'est comme si l'on se vantait de bien connaître une ville au seul reflet de ses lumières nocturnes. Au vrai, il s'agit d'un angoissant problème de gouvernement qui met en cause l'existence même de l'État et la possibilité de vivre dans une communauté juridique ayant vraiment droit à ce titre.

Il est donc besoin de mettre au point, par un jugement interprétatif, la portée exacte des événements en question. Leur importance et leur sens parfois caché doivent ressortir au grand jour d'une critique objective et nuancée, qui en recherche les causes profondes, en discernant l'épisodique de l'essentiel, pour saisir la leçon qui s'en dégage.

Dès sa naissance, le nouvel État a trouvé à plusieurs reprises la route barrée par la violente attaque des forces vouées à la démolition de l'ordre étatique et de la société sur laquelle reposent les pouvoirs publics. L'action anarchiste, avec ses formes typiques de criminalité sociale, avait depuis longtemps greffé ses procédés sur les groupes syndicalistes qui l'accueillaient et comptaient sur elle comme sur un noyau

d'élite et d'avant-garde. Le syndicalisme proclamait officiellement sa doctrine de lutte sociale, et la pratique des anarchistes lui fournissait une tactique certainement efficace.

La lutte de classes s'atténua au sein du socialisme marxiste (?) qui perdait de jour en jour quelques-uns des traits qui autrefois le caractérisaient, jusqu'à devenir accommodant et opportuniste, en arrivant à la collaboration directe avec la dictature militaire par l'acceptation de postes d'où son influence rayonna, remplissant les cadres du gouvernement et ceux de l'Union générale de travailleurs. Cependant l'héritage du marxisme combatif tombait aux mains menaçantes des anarcho-syndicalistes qui devaient lutter non pas seulement contre le capitalisme et la bourgeoisie, mais encore contre l'État dont ils souhaitent l'anéantissement et dont ils violent les lois dans la mesure où elles les gênent.

Ennemi de la démocratie parlementaire, le syndicalisme refuse toute représentation politique et tout lien avec les partis, et avoue son apoliticisme absolu. Une telle fermeté doctrinaire ne fit pas obstacle néanmoins à l'appui décisif accordé par la masse ouvrière syndicaliste de Catalogne au Parti de l'*Esquerra* (Gauche) qui attira par les vœux de soi-disant apoliticiens une force électorale tout à fait disproportionnée à son effectif. Ce n'est qu'un épisode montrant combien est faible le maintien des principes, dans certains milieux, quand les convenances tactiques les inclinent vers l'attitude opposée.

Depuis 1918 le syndicalisme révolutionnaire, dont le berceau, Barcelone, était devenu la capitale et le centre de rayonnement, conquérait de très fortes positions en maîtrisant de nombreuses zones industrielles, en arrachant aux patrons des avantages accordés par intimidation (grèves, sabotages et violences de tout genre), en monopolisant le droit au travail pour ses adhérents, en imposant tyranniquement le joug du « Syndicat unique », favorisé par la faiblesse de l'autorité et par la grande lâcheté sociale, parallèle au délaissement des pouvoirs publics. Le syndicat unique avait ainsi dans ses mains de nombreuses villes et tout spéciale-

ment Barcelone. Toute la vie, tous les services, même les plus nécessaires, étaient chaque jour menacés de paralysie par le géant syndicaliste auquel personne n'osait s'opposer. La grève générale de 1919 à Barcelone livra la grande ville aux ténèbres et au chômage ; un autre jour, tous les services de transports étaient suspendus, les citoyens terrorisés restaient chez eux, n'osant plus courir les risques de la rue, et la ville prit l'apparence d'un immense cimetière où les morts néanmoins étaient conduits par des gardes armés, chargés même d'ensevelir les cadavres. La grève en était arrivée jusque-là !

Mais pendant les longues années de dictature, ce mouvement terrible des syndicats fut étouffé. Où trouver les hommes qui en 1919 voulaient même organiser l' « Armée Rouge Communiste Espagnole » pour la conquête du pouvoir et l'exercice de la dictature prolétarienne ? L'action directe du syndicalisme anarchiste ne s'opposa jamais sérieusement au pouvoir fort et militarisé de la Dictature. Mais sitôt qu'on entra en période pré-révolutionnaire, enfantée par la difficile liquidation de cette même dictature, toutes les forces de démolition se prétendirent révolutionnaires dans l'espoir d'obtenir quelque profit de la mêlée.

Dans le désir et dans l'espérance des masses bourgeoises qui en 1931 votèrent en républicains, il y avait certainement un sens foncier de conservation, puisqu'on voyait déjà comme inéluctable la chute de la Monarchie et qu'on cherchait l'unique voie pour ne pas tomber dans l'anarchie. Seule la République, on le proclamait partout, pouvait sauver la continuité de l'État et de la société espagnole, pourvu qu'elle fût une République d'abord bourgeoise, conservatrice, respectueuse et modérée. Malheureusement d'autres poursuivaient d'autres buts.

Non seulement les organisations extrémistes des travailleurs, mais aussi de nombreux groupements républicains de gauche, au lendemain du changement de régime, regrettèrent les procédés purement civiques et paisibles qui avaient caractérisé la transition.

On s'emporta en propagandes de haine et de malveillance qui agissaient sur la faible mentalité des masses en les disposant à devenir les instruments de la colère destructrice. Il y avait et il y a encore parmi beaucoup des républicains de gauche une sorte de surenchère démagogique qui les met hors de tout contrôle de la raison et du bon sens. Maintes fois les hommes qui occupaient les charges de vraie responsabilité firent connaître au gouvernement que le plus redoutable danger pour le régime était du côté des groupements d'extrême-gauche; mais il fallut l'offensive anarcho-communiste si violente et si répandue du mois de janvier pour réveiller la vigilance des gauches républicaines.

Aujourd'hui il y a en Espagne, dans les grandes villes et à la campagne, des masses d'ouvriers et de paysans fascinés par la propagande de la révolution sociale et se dressant contre « la République bourgeoise » et le Parti socialiste participant au Pouvoir et qu'ils accusent de trahison pour sa collaboration avec la bourgeoisie. Et comme les promesses du socialisme à l'époque pré-révolutionnaire étaient impossibles à tenir, ce fut encore une cause du glissement vers l'extrême-gauche révolutionnaire parmi les travailleurs qui de l'accès au pouvoir des socialistes faisaient naïvement dépendre la solution de tous les problèmes et le bonheur de la classe ouvrière. Cette sorte de messianisme, ayant échoué comme croyance mythique aux forces du socialisme, se dresse maintenant orienté vers l'étoile rouge du communisme et le drapeau noir de l'anarchisme; et il est à craindre que le jour où le parti socialiste cessera de participer au gouvernement, épuisé par l'usure du pouvoir et par la gravité de son échec, il pourra difficilement contenir l'émigration de ses militants aux autres groupes qui encore et toujours promettent la conquête du pouvoir, de tout le pouvoir, pour la classe prolétarienne.

A l'ancien syndicalisme, renouvelé et encadrant la plus puissante des organisations, la « Confédération Nationale du Travail » (C. N. T.) avec la collaboration de la « Fédération Anarchiste Ibérique » (F. A. I.), il faut ajouter comme forces

d'avant-garde révolutionnaire, celles des communistes, quoique leur scission (« Parti communiste », section espagnole de l'Internationale communiste ; « Gauche communiste », section espagnole de l'Opposition communiste internationale; « Groupe ouvrier et paysan ») aussi bien que leurs divisions intérieures affaiblissent souvent la force de lutte contre la société capitaliste. Il est particulièrement drôle de voir les soi-disant « stalinisme » et « trotzkisme » espagnols (!) se disputer l'adhésion des masses à l'orthodoxie ou à l'hérésie moscoutaires, avec une argumentation si pédantesque sur la vraie interprétation du léninisme, qu'elle est tout à fait inaccessible aux masses auxquelles elle s'adresse.

Néanmoins cette pédanterie bolchévisante a contribué à l'expansion d'une mentalité favorable au communisme dans les milieux de la jeunesse qui, par snobisme, lisent les trop nombreux auteurs soviétiques. La crise qui traverse le livre espagnol est due, en bonne partie, à la vogue de cette littérature soviétophile.

Malgré tout, l'efficacité de la propagande communiste est notablement inférieure à celle du syndicalisme anarchiste. Les grandes masses travaillistes restent attachées aux syndicats et disposent d'éléments de lutte fort imposants. On sait qu'en 1931 le Syndicalisme de la C. N. T. obtint des participations des ouvriers la somme de 17.200.000 pesetas. Depuis il s'est encore développé, et la grève révolutionnaire de janvier 1933 a mis à découvert la perfection d'une campagne terroriste débordant le caractère courant de ces mouvements pour devenir un véritable coup de force tendant à la conquête du pouvoir. Une technique soigneusement choisie devait mettre les centres névralgiques de l'administration municipale et des transports, ainsi que les P.T.T., dans les mains des révolutionnaires. Des dépôts d'explosifs étaient disposés et la fabrication de grenades avait atteint des proportions jusqu'ici inconnues.

Le « communisme libertaire », voilà la formule magique des anarcho-syndicalistes espagnols. Qu'est-ce qu'il y a dans ce nom si contradictoire? Personne ne peut le savoir, puis-

qu'on ne connaît pas non plus ce que ses directeurs construiraient au lendemain de la prise du pouvoir. On proclame seulement la nécessité de détruire l'État. Et puis... le paradis libertaire : il viendra sûrement aussitôt que les Syndicats seront les maîtres.

Peut-être l'utopie messianique s'effacera-t-elle un jour des mentalités primaires de ceux qui espèrent tout d'un bouleversement social. Mais en attendant, quelles sont les conséquences pour la situation du pays? Il y a de l'agitation partout, désobéissance au pouvoir, mépris de la loi. On propage l'action directe. « Pas de lois. Prenons nous-mêmes la terre avant qu'un ministre nous autorise à l'occuper en quelques endroits et avec restrictions. » A quoi bon la loi de réforme foncière? Les paysans dans beaucoup de provinces de l'Andalousie et de l'Estrémadure envahissent les domaines privés et ne respectent point les instructions du gouvernement. C'est l'anarchie à la campagne et la ruine de la production. C'est l'exode des propriétaires auxquels la vie devient impossible et qui vont chercher à la grand'ville les conditions élémentaires de sûreté qu'on ne trouve plus aux petits villages paysans.

En définitive, tout cela est une crise de l'autorité. Celle-ci fait défaut et se trouve souvent impuissante à s'opposer aux mêmes masses qui auparavant étaient le sujet des louanges et des flatteries pour leur attitude révolutionnaire. Les hommes qui sont au pouvoir avaient promis la terre aux cultivateurs. Peut-on s'étonner de voir que les paysans prennent ce qu'on avait à tout vent prêché comme leur droit?

Mais le problème ne s'arrête pas au rétablissement du principe d'autorité si méconnu. Il faut faire rentrer dans l'ordre les masses fascinées par une intense propagande anarchiste et communiste ; pourtant la répression ne suffit pas : il faut aussi se dresser contre les germes destructeurs et avoir le courage en même temps de proclamer qu'il faut, par instinct de conservation et encore plus par esprit de justice, un redressement de le société actuelle. Pour combattre l'esprit du bolchévisme qui ronge la société capitaliste,

l'unique voie n'est pas de renforcer ce système et de resserrer ses cadres. Ne serait-il plus sage de le corriger? La création d'un grand nombre de petits propriétaires aurait peut-être désarmé l'esprit révolutionnaire des envahisseurs des terres au sud-ouest d'Espagne, car, si l'on tâche de comprendre cet esprit, on trouvera au fond beaucoup moins l'instinct contre la propriété que l'instinct de se faire propriétaire. C'est ici la grande erreur d'une loi de réforme foncière qui n'élève pas la condition du paysan, qui change seulement sa dépendance. En arrachant la terre aux propriétaires, l'État devient lui-même le plus grand propriétaire, et pour les paysans le plus dur et le plus redoutable patron.

Alfred Mendizabal Villalba,
Prof. à l'Université d'Oviedo.

Gandhi et les Parias

Mahatma Gandhi vient d'ajouter un épisode sensationnel à sa carrière. Pendant le mois de septembre, les journaux ont été pleins de renseignements sur le jeûne qu'il poursuivait afin d'arracher aux Anglais et à ses propres compatriotes une loi électorale favorable aux intouchables. C'était, pour lui, une affaire religieuse : et maintenant que des précisions complètes nous sont parvenues, il nous devient possible de mesurer toute la portée de sa résolution.

A vrai dire, on se demande comment le cabinet britannique a pu s'abuser sur l'accueil que l'on ferait à son projet de régime communal (*Communal award*). Il semble avoir été bien mal informé. Ou, plutôt, il n'a guère écouté, parmi ses informateurs, que ceux dont l'intransigeance lui faisait espérer la désunion de ses adversaires : même en Birmanie, il vient de recevoir un démenti sérieux, et le peuple birman, si différent des Hindous, vient de se prononcer en masse contre l'idée d'une séparation, parce que la future constitution qu'on lui proposait était loin de lui sourire ; cela n'avait pas empêché les Anglais de mettre en avant la « séparatiste » U Ba-Te, tout comme, parmi les « intouchables », ils s'étaient prévalus de l'irréductible docteur Ambedkar plutôt que du conciliant Rao Bahadur Rajah...

Nous avons donné une idée générale de leur projet. Il s'efforçait péniblement d'assurer un pourcentage suffisant aux diverses communautés religieuses. Dans son discours à l'Assemblée législative, le 5 septembre, le Vice-Roi laissait entrevoir son désir qu'un jour prochain cette irritante question fît place à d'autres : « A ceux qui regardent l'autonomie gouvernementale des Indes comme le problème de raj (1) d'une communauté ou de l'autre, je voudrais suggérer de réfléchir

(1) Hégémonie, domination.

qu'en pratique cela n'est point un développement naturel, et je voudrais les prier de contempler comme un tableau plus vraisemblable de l'avenir un groupement de partis sur la base d'intérêts économiques ou d'autres intérêts étrangers aux communautés. »

Il est fâcheux que ces excellentes intentions n'aient satisfait personne. A peine trouvera-t-on, chez certains libéraux, l'opinion que le peuple hindou agirait sagement en s'accommodant de cette mauvaise affaire (déclaration de sir Chimanlal Setslvad). Le 21 août, le Comité exécutif de l'Hindu Maha Sabha, ligue religieuse hindouiste, vote une protestation accusant l'Angleterre de pratiquer la devise : *divide et impera* ; les musulmans, de leur côté, « tout en appréciant les efforts du gouvernement pour répondre aux demandes de tous les intéressés, et en reconnaissant que sa décision répond à une partie des demandes musulmanes, sont fermement d'avis qu'aucune constitution ne sera acceptable pour l'Inde musulmane à moins qu'elle ne se soit incorporé toutes les autres demandes musulmanes... ». Dans un article paru le 1er septembre, le *Servant of India* (Poona) caractérisait bien l'attitude des divers groupes sociaux envers le décret :

Les Européens sont satisfaits, d'autant plus que dans chaque province, et particulièrement au Bengale et en Assam, ils obtiennent une représentation fabuleusement au-delà de ce qu'ils méritaient, et qu'au Bengale ils ont le vote décisif, pour ainsi dire, en leurs mains. Les classes déprimées (intouchables), qu'elles aient demandé des électorats séparés ou souhaité des électorats communs, sont complètement déçues parce que leur représentation n'atteint pas les proportions prévues dans le Pacte des Minorités ou Pacte Rajah-Moonje (1). Les chrétiens indiens sont déçus parce qu'ils sont placés dans un électorat séparé, où, par suite du petit nombre de leurs membres et de leur exclusion des électorats communs, ils seront incapables d'avoir sur les gouvernements l'influence qu'autrement ils auraient eue par suite de leur éducation, de leurs lumières et de leur patriotisme. Les chrétiennes indiennes sont parmi les femmes

(1) Nous reparlerons tout à l'heure de cet accord entre hindouistes et parias.

les mieux élevées du pays, et dans un électorat commun elles auraient été envoyées aux Chambres en grand nombre, mais sous le régime prévu elles n'ont à peu près aucune chance. Les musulmans nationalistes sont amèrement désappointés à cause des électorats séparés. Avec des électorats communs les musulmans du Pendjab et du Bengale auraient pu s'assurer des majorités musulmanes écrasantes. D'après le décret ils doivent être des minorités fixées par statut. Les musulmans *communalistes* expriment leur désappointement parce qu'ils n'ont pas reçu la majorité statutaire au Pendjab et au Bengale, mais ils ne sont pas disposés à rejeter le décret parce qu'il leur donne une majorité de fait au Pendjab et qu'il donne aux Européens le rôle de pivot au Bengale. C'est une consolation pour eux que, bien qu'eux-mêmes n'aient pas obtenu tout ce qu'ils demandaient, les Hindouistes ont obtenu moins qu'ils ne le méritaient. Les Hindouistes dans leur ensemble sont amèrement désappointés parce qu'on a retenu et étendu les électorats communaux, et qu'on leur a réduit leurs sièges tandis que les musulmans obtenaient proportionnellement plus de sièges, à côté d'autres avantages. Peut-être les Sikhs du Pendjab sont-ils les plus amers contre le décret, et ils sont plus véhéments que n'importe qui dans leurs dénonciations à son sujet. Ils projettent la non-coopération et l'action directe et d'autres remèdes désespérés.

C'est là-dessus que l'intervention de Gandhi vint attirer particulièrement l'attention sur le statut des intouchables.

*
* *

Les parias se divisaient en deux camps. A la conférence de la Table Ronde, leur délégué, le docteur Ambedkar, s'était élevé vivement contre l'hégémonie des hautes castes, et avait revendiqué, comme l'unique sauvetage possible, la formation d'un corps électoral séparé. Tout au contraire, Rao Bahadur Rajah, membre paria de l'Assemblée législative, redoutait qu'une telle séparation ne vînt consacrer et perpétuer les interdits jetés sur ses congénères : il voulait lui substituer une représentation proportionnelle et, sur ce point, le docteur Moonje, au nom des hindouistes, avait conclu un accord

avec lui. Le projet britannique se rapprochait plutôt des vues exprimées par le docteur Ambedkar :

En ce qui regarde les classes déprimées, ceux de leurs membres qui sont qualifiés pour voter, voteront dans une circonscription générale; mais il y aura aussi des circonscriptions spéciales, dans des régions choisies, où seuls les membres des classes déprimées, électoralement qualifiés, seront autorisés à voter. Ces circonscriptions seront dans des régions où les classes déprimées sont très nombreuses, et, sauf à Madras, elles ne couvriront pas la superficie totale d'une province. Dans chaque province, il y aura des sièges pour les classes déprimées, qui seront occupés par les deux méthodes indiquées. Le nombre n'a pas été fixé, cependant, pour le Bengale; mais il ne sera pas inférieur à dix. Les circonscriptions spéciales pour les classes déprimées cesseront au bout de dix ans, si elles n'ont pas été précédemment abolies (1).

Tel quel, cependant, le projet éveillait des critiques de part et d'autre. « Le docteur Ambedkar dit dans une interview que le *communal award* avait rogné cruellement la représentation des classes déprimées dans les législatures provinciales, jusqu'à des proportions tout à fait insignifiantes, créant ainsi un abus certain. » Quant à Rao Bahadur Rajah, il se plaignait avec amertume, et reprochait à son rival d'avoir échoué sur tous les points : « Ce qu'il demandait dans le pacte des minorités a été foulé aux pieds, tandis que ce qu'il cédait aux musulmans et aux Européens dans ce pacte a été plus ou moins cédé à ces communautés. » Il était réservé à Gandhi d'aller plus loin, et de s'offrir en holocauste pour le salut de ses frères opprimés.

Expliquons sa résolution dans une interview publiée le 20 septembre, il déclarait que son jeûne « était dirigé seulement contre les électorats séparés mais non contre une réserve statutaire de sièges »; ces deux projets lui déplaisent l'un et l'autre; mais le premier surtout risquerait de main-

(1) Résumé donné par Nero India (Madras), le 18 août 1932.

ST. ALBAN... LIBRARY

tenir un exclusivisme odieux, et l'heure est venue que cet exclusivisme disparaisse :

Je suis touchable de naissance, poursuivait Gandhi, mais je suis intouchable par choix, et j'ai entrepris, à ma façon, d'être qualifié pour représenter autre chose que le « dessus du panier » même parmi les intouchables : car, disons-le à notre honte, il y a des castes et des classes même parmi les intouchables.

Mon ambition, par conséquent, a été de m'identifier, autant que possible, avec les couches inférieures des intouchables, c'est-à-dire les invisibles et les inapprochables, que j'ai toujours devant les yeux de mon esprit, où que j'aille, car j'ai bu profondément de cette coupe empoisonnée.

Je les ai rencontrés au Malabar; j'en ai rencontré quelques-uns dans l'Orissa, et je suis convaincu que si jamais ils se relèvent ce ne sera pas grâce à une réserve de sièges, ce sera grâce à des efforts courageux accomplis par les réformateurs hindouistes parmi eux; et c'est parce que je sens que cette séparation tuera toute perspective de réforme, c'est pour cela que toute mon âme se rebelle contre une telle séparation.

... Ce que je demande, ce pour quoi je vis et ce pour quoi je mourrais avec délices, c'est l'extirpation de l'intouchabilité, racine et branches. Je demande, par suite, un pacte vivant dont l'effet vivifiant doit être ressenti, non pas dans un demain éloigné, mais aujourd'hui; et, par suite, ce pacte doit être scellé par une démonstration pan-indienne de touchables et d'intouchables se rencontrant, non à la façon d'une exhibition théâtrale, mais dans un réel embrassement fraternel...

... Ceci n'a pas de rapport avec la politique, d'aucune catégorie ni d'aucune forme — non que cela ne doive pas avoir de résultats politiques. Cela aura de grands résultats politiques, mais la chose fondamentale est l'aspect religieux et social.

Le geste du Mahatma produisit l'effet d'une bombe. Le *Statesman*, journal anglais de Calcutta, qui n'aime pas Gandhi, parle d' « hystérie généralisée ». Ceux des parias qui favorisaient les électorats séparés ne dissimulaient pas leur mauvaise humeur. « Je me f... de ces coups de matraque politiques », disait brutalement Ambedkar; nous ne céderons, ajoutait un de ses collègues, que si l'on rend l'instruc-

tion publique obligatoire, si l'on fait de l'intouchabilité un crime statutaire, et si l'on nous réserve des sièges législatifs sur une base proportionnelle. Cependant Rao Bahadur Rajah était d'un avis tout à fait contraire :

Je suis convaincu qu'il y a un changement de cœur et un changement dans l'angle de vision parmi les Hindous à caste. Nous, les classes déprimées, nous nous sentons de vrais Hindous. Nous sentons que la conscience morale des Hindous a été relevée dans une telle mesure que notre salut consiste à réaliser un changement en prenant notre base dans le corps principal de la société hindoue, et non pas en nous en séparant. La méthode adoptée par le gouvernement arrêterait certainement le progrès de ce mouvement très louable.

Un meeting de dix mille parias, à Calcutta, rejetait le *communal award*, qui « réaliserait, en fait, une séparation légale, et, par conséquent, la dislocation de la société hindoue, et qui placerait un ban et une humiliation perpétuelle sur les classes déprimées ». D'autres assemblées, à Lahore, dans les Provinces-Unies, manifestaient de même. Leur optimisme se trouvait encouragé par un véritable « raz de marée de l'opinion publique (1) » en faveur des *intouchables*. Malgré la résistance de certains orthodoxes, les temples leur étaient ouverts, à Bombay, Poona, Ahmedabad, Allahabad; tel conseil municipal décidait de ne plus accorder de patente qu'aux hôteliers s'engageant à recevoir n'importe qui sans distinction de croyance ni de caste (2); la ligue féminine de Bombay conjurait les parias de renoncer aux électorats séparés, leur offrant en échange, « non des phrases vides, mais une promesse solennelle », et s'engageant à leur faire obtenir « l'égalité parfaite » dans tous les temples et les écoles, ainsi qu'aux fontaines publiques. — Une conférence se tenait au chevet de Gandhi. Elle comprenait des hommes tels que le pandit Malaviya, sir Tej Bahadur Sapru, sir Chunilal Mehta,

(1) C'est l'expression du Servant of India, 22 septembre 1932.
(2) Celui de Coimbatore (province de Madras).

Jayakar, et les deux leaders intouchables, Ambedkar et Rao Bahadur Rajah. Ils parvenaient enfin à signer un accord.

En voici le sommaire. L'article premier stipule le nombre de sièges qui seront réservés aux parias dans les diverses législatures provinciales. D'après l'article 2, une élection primaire désignera leurs candidats, et ceux-ci seront ensuite portés sur une liste commune. Le même principe vaudra pour la législature centrale, s'il y en a une; dix-huit pour cent des sièges appartiendront de droit aux intouchables : Le système des élections primaires prendra fin au bout de dix ans, à moins qu'un accord préalable ne l'abroge; mais la répartition des sièges ne sera jamais modifiée que si les deux parties y consentent. Les fonctionnaires seront choisis sans égard à leur caste. Enfin, dans le budget de chaque province, une somme convenable sera consacrée à l'éducation des classes déprimées.

Telles furent ces décisions mémorables, que le gouvernement britannique s'empressa de ratifier. Le jeûne de Gandhi avait produit ses effets. Par crainte de sa mort, hindouistes et parias s'étaient empressés de chercher un terrain d'entente : un peu de bonne volonté avait suffi pour résoudre ce problème insoluble. Le Mahatma prenait soin d'avertir ses compatriotes que son pieux chantage recommencerait s'il le fallait :

Si le premier ministre accepte l'accord *in toto*, je serai tenu à rompre mon jeûne. L'accord, pour autant que sa partie politique est en question, ne fait qu'écarter les terribles obstacles mis par la décision du Cabinet sur le chemin de la réforme.

La partie réelle de l'accord doit venir maintenant, et, quoique mon jeûne doive finir si le premier ministre accepte *in toto* l'accord qu'on lui a câblé, la lutte réelle commence seulement pour moi. En fait, si le Cabinet avait publié ma correspondance à temps, j'aurais été tenu sur l'honneur à insister sur l'accomplissement du devoir qui repose sur les « Hindous à caste » (comme on dit).

Je serais coupable de trahir la vérité si je n'assurais point que, — la nouvelle authentique de mes intentions ne leur ayant pas été connue, — je ne pouvais guère m'attendre à ce que subitement tous aillent révolutionner la pensée hindoue. Ils doivent donc avoir

le temps de respirer avant de travailler, et ainsi j'ai dit à mes camarades de travail que si ce jeûne est rompu en vertu de la réponse satisfaisante du Cabinet, il sera mis en suspens, mais, aussi sûrement que le destin, il sera repris si le rôle qui incombe aux « Hindous à caste » n'est pas bien joué durant les prochains mois.

L'éveil formidable qui a eu lieu dans ce pays durant les cinq derniers jours se dépassera lui-même et libérera l'hindouisme du chancre de l'intouchabilité qui ronge ses parties vitales.

Gandhi parviendra-t-il à ses fins? Il se classerait ainsi, sans aucun doute, parmi les grands réformateurs de sa race. Toute la structure religieuse de l'hindouisme serait modifiée. Elle repose, jusqu'ici, sur l'exclusivisme des castes, et les conséquences sociales de cet exclusivisme rendent les conversions particulièrement difficiles. Abaisser les barrières (il n'est point question de les détruire tout à fait), faire cesser, surtout, l'excommunication qui frappe des millions d'êtres, c'est peut-être un retour au védisme primitif, et nous voulons bien croire avec le Mahatma que les branches de cet arbre immense se sont ramifiées démesurément au cours des âges : mais l'influence adoucissante du christianisme aide puissamment à les corriger. Gandhi reste fidèle à ses dieux : il ne proposerait cependant guère ce qu'il propose s'il n'avait lu l'Évangile. Une Inde sans parias se développerait selon une ligne absolument nouvelle, et toute autre réforme, après un tel progrès, semblerait un jeu.

AUGUSTE VIATTE.

Ce que la guerre a coûté à la France

Si les chiffres sont éloquents, voici une page bien éloquente, ou plutôt 650 pages, toutes bourrées de statistiques. Le minimum de commentaire, aucune déclamation, mais au total un témoignage émouvant et terrible sur les désastres d'une guerre. « Cette étude documentaire et statistique, tour à tour historique, juridique, technique et financière,... met en lumière l'effort gigantesque que notre pays a été obligé de fournir pour réparer son sol, ses maisons, ses usines, etc... » Tel a été le dessein de M. Edmond Michel, chef-adjoint de Ire Inspection du Crédit Foncier; il l'a réalisé de main de maître, et son livre (1) sera dans l'avenir un instrument de travail indispensable pour l'historien comme pour l'économiste.

On y voit que les effectifs mobilisés s'élevèrent à 7.932.000 Français et 475.000 indigènes. Tués, décédés, disparus : 1.393.515. Prisonniers vivants au 11 novembre : 485.400. A ces chiffres il faut ajouter les blessés et gazés : 2.754.724.

La bataille de Verdun nous a coûté : 156.000 tués, disparus ou prisonniers; 15.000 morts dans les hôpitaux et 263.000 évacués sur l'intérieur. L'offensive d'avril 1917 au Chemin des Dames : 87.000 tués, disparus, prisonniers et 169.000 évacués.

On voit encore qu'il y a eu :

1	mort ou disparu	pour	28	habitants	en	France;
1	— — — —		35	—		Allemagne;
1	— — — —		50	—		Autriche-Hongrie;
1	— — — —		66	—		Angleterre;
1	— — — —		79	—		Italie.

Après les pertes humaines, les pertes matérielles. L'auteur examine le coût de la guerre, sous ces deux chefs : dépenses

(1) *Les dommages de guerre de la France et leur réparation.* Éditions Berger-Levrault, 650 pp., in-8°.

de guerre, montant des dommages de guerre. Une étude juridique sur le droit à la réparation de ces dommages, puis une étude statistique sur le coût de ces réparations, en distinguant dommages à la propriété non-bâtie et à la propriété bâtie, enfin les dommages aux personnes, aboutissent à tracer un tableau récapitulatif des dommages, s'élevant à près de 219 milliards.

Nous n'avons pas qualité pour apprécier l'exactitude de ces chiffres. Au surplus, les statistiques sont toujours affectées d'un certain relativisme. Du moins s'appuient-elles sur les textes les plus officiels et nous donnent-elles une opinion documentée sur une question qui, à vrai dire, appartient déjà — au moins quant aux restitutions allemandes — à un passé lointain.

P. B.

DOCUMENTS

La persécution en Yougoslavie

A mesure que le temps s'écoule, il rend plus improbable le retour de la paix dans le royaume tristement divisé de Yougoslavie. Un aveuglement, dont l'obstination est un sujet de douleur et de surprise, semble conduire aux plus graves événements ce pays auquel notre amitié souhaitait d'heureux jours dans l'unité politique retrouvée, dans la joie de la famille slave du sud enfin rassemblée, et dans la paix intérieure. C'était compter malheureusement sans un nationalisme serbe privé de toute mesure, et aussi sans la haine persistante de la secte maçonnique à l'égard de la religion catholique. Celle-ci, à laquelle 5.600.000 Croates et Slovènes restent héroïquement fidèles, se voit en butte aux pires épreuves de la part des 7.000.000 de Serbes orthodoxes qui prétendent incarner seuls l'âme du nouvel état. Nous assistons ici aux conséquences désastreuses du prétendu droit des peuples à disposer d'eux-mêmes et à sacrifier, dans une sorte d'exaltation racique, toute sentimentale, les réalités raisonnables et profondes de l'harmonie intellectuelle et de la stabilité publique. En fait, les Croates et les Slovènes, par haine des Hongrois que la religion et la civilisation accordaient avec eux, se sont livrés à leurs frères de race Serbes dont tout par ailleurs les sépare et notamment la foi catholique et la civilisation latine. Par tous les moyens, les plus brutaux et les plus cruels, un régime dictatorial, qui se couvre de l'autorité royale, entreprend de « serbiser » par la force des peuples qui voulaient bien être Yougoslaves,

mais sans devenir Serbes. On leur a pris leur drapeau, on voudrait effacer leurs souvenirs et surtout on tente de ruiner les fondements du catholicisme.

Vaine tentative et qui, si quelque retour au bon sens, peu probable d'ailleurs maintenant, ne survient, aura pour résultat logique d'interminables dissentiments intérieurs, qui se résoudront Dieu sait comment. Les nouvelles que nous recevons de source certaine, malgré les rigueurs d'une censure et d'une police sans scrupule, laissent prévoir le pire.

Deux moyens sont principalement employés aujourd'hui pour activer la tentative de « serbisation » : l'Église orthodoxe, réduite à un rôle strictement politique, et l'association patriotique et sportive « Le Sokol » qui, manœuvrée avec adresse par la Franc-Maçonnerie, est imprégnée du matérialisme le plus cru.

Longtemps les autorités religieuses ont patienté par amour de la paix, en arrachant au roi quelques atténuations précaires aux mesures persécutrices. La situation devenait intolérable. Elles se sont décidées à parler. La dictature serbe a tout fait pour étouffer leur voix. La presse a été bâillonnée. L'insuccès de ces mesures ayant été constaté, les persécuteurs ont recouru au moyen suprême qui n'a pas été sans éveiller du côté de l'Italie une attention favorable, et peut-être des illusions. Aujourd'hui les Croates et Slovènes catholiques sont accusés de faire le jeu de l'étranger en divisant la nation yougoslave, et en servant les desseins du Vatican contre l'Église orthodoxe, nationale et autocéphale.

La dictature, qui interdit toute apologétique catholique et même toute réponse aux attaques les plus passionnées dirigées contre le catholicisme, a favorisé de tout son pouvoir la diffusion d'un honteux pamphlet dont la violence et la grossièreté, poussées jusqu'à l'obscénité, interdisent de les mettre sous les yeux de nos lecteurs. Ce pamphlet, auquel il est fait allusion dans les documents ci-joints, est édité par la « Bibliothèque des Livres religieux pour le peuple » avec la bénédiction du Saint-Sy-

node de l'Église orthodoxe serbe. Il a pour titre « Rome s'étend ». L'auteur est un prêtre serbe, Cranislav Tomitch, qui depuis a été traduit devant les tribunaux et condamné pour une affaire de mœurs.

Nous avons dû faire un choix dans une abondance de documents. Nous regrettons de ne pouvoir y joindre les extraits édifiants d'une correspondance montrant la police serbe à l'œuvre dans les plus répugnantes et les plus cruelles besognes.

Notons, en finissant, que l'État serbe a eu soin d'exploiter l'amitié française pour dresser l'opinion de notre pays contre les Croates et Slovènes catholiques accusés de faire le jeu de l'Italie. Nos journaux nationalistes, et d'autres qui sont enchantés d'une aubaine anticléricale, ont été heureux d'une occasion qui permet de mettre en cause, même contre toute vraisemblance, le Vatican, et de l'accuser une fois de plus de travailler contre la France. Nous ignorons ce que cela a coûté à l'État serbe, mais nous sommes assurés qu'il n'a jamais agi plus sûrement contre ses véritables intérêts.

I

Quelques notes a propos des résolutions épiscopales

Pour comprendre ces résolutions énergiques de l'épiscopat catholique yougoslave, disons quelques mots de cette « campagne insolente et systématique contre l'Église catholique en Yougoslavie ».

Vers Pâques 1931, le nouveau patriarche orthodoxe Varnava (plutôt nommé par le gouvernement que élu) inaugura une campagne violente et injustifiée contre le catholicisme par sa Lettre Pascale, dans laquelle il accusait l'Église catholique d'avoir perdu le sens du christianisme, l'esprit du Christ, d'être un royaume purement terrestre qui préférait les richesses de ce monde aux biens du royaume céleste. — Peu après, dans le *Bulletin offi-*

ciel du Patriarcat serbe, a paru un commentaire (dans le n° 9, année 1931) qui développe davantage la pensée du Patriarche : « La souveraineté des Papes met en danger la souveraineté des États et le développement paisible de leurs citoyens, surtout de ceux qui appartiennent à l'Église catholique romaine. » Dans le n° 11, 1931, le commentateur devient encore plus explicite. Il dit que le royaume de Satan a trouvé « sa meilleure expression dans la souveraineté séculière des Papes... Cette souveraineté est également dangereuse aussi bien pour la partie orthodoxe de notre peuple que pour la partie catholique, mais surtout elle est dangereuse pour le bon ordre et le développement de l'État.. » — Puis dans un autre *Bulletin de l'Église orthodoxe* (1931, pp. 1054 ss.) un autre commentateur, un certain Najdanović, *persona grata* au Patriarcat, ne cache pas sa brutalité et sa haine en appelant l'Église catholique : « l'homme satanique, le signe de Caïn, l'esprit de Lucifer, de l'Antéchrist, l'Église égarée, le fils débauché... L'enfant le plus intelligent du catholicisme, c'est l'athéisme... L'Église occidentale est le type de l'intolérance, de l'exclusivisme, de l'arrogance... l'idéal de la haine organisée... ».

Et la campagne continue : Le *Bulletin du Patriarcat* (n° 21, 1932, pp. 330 ss.) crie qu'on donne trop de privilèges à l'Église catholique, il attaque impunément l'archevêque catholique de Sarajevo pour avoir osé élever la voix pour la défense de l'Église catholique dans la cathédrale de Sarajevo. — En même temps, un certain prêtre orthodoxe, Hranislav Tomić, édite dans la collection de la « Pieuse bibliothèque populaire », avec l'approbation et la bénédiction du Saint-Synode orthodoxe, un pamphlet intitulé : « Soyez en garde, Rome s'étend... », où il apporte des calomnies des plus vulgaires, haineuses et même obscènes, contre l'Église catholique. — En même temps, on faisait écrire une brochure, signée par « un Chrétien catholique, Croate Yougoslave », qui débordait elle aussi des injures des plus blasphématoires contre l'Église catholique.

Les réponses catholiques les plus frappantes étaient supprimées par la censure d'État.

Notons encore une autre source des attaques contre l'Église. Elle agit d'ailleurs en union avec la première. Nous voulons dire « La Grande Loge maçonnique La Yougoslavie ». Son grand idéologue et orateur, qui aimait s'intituler « Chrysostome », Damjan J. Branković, à la réunion générale annuelle de la Loge, qui eut lieu à Sombor le 24 avril 1932, a dit des choses très caractéristiques : D'après lui, les maçons ont « de l'influence sur le public par leurs frères qui se trouvent dans les services de l'État... Ils ont des frères dans le gouvernement royal, dans la Chambre et au Sénat, dans le conseil consultatif d'État, dans la magistrature et dans d'autres situations importantes ». Il dit « qu'ils (les maçons) avaient le droit et le devoir d'exiger de leurs frères dans le service de l'État, et dans toutes les positions qu'ils occupent partout, le prestige de leur Institution (Maçonnerie) et qu'ils agissent partout dans l'esprit de la Maçonnerie... », « et s'ils ne font pas ainsi, il faut les persuader qu'ils doivent agir ainsi »... « Puis, il se vanta de l'influence de la maçonnerie dans le ministère de l'instruction publique qui est complètement sous sa tutelle : « Il faut souligner surtout le grand intérêt attaché par les nôtres à tout ce qui regarde l'instruction publique, ses directives et ses méthodes... A cette occasion, il faut dire notre reconnaissance à tous ceux de nos frères qui collaborent au développement et à l'*éducation physique de notre jeunesse. Le Sokol* et la Franc-Maçonnerie ont des *points communs importants* sur le terrain de la création de la personnalité et sur le développement du patriotisme constructif. » On voit bien sous quelle tutelle se trouve le Sokol de Yougoslavie. Le Chrysostome maçonnique se plaint ensuite amèrement « des travaux considérables des Jésuites dans notre pays et de leur influence sur l'éducation de la jeunesse ». C'est pour exciter de nouveau les frères contre ces terribles Jésuites. En passant, mentionnons encore un exemple d'excitation de l'opinion

publique contre les Jésuites. Il y a plus d'un an, au parlement, un député du régime (et ils le sont tous) proposa, pour asservir l'Église catholique en Yougoslavie, deux choses : 1° il ne faut pas employer contre les évêques catholiques des moyens durs, non, il faut les corrompre et les lier par l'argent; 2° il faut expulser les Jésuites.

Mais le grand orateur maçonnique a encore des exigences : « C'est l'intérêt national de supprimer l'enseignement religieux dans l'enseignement secondaire et de proclamer l'Église catholique autonome dans notre royaume pour exclure ainsi toute influence étrangère. Et c'est dans l'intérêt moral des prêtres catholiques qu'il faut leur imposer le mariage civil pour les mettre ainsi dans la voie normale et légale de la vie sexuelle. Ces trois problèmes, ce sont les trois problèmes brûlants de notre nation, qui dans l'intérêt supérieur de la nation et de l'État doivent trouver leurs solutions le plus vite possible... »

Nous croyons que tout commentaire est inutile. Ces citations en disent assez sur l'état d'esprit dont s'inspire le gouvernement dictatorial de Yougoslavie... et prouvent que les protestations des évêques catholiques étaient souverainement opportunes...

N. B. — Notons encore que ces résolutions de l'épiscopat ont été confisquées par la censure d'État et que la presse catholique n'en put rien, absolument rien, écrire.

N. B. — Note après la Lettre Pastorale des Évêques sur les Sokols : les plus récentes nouvelles nous font savoir que le gouvernement a procédé à une furieuse propagande anti-catholique dans l'armée, à cause de la Lettre Pastorale contre le Sokol.

Zagreb, le 28 janvier 1933. — La police a, contrairement aux lois sur l'autonomie des Universités, envahi l'Université de Zagreb, contre la volonté du Recteur. Le commissaire de police Jovanović a insulté le Recteur, et

les policiers ont procédé, sur les terrains de l'Université, à la chasse des étudiants en donnant des coups avec des fusils aux jeunes gens et aux jeunes filles. Il y a eu des étudiants sérieusement blessés. Ce fut à l'occasion d'une protestation des étudiants contre les décrets ministériels qui introduisent une forte rétribution scolaire afin de réduire le nombre d'étudiants croates et slovènes et contre la volonté du gouvernement de supprimer quelques facultés à l'Université croate de Zagreb et l'Université slovène à Ljubljana, et aussi contre l'intention du ministre de l'instruction publique, M. Stanković, de remplacer le recteur de l'Université de Zagreb par un commissaire imposé par le gouvernement.

II

Une importante conférence de l'épiscopat yougoslave

L'Épiscopat catholique de Yougoslavie, réuni au mois de novembre dernier pour ses conférences annuelles, avait discuté tous les graves problèmes qui regardent l'Église catholique en Yougoslavie.

Après des longues et mûres délibérations, on a voté — entre autres — les résolutions que voici :

1. L'Épiscopat proteste de la manière la plus énergique contre la campagne insolente, menée d'une manière systématique par les ennemis de l'Église et par les adeptes d'une confession catholique (1), contre le Chef suprême de l'Église catholique, Sa Sainteté le Pape et contre tout ce qui est saint et cher au cœur des catholiques.

2. L'Épiscopat exige énergiquement que toutes les questions concernant l'Église et l'État soient résolues de commun accord. Il exige spécialement que la question de l'instruction religieuse dans l'enseignement élémentaire,

(1) On vise ici les orthodoxes.

secondaire et professionnel, soit résolue de telle façon que les droits de l'Église et des parents y trouvent leur pleine satisfaction.

3. L'Épiscopat constate que plusieurs questions traitées dans les manuels scolaires le sont d'une telle façon que la foi et la morale de l'Église catholique en sont gravement offensées, et que des faits historiques y sont faussés : c'est pourquoi il exige la suppression immédiate de ces attaques.

4. L'Épiscopat catholique proteste contre les injustices évidentes qui se commettent envers les parents catholiques, en désignant pour les écoles, où les enfants sont en majorité catholiques, des instituteurs d'autres confessions (1). Cette protestation est d'autant plus fondée que les instituteurs, d'après la loi scolaire, remplacent les prêtres-catéchistes.

5. Le Sokol du royaume de Yougoslavie ayant fait sienne l'idéologie naturaliste de Tyrš, l'Épiscopat exige énergiquement qu'on éloigne de la jeunesse catholique l'influence néfaste de ce système d'éducation.

6. L'Épiscopat catholique réprouve les outrages et persécutions diverses contre les évêques, les prêtres et les intellectuels catholiques laïques, outrages qui se fondent sur des dénonciations malicieuses et nullement justifiées, et qui ruinent les bonnes relations et la paix entre le pouvoir de l'Église et celui de l'État.

7. L'Épiscopat catholique recommande aux prêtres et aux fidèles la croisade de charité pour que nos frères les plus pauvres soient pourvus du nécessaire pendant ces mois de l'hiver. Nous recommandons à l'attention spéciale de tous nos émigrés qui vivent dans des conditions matérielles très difficiles. De même nous recommandons les habitants de nos villes des deux sexes qui, contraints par la pénurie et la misère, cherchent du travail en dehors du foyer domestique pour assurer à eux-mêmes et

(1) Presque toujours des orthodoxes.

à leurs familles les plus nécessaires conditions de la vie. Tous méritent une attention toute spéciale, étant donné qu'à cause de leurs conditions de vie beaucoup trop difficiles ils courent aussi un danger moral, sinon même une catastrophe.

III

Lettre Pastorale
de l'Épiscopat catholique de Yougoslavie
sur l'organisation d'État « Sokol » (« Faucon »)

Le dimanche 8 janvier 1933, dans toutes les églises catholiques de Yougoslavie, a été lue du haut de la chaire une lettre pastorale de tous les Évêques catholiques de Yougoslavie contre l'organisation officielle de la jeunesse : le « Sokol ».

Pour comprendre la raison d'être et le contenu de cette lettre, indiquons d'abord quelques traits essentiels de l'histoire de cette organisation de Sokol. Fondé en 1862 à Prague en Tchécoslovaquie, par Tyrs, le Sokol se répandit assez vite d'abord en Tchécoslovaquie puis dans d'autres pays slaves : en Croatie, Slovénie, Serbie, Pologne, Russie et Bulgarie. En Tchécoslovaquie surtout le Sokol était complètement imbu des idées de son fondateur qui étaient celles d'un évolutionniste foncièrement matérialiste, de l'école de Schopenhauer, Feuerbach et surtout Darwin. Ces idées religieuses étaient puisées principalement auprès des grands hérésiarques et ultra-nationalistes tchèques : Huss et Zigka.

Pour Tyrs (1), la religion n'est que le fruit d'un évolu-

(1) Tyrs est né en 1832, mort en 1884. A qui voudrait étudier de plus près ses idées et son système nous indiquons les ouvrages suivants, publiés par les meilleurs connaisseurs du *Sokol* tchèque : L. Jandasek, *Dr. Miroslav Tyrs*, 2e éd., Brno, 1924. — Dr. J. Tvrdy, *Tyrsova Filozofie*, et *Jest filosofie Tyrsova positivismen?* Prague, 1924, 1920, Vestnik Sokolsky, C.O.S. — Dr. Richard Rus, *O vyznamu Tyrsova dila...* Prague, 1924. — Dr. J. Ludykovsky, *Anticke myslenky v Tyrsoven sokolskem programu*, Prague, 1923.

tion, l'appartenance à une confession n'est qu'un formalisme, dont il faut se débarrasser; tout le culte rendu à Dieu, avec toutes ses cérémonies et prescriptions religieuses, n'est aussi rien d'autre qu'un formalisme indigne, et Tyrs aime à taxer tout cela de ridicule. La nation pour lui est de beaucoup supérieure à la religion et c'est à son service qu'il faut consacrer toutes les forces vitales du pays. L'existence de l'âme n'est qu'un problème souverainement accessoire, dont il est inutile de s'occuper. Le grand « ceterum censeo » de Tyrs est : *Loin de Rome.*

Il faut se débarrasser à tout prix, et le plus tôt possible, de « ce joug romain du catholicisme de Rome ».

Ce naturalisme, cette divinisation païenne de la nation, cette romanophobie et athéisme pratique, ont été entièrement repris par le Sokol tchèque, et ils ont fait de lui l'organisation anticatholique la plus dangereuse, celle qui a éduqué toute une génération tchèque dans une véritable haine du catholicisme (1).

Dans d'autres pays slaves, il n'en est pas tout à fait de même. Les Sokols bulgare et russe n'ont pas cette agressivité anticléricale : ils n'ont emprunté au système de Tyrs que la méthode gymnastique. Le cas est le même pour le Sokol polonais qui se tient d'ailleurs aux principes catholiques, comme aussi pour le Sokol catholique tchèque d'Amérique et le Sokol croate de l'Amérique du Nord.

En Yougoslavie existaient auparavant plusieurs branches très distinctes de Sokol : le Sokol croate, le Sokol serbe, le Sokol yougoslave et le Sokol slovène. Les deux derniers se sont toujours signalés par leur anticléricalisme farouche. La dictature, introduite le 6 janvier 1929, supprima les différentes branches de Sokol, ainsi que les *Orli* catholiques, et retint seulement le Sokol yougoslave; une loi spéciale lui donna le monopole et l'imposa

(1) C'est pourquoi les catholiques tchèques se virent obligés de fonder une organisation spéciale de la jeunese comme contrepoids au Sokol : l'*Orel* (Aigle).

comme une organisation officielle d'État, avec des privilèges spéciaux (1). Par une politique vraiment malheureuse — si l'on ne veut pas dire malicieuse et bien consciente d'elle-même — ce Sokol monopolisé adopta dans ses constitutions aussi bien que dans sa pratique, avec une fidélité pieuse, les idées de son grand fondateur Tyrš. L'idée prédominante c'était, comme chez Tyrš : la divinité nationaliste, la romanophobie, l'anticléricalisme sectaire mais exclusivement anticatholique. Cette organisation monopolisée était imposée à toutes les écoles élémentaires, très poussée aussi par les autorités dans tous les domaines de l'enseignement secondaire, voire dans la jeunesse paysanne et ouvrière. Elle constitue un véritable et très sérieux danger pour la foi catholique et pour les mœurs d'une grande partie de la jeunesse catholique.

C'est pourquoi les autorités ecclésiastiques se sont vues obligées d'intervenir à plusieurs reprises en demandant plus d'une fois, aux plus hautes autorités, de mettre une fin à cette véritable corruption de la jeunesse catholique. Comme toujours, la réponse consistait en des promesses vagues et obliques, tout à fait à la manière byzantine, qui est à Belgrade comme chez elle. Cependant la presse catholique devait se taire. Si elle osait élever une voix contre les abus du Sokol monopolisé, elle se voyait aussitôt en butte aux manœuvres de l'impitoyable censure d'État, qui ne laisse aux catholiques la liberté d'aucune plainte. La publication même d'un évêque contre le Sokol était confisquée par la censure d'État. Le Sokol est intangible.

Voyant le mal et le danger s'accroître toujours et n'ayant pas d'autre remède à leur disposition, les évêques

(1) Ces sokols ont des privilèges quant au service militaire et quant au placement dans les différentes fonctions d'État. Instituteurs, professeurs sokols sont protégés partout, et on fait une grande pression sur tous les fonctionnaires afin qu'ils en fassent partie. Et la plupart d'entre eux sont obligés de le faire, s'ils ne veulent pas avoir des difficultés, ou même se voir priver de leur place.

catholiques de Yougoslavie se sont vus obligés de publier une *Lettre Pastorale* commune pour prévenir leurs fidèles des maux dont leur jeunesse est menacée de la part du Sokol.

Abordons maintenant le contenu de cette *Lettre Pastorale* :

La lettre a été composée et signée le 17 novembre 1932; elle porte les signatures de tous les Archevêques et Évêques, au nombre de dix-neuf.

Après une introduction, dans laquelle les évêques insistent sur les grands maux de nos temps modernes qui proviennent de la perte de la foi, de l'apostasie, ils concluent : « C'est pourquoi tous ceux qui affaiblissent la foi dans le cœur des hommes minent — le veulent-ils ou non — cet unique fondement sur lequel se basent solidement les mœurs des individus et des nations. Chers fidèles, c'est notre saint devoir, dont nous serons gravement responsables devant Dieu, d'appeler votre attention sur un grand danger que court la foi de vos enfants dans l'éducation du Sokol, conçu dans l'esprit et le système de Tyrš. »

Puis les évêques, dans une première partie, retracent dans des lignes générales l'histoire du Sokol, établissent — en s'appuyant sur les textes officiels de l'organisation — les principes du Sokol, et montrent leur incompatibilité, voire même leur opposition, aux principes catholiques. Telles par exemple — pour s'en tenir à quelques-unes — les déclarations du Sokol tchécoslovaque, dont le Sokol yougoslave n'est qu'écho fidèle : « Un Sokol ne peut pas être partisan de Rome; nous sommes, et nous devons être, contre le catholicisme. » Et le Sokol yougoslave disait de son côté : « Il y a au moins une chose qui est absolument claire : à savoir qu'aucun Sokol ne peut être le fidèle romain, l'esclave d'esprit. En effet, Sokol et catholicisme s'excluent mutuellement... Que ce soit clair une fois pour toutes, nous sommes en lutte contre le pape, contre les cardinaux et contre tous les popes antinatio-

naux. » Pour ne point laisser de doute sur la fidélité du Sokol yougoslave aux idées de Tyrš, le premier vice-président du Sokol yougoslave déclara lors d'un congrès des Sokols, le 11 janvier 1931 : « Toutes les organisations de notre Sokol (yougoslave) sont dans l'esprit des anciennes traditions de la fraternité des Sokols d'après les idées de Tyrš (1). »

Dans une seconde partie, les évêques montrent, à l'aide d'exemples et de faits concrets, que la pratique du Sokol yougoslave correspond fidèlement à ses principes anticatholiques. Les Sokols ont énoncé le principe : « Les processions ecclésiastiques, il faut les regarder comme une hypocrisie et une oppression. Ce qu'est pour nos ennemis la procession ecclésiastique, c'est pour nous le cortège des Sokols avec bannières et fanfares. » C'est pourquoi les Sokols, comme organisation, ne peuvent jamais assister aux cérémonies religieuses. « Les exemples en abondent », disent les évêques, mais citons-en quelques-uns :

« Lorsque l'évêque de Split invita toutes les organisations à assister à une procession de la Fête-Dieu, le Sokol répondit que les organisations du Sokol ne peuvent pas prendre part à de pareilles fêtes. — La même année, à l'occasion de la fête du septième centenaire de saint Antoine de Padoue, sur l'île de Vis, quelques membres de la musique du Sokol demandèrent à pouvoir, pour leur compte privé, assister aux fêtes, en priant qu'on leur accordât la permission de se servir des instruments de

(1) Encore une déclaration très significative du prof. Serdar : « C'est seulement dans notre puissante conscience nationale que se trouve la réalisation de l'idéal des intellectuels yougoslaves libéraux (progressistes), à savoir : La coupure avec Rome ecclésiastique qui doit s'effectuer avec la fondation d'une Église autocéphale et avec la réalisation définitive de l'unité yougoslave. Pour *atteindre ce but, nous serons aidés, dans certaines mesures, aussi par l'idéologie de Tyrs...* » *Nasa Sloga*, 29 mars 1931.

musique : les autorités du Sokol le refusèrent. — Les Sokols d'une paroisse des environs de Varazdin (Croatie du Nord) assistaient au début à toutes les fêtes religieuses : mais pressés par les autorités du Sokol de Varazdin, ils durent abandonner cette coutume. — A l'occasion d'un grand congrès des Sokols, à Split, on n'a vu dans les églises que des Sokols polonais qui demeurent fidèles aux principes catholiques : on n'y a pas remarqué de Sokols tchèques et yougoslaves.

« Lors des grandes cérémonies religieuses, présidées l'année dernière par l'archevêque de Zagreb à Nova Gradiška (au sud de Zagreb) et annoncées bien longtemps à l'avance, le Sokol convoqua un congrès régional dans la même ville, et juste au moment où devait commencer l'office religieux, les Sokols défilèrent tout près de l'église avec leur fanfare, sans aucune nécessité de passer par là. Quoique ce jour-là on célébrât plusieurs messes, pas un Sokol ne fut vu à l'église. — Et ce ne sont pas là des cas isolés. Ce qui est pis, disent les évêques, c'est que les Sokols font leurs congrès les dimanches et fêtes, et le matin aussi bien que l'après-midi, de telle manière qu'ils n'accordent pas à leurs membres l'occasion et le temps nécessaires pour l'accomplissement de leurs devoirs religieux. »

Mais continuons avec les Évêques à citer d'autres exemples :

« Le 11 septembre 1932, le Sokol de Zagreb et celui de Varazdin tenaient un congrès à Krapina (petite ville à l'ouest de Zagreb), c'était le jour du grand pèlerinage à Trški Vrh, tout près de là. Arrive la procession d'une paroisse conduite par son curé, chantant des chansons pieuses, et dans le meilleur ordre. Avant l'arrivée de la procession sur la grande place de la ville de Krapina, un agent de sûreté interdit aux pèlerins de chanter les chansons du pèlerinage en donnant pour explication qu'ils dérangeaient avec cela les Sokols. Mais par contre, sur la place publique et dans la cour de la Maison des Sokols, éclataient des cris : A bas l'internationale noire, à bas

Rome, à bas le Pape ! Et tous les discours de ce congrès des Sokols avaient pour thème central les attaques contre l'Église catholique, contre la foi. L'orateur principal employa des termes d'une telle trivialité, qu'on ne peut pas les répéter dans une société tant soit peu civilisée. Il est allé même si loin qu'il osa comparer, d'une manière vraiment blasphémante, Notre-Seigneur avec Tyrš et donner à celui-ci la primauté sur le Christ. »

« Et — ce qui est encore pis, continue la *Lettre Pastorale*, — le Sokol, pour s'attacher davantage ses membres et pour les mieux détourner de l'Église, achève ordinairement ses réunions par des danses et des réjouissances prolongées tard dans la nuit, et même jusqu'à l'aube. On donne aussi des représentations d'une telle nature qu'une autorité scolaire, par exemple, a dû interdire de les jouer dans des locaux de l'école, et une autre a défendu aux élèves d'assister à une semblable représentation. — De plus, les Sokols, dans une mesure toujours plus large, répandent l'usage d'une nudité répugnante dans la gymnastique et dans les concours publics, cela sans aucune nécessité, et en courant le danger d'éveiller dans la jeunesse l'esprit de débauche, et de la rendre étrangère à l'Église et à la foi... C'est ainsi qu'on démolit la moralité dans notre jeune génération, c'est ainsi qu'on mine et qu'on détruit la foi. Que deviendra notre peuple, si cette éducation des Sokols de Tyrš arrive à pénétrer dans la masse de la nation ? »

Les évêques font ensuite appel aux parents, les invitant à veiller avec les plus grands soins à l'éducation de leurs enfants, à les prémunir contre tous les dangers que court leur foi par le fait du Sokol. Et ils leur rappellent qu'ils doivent rester fidèles à leurs devoirs de parents chrétiens, même au prix des persécutions, et des persécutions violentes, car Notre-Seigneur a dit : « Heureux êtes-vous lorsqu'on vous insultera, qu'on vous persécutera, et qu'on dira faussement toute sorte de mal contre vous, à cause de moi. Réjouissez-vous, car votre récompense est grande dans les cieux » (Mat., v, 11-12), et encore :

« Vous aurez des tribulations dans le monde; mais prenez confiance, j'ai vaincu le monde. » Et les Évêques concluent :

« Restons fermes dans la foi de nos pères, et ne permettons pas que le Sokol nous éloigne de cette foi, le Sokol qui ne veut rien savoir de Notre-Seigneur et de notre honnête nom croate ou slovène. — *Amen.*

« Zagreb, le 17 novembre 1932.

Dr. Ant. Bauer, *arch. de Zagreb, président des conférences épiscopales*;
Dr. Nikola Dobrečić, *arch. de Bar, Primat de Serbie* ;
Dr. Ivan Ev. Sarić, *arch. de Bosnie* ;
Dr. Ivan Rafael Rodić, *arch. de Belgrade.* »

(*Suivent les signatures de tous les autres évêques catholiques de Yougoslavie.*)

La campagne de la presse gouvernementale contre la Lettre Pastorale

Cette lettre lue déclancha toute une tempête de haine, d'injures, de falsifications, de calomnies contre l'Église catholique de la part de la presse officielle et officieuse. Comme toujours, la presse catholique se trouva dans l'impuissance à répondre comme il eût fallu à toutes ces attaques, la censure qui permettait toutes les attaques et les protégeait se chargeant de réduire les réponses catholiques au minimum.

Commençons d'abord par le journal principal du gouvernement, le *Vreme* de Belgrade. Le *Vreme* procéda d'une manière fort simple. Dans son numéro du 18 janvier 1933, il publia le texte de la *Lettre Pastorale, en y supprimant tout simplement tous les passages dans lesquels les Évêques apportaient des preuves, des faits et des exemples.* Évidemment, la lettre en parut singulièrement

amoindrie et dépourvue de force. Et, chose encore plus étrange pour le journal officiel d'un gouvernement qui veut être civilisé, le *Vreme* ne mentionna nulle part que le texte apporté par lui n'était pas complet. Donc, rien qu'une vulgaire falsification. Toute la presse du régime commença *unisono* à attaquer les évêques, et tous, par une unanimité qui révélait l'ordre donné, déplacèrent la question. Du domaine proprement religieux, on la plaça sur le terrain politique, en accusant les évêques de haute trahison, de collaboration avec les ennemis de l'État. On pétendit même y voir un ordre du Vatican et l'influence de Mussolini. Ce sont là les atouts qui entrent toujours en jeu lorsqu'il faut attaquer l'Église catholique en Yougoslavie. De ce scandale pharisaïque s'étonnèrent la *Politika*, le *Sokolski Glasnik*, *Jugoslavenska Pošta*, l'*Écho de Belgrade* qui devait dans ce sens instruire l'étranger. On fit paraître aussi un article dans le même sens dans *L'Europe nouvelle*, qui, soit dit en passant, écrit très fidèlement ce que le régime de Belgrade veut voir écrit. A Ljubljana, les Sokols sont allés plus loin encore : lors d'un meeting de protestation, le 20 janvier, ils demandèrent brutalement qu'on traînât devant le tribunal tous les évêques, et qu'on leur appliquât toute la rigueur des lois dictatoriales. L'application de la même rigueur fut exigée, et avec la même insolence, par le parti officiel du gouvernement à Ljubljana, comme le dit *Jutro* du 13 janvier 1933.

Le communiqué officiel de la Centrale du Sokol de Yougoslavie déborde des mêmes brutalités insolentes à l'égard des évêques catholiques. On y appelle la Lettre Pastorale « l'attaque la plus impertinente, la plus aiguë et malicieuse », qui est « tendancieuse et mensongère », qui opère avec des « mystifications et des sophismes », voire même avec « des calomnies », qui « n'a que des motifs politiques » parce que les Évêques osèrent y nommer l'« honnête nom croate et slovène », comme si cela n'était pas une question de droit naturel, pour un peuple, de se nommer de son nom millénaire.

Toutes ces sorties furieuses de la presse officielle, et surtout celle de la Centrale du Sokol, montrent à l'évidence que la *Lettre Pastorale* était bien nécessaire, et que c'était le moment de démasquer la dangereuse besogne des Sokols.

Pour profiter de l'occasion propice, la maçonnerie mit à l'ordre du jour un de ses vœux qui miroitait depuis longtemps devant ses yeux : l'expulsion des Jésuites hors de Yougoslavie. Le député Mlan Metikoš, dans une interpellation à la Chambre de Belgrade, s'empressa d'accuser tout de suite les Jésuites : il crut savoir que ladite *Lettre Pastorale* avait été composée dans la maison des Jésuites de Zagreb. Pour influencer l'opinion publique, et pour avancer le travail d'expulsion au parlement, les chefs du Sokol de Zagreb : Otto Gavrančić, Hinko Nagler, etc., envoyèrent à Belgrade un télégramme en y exigeant l'expulsion des Jésuites à cause de la lettre pastorale des Évêques contre le Sokol. Bonne mise en scène.

Pour couper court à toute cette campagne honteuse, et pour démasquer le véritable sens de cette campagne antijésuitique, l'archevêque de Zagreb, Mgr Dr. Ant. Bauer, publia une déclaration de première importance, que nous reproduisons textuellement ci-dessous :

IV

Déclaration de Mgr Antoine Bauer, Archevêque de Zagreb, a propos de la Lettre Pastorale des Évêques catholiques de Yougoslavie contre l'organisation d'État « Sokol ».

Zagreb, le 26 janvier 1933.

Mgr Dr. Bauer a fait la déclaration suivante :

« A l'occasion de la Lettre Pastorale de l'Épiscopat catholique de Yougoslavie sur l'idéologie de Tyrš adoptée

dans l'éducation du Sokol du Royaume de Yougoslavie, une campagne formidable s'est élevée contre l'Épiscopat et contre l'Église catholique. A toutes ses attaques inqualifiables, injures, calomnies et menaces, je n'ai que ceci à dire : « Père, pardonnez-leur, car ils ne savent pas ce qu'ils font. » Mais moi, je connais les paroles de notre Dieu et Sauveur : « Heureux serez-vous lorsque les hommes vous haïront, vous persécuteront et diront tout le mal possible sur votre compte, mentant, à cause de moi. »

Je vais seulement attirer l'attention sur quelques faits :

1. On rapproche la Lettre Pastorale de l'Épiscopat des « ponctuations » (1) des politiciens. Je déclare de la manière la plus catégorique que notre Lettre Pastorale n'a aucun rapport avec ces « ponctuations ». Après quatre années d'efforts inutiles de notre part, après tant de demandes orales et écrites, après tant de mémoires les évêques ont — à leur réunion du 17 novembre 1932 — unanimement adopté et définitivement formulé le texte de la Lettre Pastorale, qui était déjà annoncée en 1932 comme conséquence des réunions épiscopales — et c'est justement sur ma proposition qu'on se mit d'accord pour ne pas la publier tout de suite. Et pourquoi ? Parce qu'on m'avait de nouveau promis que la question du « Sokol » serait bientôt réglée. On a décidé alors que dans le cas où cette promesse ne serait pas tenue on procéderait à la promulgation de la Lettre le dimanche 8 janvier 1933, qui est consacré à la Sainte Famille.

Donc, non seulement la Lettre Pastorale n'a aucune relation avec des « ponctuations » politiques quelles qu'elles soient, mais chronologiquement elle ne pouvait en avoir, car le 17 novembre 1932 nous ignorions com-

(1) Les « ponctuations » sont des déclarations des politiciens croates d'abord, et aussi slovènes, dans lesquels les chefs des plus grands partis croates et slovènes exigent l'abolition du régime de la dictature et des élections libres dans lesquelles le peuple seul se prononcera sur la forme de l'État et du gouvernement. Les ponctuations croates sont très postérieures à la composition de la Lettre.

plètement toutes les « ponctuations » possibles. Notre Lettre est d'un caractère et d'un contenu purement religieux.

2. On affirme que ce sont des Jésuites qui ont contribué à l'apparition de cette Lettre, voire qu'ils l'ont composée, c'est pourquoi on a soulevé toute une campagne contre eux : on exige même leur expulsion de Yougoslavie.

Je déclare de la façon la plus énergique que les Pères Jésuites n'ont absolument rien à faire avec cette Lettre Pastorale et qu'ils n'y ont pris aucune part. Cette affirmation des adversaires est une calomnie pleine de malice, qui est apportée avec le seul but de pouvoir soulever contre les Jésuites une campagne violente pour trouver ainsi au moins un prétexte quelconque à leur expulsion de Yougoslavie.

Moi, au contraire, je sais, et je le révèle ici publiquement, que, à Belgrade, depuis longtemps déjà, on montrait le désir et la volonté de chasser les Jésuites de Yougoslavie. On a écrit déjà à ce sujet dans la presse publique. Des bruits pareils se sont répandus à Belgrade surtout au mois de décembre de l'année passée (1932), et pendant les fêtes de Noël un haut personnage d'État m'apporta la nouvelle de Belgrade que « quelqu'un » préparait la loi sur l'expulsion des Jésuites. Ce n'est donc pas la Lettre Pastorale qui causa la préparation de cette loi, car au mois de décembre 1932 tout le monde l'ignorait encore, mais au contraire elle a été malicieusement prise comme occasion, pour avoir au moins un prétexte pour l'expulsion des Jésuites.

3. On dit encore de notre Lettre Pastorale qu'elle a été publiée par ordre du Saint-Siège, voire d'après le désir de Mussolini. Quant à cette dernière affirmation elle me fait horreur et je la rejette avec un dédain profond.

Et quant au Saint-Siège, tout le monde — qui a au

(1) Qui à ce moment n'existaient pas encore.

moins l'idée la plus élémentaire de la diplomatie du Vatican — sait que c'est une chose absolument impossible. Seule la haine diabolique contre l'Église catholique a pu inventer cela et l'employer pour exciter les non renseignés contre l'Église catholique.

Je déclare donc de la manière la plus catégorique que le Saint-Siège a ignoré complètement notre Lettre Pastorale et qu'il n'a, en aucune manière, influencé sa rédaction.

Toute la responsabilité de cette Lettre Pastorale retombe uniquement sur nous, Évêques catholiques de Yougoslavie, et nous l'avons publiée par des motifs purement religieux avec la pleine conviction qu'elle ne servira qu'au bien de l'Église catholique et de la foi chrétienne en général, et en même temps au *véritable bien* du royaume de Yougoslavie.

Son succès jusqu'à présent — et il est loin d'être petit — est celui-ci : « Les pensées cachées d'un grand nombre se sont révélées » (Luc, II, 35), et il a montré clairement à toute la nation combien l'Église catholique a d'ennemis en Yougoslavie et de quelle genre ils sont.

A Zagreb, le 25 janvier 1933.

† Antoine, *Archevêque,*
Président des réunions épiscopales.

V

Dernières nouvelles

Le gouvernement de Belgrade continue à organiser partout des protestations, des meetings contre l'Église catholique, contre l'Épiscopat catholique. Les personnages officiels parlent : des commissaires des communes (celles-ci n'ont plus de maires élus, mais des commissaires nommés par le gouvernement de Belgrade), des ministres même haranguent la masse surtout orthodoxe contre

le « cléricalisme catholique, contre les évêques catholiques ». On excite la masse contre le clergé catholique et surtout contre les Jésuites. Le ministre Dr. Kramer, le sous-président du Conseil, a organisé, le 22 janvier, une réunion à Ljubljana contre les évêques catholiques, où il accusa les évêques de haute trahison, il appela leur Lettre Pastorale « un simple mensonge », et les menaça de les envoyer tous ensemble avec leur Lettre Pastorale « au diable ».

La *Pravda* de Belgrade et d'autres bulletins officiels orthodoxes exigent qu'on punisse les évêques catholiques par des mesures d'État... Le sénateur Popovic Milan (Serbe) exige aussi des sanctions contre cette Lettre des évêques. Au Parlement, à propos de débats budgétaires, plusieurs députés serbes (tous créatures du gouvernement) ont demandé des mesures sévères contre les évêques catholiques. Le député Sokolovic, un Serbe, exigea qu'on supprimât tout de suite « les subventions officielles à l'Église catholique ».

Zagreb, 28-1-33.

Le gouvernement a fait déjà tous les préparatifs nécessaires pour arrêter l'Archevêque catholique de Sarajevo, Mgr Saric, et l'évêque catholique de Krk, Mgr Dr. Srebrnic, mais au dernier moment il a retiré cet ordre. Des perquisitions étaient déjà faites dans la résidence de Mgr Srebrnic à Krk.

Le gouvernement a fait organiser par sa jeunesse officielle (*Junac*) des démonstrations devant le palais archiépiscopal de Zagreb et devant la maison des Pères Jésuites à Zagreb, mais la jeunesse croate catholique s'opposa vigoureusement à ces démonstrations qui échouèrent pitoyablement.

Les journaux principaux de la dictature, *Vreme*, *Politika*, *Novosti*, attaquent impunément l'archevêque de Zagreb, Mgr Bauer, à cause de sa déclaration relative au sens de la campagne contre la lettre épiscopale sur le Sokol.

Nouvelles d'Allemagne

Les mesures policières

On a pu lire dans les journaux français que les partis opposés à Hitler se sont amèrement plaints des mesures policières prises par M. Göring, le nouveau ministre de l'intérieur du Reich. Ces plaintes sont-elles légitimes ? Pour permettre à nos lecteurs d'en juger nous leur mettons sous les yeux deux ordonnances signées par le ministre, qui est en même temps commissaire du Reich pour le ministère de l'intérieur de Prusse.

1° Circulaire du 17 février 1933

A tous employés de la police

Je crois pouvoir m'épargner le souci de faire spécialement remarquer que la police a le devoir d'éviter toute apparence d'attitude hostile aussi bien que de persécution vis-à-vis des ligues d'union nationale (S.A., S.S., et Stahlhelm). J'attends beaucoup plus de tous les ressortissants de la police qu'ils prennent contact avec lesdites organisations dans lesquelles se trouvent les forces les plus importantes de la reconstitution de l'État. En outre, toute action ayant pour but l'intérêt national, ainsi que toute propagande nationale doivent être protégées. Il ne devra être fait usage qu'en cas d'extrême urgence de mesures restrictives, tant au point de vue de la police que de la presse.

Dans ce but, il y a également lieu de sévir, et en employant au besoin les mesures les plus énergiques, contre les organisations hostiles à l'État. Il faut agir avec

toute la sévérité possible contre les actes de terrorisme et les troubles communistes : s'il est nécessaire, il faut faire usage des armes, sans aucune autre considération. Je couvrirai de mon autorité les fonctionnaires de la police qui, en exécution de ces prescriptions, se serviront de leurs armes, sans tenir compte des conséquences de cet emploi. Celui qui, au contraire, aurait manifesté de l'appréhension pour exécuter ces mesures, doit s'attendre à des sanctions disciplinaires. La protection des éléments nationaux, constamment entravés dans leur action, exige l'observation la plus rigoureuse des prescriptions légales contre les démonstrations interdites, les réunions illicites, les pillages, les excitations à la trahison contre l'État et les pays, les délits de presse, et toutes les perturbations de ceux qui troublent l'ordre. Chaque fonctionnaire doit toujours avoir présent à la pensée que négliger d'appliquer une mesure est toujours faute plus grave que la négligence dans l'application même. Je compte et j'espère que tous les fonctionnaires se sentiront en communauté d'action avec moi pour renforcer et affermir toutes les forces nationales qui tendent à sauver notre patrie du danger dont elle est menacée.

2° Ordonnance du 22 février 1933

Au sujet de l'emploi de la Police de secours

Les excès croissants des radicaux de gauche, en particulier des communistes, ont causé une perturbation permanente et intolérable de la sécurité publique, et menacent la propriété et même l'existence de la population consciente de la nation. Les forces policières existantes, dont l'augmentation des effectifs n'est pas encore réalisée, sont depuis longtemps mises à contribution au-delà de leurs possibilités de service et sont souvent employées mal à propos, en dehors de leurs attributions propres, du fait des circonstances nombreuses où elles sont appelées à agir.

En conséquence, il n'est plus possible de refuser l'aide volontaire et adéquate de ceux qui peuvent, en cas de nécessité, être employés comme fonctionnaires de secours de la police.

Les missions particulières de cette police de secours, placée sous les ordres de la police régulière, sont ainsi définies :

1° Soulager la police régulière par l'aide apportée dans la protection des réunions et cortèges politiques, comme pour assurer la sécurité dans les locaux et autres organisations des assemblées politiques, pour faire respecter les arrêtés d'interdiction ou de protection pris par les gendarmeries provinciales.

2° En cas de troubles ou en d'autres cas où l'intervention de la police est nécessaire, apporter son concours à la police régulière, prendre en charge la sécurité dans le cas de danger de mort, assurer la sécurité des édifices publics, des organisations et propriétés officielles, et de leurs annexes.

En outre, il y a lieu d'observer qu'on ne doit appeler à ce service de police de secours que les Allemands attachés au principe national et, par ailleurs, honorables et dignes de ce choix. Les policiers de secours auront une pièce d'identité policière, et porteront, comme signe distinctif sur leur costume propre (qui peut être l'uniforme d'une association politique), un brassard blanc, officiellement timbré du tampon : Police de secours.

Ils sont placés sous les ordres des officiers de police et ont pendant toute la durée de leur service les devoirs et droits des fonctionnaires de la police et de la gendarmerie.

La crise agraire aux États-Unis

L'Ouest américain traverse une crise terrible. Elle explique l'intransigeance aveugle dont on a fait preuve au sujet des dettes. Nous empruntons au New York Times *du 13 février un article significatif où se traduit l'émotion populaire. Peut-être que le citoyen français y trouvera d'utiles enseignements, et que le parallélisme de certaines doléances, en l'avertissant de ne pas prendre ses maux au tragique, le dissuadera de chercher, trop vite, un bouc émissaire...*

Les demandes concernant l'inflation, le moratoire des hypothèques et la réduction des impôts, qui ont été faites au Congrès des dernières semaines, ont leurs racines profondes dans le Middle-West et le Far-West. Il n'y a sans doute aucun miroir plus exact de la pensée populaire que le courrier reçu par les parlementaires, et, dans ces deux ou trois mois, le ton de ces lettres a changé radicalement.

Au lieu d'être faites d'arguments, de suggestions, et pleines de panacées doucement énoncées pour les maux nationaux, elles sont devenues violentes, dénonciatrices, et très souvent pathétiques, dans le tableau qu'elles esquissent de la situation dans les régions agricoles des États-Unis.

Dans un effort pour savoir exactement ce que les fermiers et leurs associés pensent, et pour apprendre ce qui amène ces hommes généralement dociles aux lois à recourir à des méthodes illégales pour empêcher les ventes hypothécaires, on a lu des centaines de lettres écrites à plusieurs sénateurs de l'Ouest. Elles ont été prises au hasard dans le courrier de ces derniers mois. Elles viennent de gens qui ne sont point normalement radicaux dans leur point de vue — fermiers jadis prospères, banquiers de petites villes, avocats, agents immobiliers, agents d'assurances, chefs de compagnies de prêts hypothécaires, commerçants. Plusieurs des lettres choisies ont été écrites à la machines sur du papier d'affaires à en-tête.

Il y a quelques mois, on trouvait seulement, dans l'esprit de ceux qui écrivaient ces lettres, une triste indignation devant le gâchis financier où ils enfonçaient, des appels à l'aide, et des protestations furieuses. Mais aujourd'hui l'émotion prédominante est la peur — peur d'un plus grand chaos économique et industriel, peur de la révolution. On ne prononçait guère ce mot avant les deux ou trois derniers mois; maintenant il explose à maintes reprises dans les lettres des communautés rurales de l'Ouest. Ce n'est pas une menace, mais un spectre qu'elles ont conjuré et devant lequel elles tremblent. Elles craignent le trouble, la révolte, mais elles menacent rarement.

La demande la plus insistante trouvée dans ces lettres concerne l'inflation monétaire. Peu leur importe laquelle — réduction dans la valeur-or du dollar, monnaie d'argent, bimétallisme, ou inflation directe de la monnaie. Peu leur importe, en particulier, ce qui arrivera à l'industrie et aux salariés comme résultat de l'inflation. Ils veulent quelque chose avec quoi payer leurs dettes, car ils se regardent comme des gens vivant au milieu de l'abondance mais complètement dépourvus de monnaie pour payer leurs factures.

L'idée que l'inflation peut sauver le fermier s'est répandue avec une rapidité prodigieuse dans les deux derniers mois. Elle est préconisée, à partir de l'Indiana, où elle est récemment apparue comme une question politique considérable, et sur toute la route jusqu'au Pacifique. Un sénateur est allé jusqu'à dire qu'il ne croyait pas qu'un seul homme puisse être élu à l'ouest du Mississipi dans la prochaine élection à moins de se déclarer pour l'inflation.

La pression des impôts, impôts dont ils ne peuvent s'acquitter, et qui leur enlèvent leurs fermes et leurs demeures, est aussi prédominante dans leur esprit. Ils demandent des économies, ils demandent que le fardeau toujours croissant de la taxation leur soit ôté, et si l'inflation peut aider, c'est d'autant mieux. Les abus gouvernementaux qui ont éclaté dans l'administration des prêts agricoles, le manque de discrétion qui permet à une banque rurale d'exiger le dernier

dollar d'un fermier qui en a besoin pour sa plantation du printemps, ont soulevé une terrible indignation parmi les gens de l'Ouest.

La colère contre le Congrès pour son attitude de *far-niente*, et pour ses tâtonnements passés dans le problème des dettes, se mêle à la crainte que tout remède qui peut maintenant se dégager ne vienne trop tard pour remédier à la situation. Il y a des suggestions pour que la distribution des fortunes soit imposée par le Congrès, pour que les banquiers de l'Est soient amenés à « dégorger » l'or que le fermier croit thésaurisé...

Les fermiers sont violemment opposés à l'annulation des dettes internationales, ceci à cause de la conviction que les Etats-Unis ont été plus soucieux de leurs créanciers extérieurs que des fermiers et des petits commerçants. Le fermier souligne qu'il vit en état de crise depuis dix ans; qu'il a été la victime originelle de l'inflation au bénéfice de l'industrie. Personne n'a pris garde à ses demandes de secours aussi longtemps que l'industrie s'hypertrophiait, allègue le « Westerner », et maintenant il ne voit pas pourquoi l'on devrait se refuser à l'inflation, qui l'aiderait, même si le reste du pays souffrait. Une petite partie de l'argent prêté outre-mer réhabiliterait immédiatement l'agriculture et restaurerait son pouvoir d'achat, dit-il, et il pense que c'est le devoir du Congrès de le lui donner. Si le secours ne vient pas, écrit un homme, l'expédition des vétérans semblera un jeu d'enfants comparée à la marche des fermiers sur Washington.

L'attitude envers les dettes interalliées se manifeste dans cette lettre d'un avocat du Sud-Dakota :

« Si vous voulez réellement nous échauffer, vous n'avez qu'à mentionner l'annulation des dettes dues à notre gouvernement par les contrées européennes. Le fermier moyen ne comprend pas grand'chose à la finance telle que la conduisent les banquiers internationaux, mais il sait ce que payer ses dettes veut dire, et si quelqu'un doit au gouvernement américain quoi que ce soit, le fermier veut que cela soit payé, tout comme lui aussi doit payer. L'homme de la rue dans ce

pays (c'est-à-dire le Sud-Dakota) pense que nous avons déjà trop donné. Si l'on fait entrer en ligne de compte la capacité de payer, les fermiers trouvent qu'ils devraient avoir la même chance que les gouvernements étrangers, et ne pas faire en grande partie les frais de cette opération.

« Il faut qu'il y ait bientôt un changement vers le mieux, ou bien un nombre effrayant de gens seront prêts à déchirer la Constitution et tout le reste avec. Un ventre affamé n'a pas beaucoup de conscience ni de fierté pour l'ordre existant. Vous ne pouvez pas faire un cours d'économie politique, offre et demande, marchés mondiaux, etc., devant un pauvre type qui a faim et qui voudrait bien travailler pour apaiser sa faim et qui est incapable d'avoir un emploi. C'est tout aussi vrai du fermier qui a sué des années pour atteindre à quelque chose, et qui ensuite voit tout cela se changer en une mauvaise plaisanterie.

« Huey Long dit que nous sommes condamnés aux bêtes si nous ne nous réveillons pas et si nous ne faisons rien. Il n'y a pas encore bien longtemps que j'aurais été avec la majorité et que j'aurais ri de ces déclarations, mais maintenant je n'en suis plus aussi sûr. Je crois sérieusement que si une cible visible était offerte aux gens de ce pays, ils seraient un troupeau de loups enragés et avides de sang. S'il y a quelque chose de vrai dans cette prétendue concentration des biens et dans ce patronage du gouvernement pour l'avantage et le privilège du petit nombre, — que Dieu le protège et qu'il soit prêt à le recevoir quand le moment viendra de nous en apercevoir complètement, et ceci vaut pour n'importe quel Président et pour le parti régnant quel qu'il soit.

« Mieux vaut précipiter toute notre structure économique dans le chaos et l'oubli, et repartir de la base vers une nouvelle ère sur toute la ligne, que de continuer par le chemin que nous suivons. Cela peut sembler effroyablement extrémiste, radical et bolchéviste, mais voilà ce qui se passe dans les esprits de dizaines de milliers de nos gens dans le pays, si ce que dit mon entourage peut servir de mesure. »

. . . . . .

Suivent des extraits d'autres lettres dont les auteurs appartiennent aux professions les plus diverses.

D'un agent immobilier : « Vous savez que je ne suis pas un alarmiste, mais la situation empire et on désespérerait maintenant sans l'espoir de secours que l'on garde. J'écris rarement, mais je puis voir et sentir un soulèvement général si les prix des produits des fermes et de l'élevage n'augmentent pas. On dirait que beaucoup de nos législateurs continuent à chanter « tandis que Rome brûle » (phrase souvent employée).

. . . . . .

D'un avocat : « Les gens ne peuvent plus supporter leurs charges et ils ne les supporteront pas paisiblement. Le citoyen américain ne va pas travailler 365 jours par an durant plusieurs années encore et donner chaque sou de son gain pour entretenir son gouvernement local et fédéral, en ne gardant rien pour lui et sa famille. J'écris cette lettre comme un signal d'arrêt pour vous faire savoir qu'il y a un danger en avant, et il est si proche que réellement il me fait trembler. Tout homme, aux États-Unis et en ce moment, qui voudrait continuer pour ses propres motifs égoïstes et son gain personnel, est le plus grand traître qui vit en ce pays. Cette lettre est écrite pour le salut de l'Amérique et des citoyens américains, pour le salut de mes deux enfants qui viennent après moi, et pour le salut de la justice commune et du droit envers l'humanité. »

D'un petit homme d'affaires : « Notre soi-disant système bancaire est une arme chargée de poudre par laquelle des voleurs organisés recueillent à intervalles réguliers deux fois la valeur de leurs prêts. L'or comme la monnaie est presque aussi désuet que le wampum (1). Les œufs, le beurre, les vêtements, l'acier et mille autres commodités restent la sans servir parce que les banquiers de l'Est thésaurisent l'or ou son équivalent. Pensez-y : un peuple affamé et mal vêtu, entouré de choses bonnes à manger et d'habits chauds qu'il

(1) Monnaie des Indiens algonquins.

ne peut acheter parce que certains parasites humains se sont avisés de cacher l'or. Combien de temps confierons-nous notre bien-être à un moyen d'échange si rare qu'il augmente de valeur chaque fois qu'on en retire de circulation une petite partie? Vous avez raison, « sinon déflation, alors révolution ». Je ne vois pas de secours immédiat pour l'industrie. Si les fermiers de ce pays ne peuvent être sauvés, veuille Dieu aider l'Amérique. Notre problème monétaire peut seulement se résoudre si l'on pense clairement : mais si les propriétaires de maisons perdent leur mise en Amérique, il sera difficile de convaincre les affamés que les grands moyens n'aideront pas. »

D'un boutiquier : « Il est impérieusement nécessaire que la politique soit mise de côté, que la capacité et le jugement soient utilisés pour résoudre les graves problèmes qui se posent devant le peuple américain. L'incertitude crée l'inquiétude, ôtant au peuple la foi dans ses représentants et son gouvernement. On ne devrait pas laisser cette inquiétude prendre de l'importance, car personne ne saurait dire comment cela finirait si un Hitler se levait et disait : « Marchons sur Washington au nombre d'un million, et obligeons les riches à partager avec les pauvres qui meurent de faim. »

. . . . . .

Du président d'une compagnie hypothécaire : « Les affaires en sont au point mort; elles sont paralysées. Tous les jours il se produit une révolte contre le gouvernement. On s'oppose par la force aux décrets des tribunaux. Les emprunteurs n'entendent pas être dépossédés de leurs fermes même s'ils sont obligés de recourir à la violence physique. La milice de cet État ne tirera pas si on la convoque pour réprimer ces désordres. Cette révolte se propage comme un feu de prairie. »

. . . . . .

D'un pasteur : « L'Ouest a été poussé au désespoir, et si l'Est ne s'éveille pas au péril, l'heure peut approcher où les grands États agricoles seront forcés de chercher le moyen d'améliorer la situation sans le Congrès. Pendant la guerre, on a

délibérément fait de l'inflation, puis on a fait de la déflation et on a laissé cette immense dette dans nos mains sans aucun moyen de satisfaire à nos obligations. Je suis un ministre de l'Évangile, mais je sais que tous ceux qui ont battu monnaie avec le sang de nos jeunes gens tués pendant la guerre devront restituer, et plus tôt ils le feront mieux cela vaudra pour eux, car si cette haine que l'on cultive à cause de l'injustice n'est pas corrigée, je crains que plusieurs de ces hommes ne perdent leur vie dans la conflagration qu'ils traitent en bagatelle. »

. . . . . .

D'un fermier : « Fermiers et citadins perdent leurs maisons par centaines, des meetings se tiennent, portes closes, et les citadins se joignent aux fermiers dans un soulèvement général. Si cela continue, tout le pays culbutera dans la ruine et la démolition. »

Citons enfin, entre plusieurs autres, une dernière lettre où se peignent les méthodes illégales auxquelles les paysans recourent déjà :

D'un législateur d'État : « Je vous ai dit, dans ma dernière lettre, qu'il y a des symptômes d'une révolte parmi les fermiers. Vous êtes probablement au courant du fait que non seulement dans l'Iowa, mais dans toutes les parties du Nebraska, les fermiers s'assemblent en nombre aux endroits où il y a des ventes hypothécaires de terres et de cheptel, et qu'elles ont été arrêtées. Dans les ventes hypothécaires de bestiaux, lorsqu'elles n'ont pas été arrêtées, il n'y a jamais eu qu'une seule enchère. Les vaches une fois vendues pour 10 cents par tête, les chevaux pour 50 et 75 cents, toutes ces pièces ont été rendues ensuite à la famille. Je suis tout à fait sûr, avec l'humeur de ces gens, que si l'on avait résisté cela aurait été désastreux pour la personne désireuse de continuer la vente. »

Et nunc erudimini...

RUSSEL OWEN.

(*Traduit par* AUGUSTE VIATTE.)

A TRAVERS LES REVUES

L'Église, l'Amérique et l'argent

Une fois de plus, le vrai visage de l'Église est odieusement mutilé et souillé. Tandis que les principales revues catholiques des États-Unis mènent contre le capitalisme actuel une campagne que les misères ne justifient que trop, voici que la revue *Europe* — qui nous avait habitués à plus de sérieux — publie un article dont le ton (quel que soit par ailleurs l'intérêt, peut-être contestable, des documents) est inqualifiable. Il est d'un certain M. Théodore Dreiser et s'intitule « L'Amérique tragique ».

Son premier mot : « Je dénonce le pouvoir de l'Église et l'usage qu'elle en fait, spécialement en Amérique. »

Voyons donc l'acte d'accusation. Il ne vise pas que le catholicisme, mais toutes les églises :

Les plus grandes firmes ne peuvent se vanter d'un prestige financier, social ou politique supérieur à celui des Églises catholique, méthodiste ou épiscopalienne. En 1928, par exemple, les dons et les revenus des fonds et des legs possédés par les vingt-cinq congrégations ci-dessus s'élevèrent à 532.368.714,80... Voilà la raison évidente pour laquelle l'Église (en y comprenant toutes les sectes) organise d'énormes services parlementaires et exerce une influence dominante sur l'éducation... Chaque année son influence grandit; les entreprises politiques et « éducatives » de l'Église catholique surtout apparaissent partout... Ses biens sont évalués à 837.271.000. La plus forte et la pire...

Et l'auteur montre comment de 1916 à 1926 la valeur des constructions religieuses s'éleva à 2.160.000.000, augmentant de 129 o/o. Les édifices religieux, il les estime (mais c'est comme le milliard des Congrégations!) à 3.800.000.000. Les dépenses réelles en 1926 auraient été de 13.500.000.000.

Tout cela au profit des parasites les plus sots, les plus rétrogrades,

les plus ignorants, au profit de leurs théories ineptes et de leurs objectifs de ruine spirituelle! Pour qu'ils puissent mener et dominer des imbéciles — ou plutôt pour que des imbéciles puissent mener des imbéciles.

Le genre anticlérical, on le voit, ne change guère d'un continent à l'autre. Mais ce ne sont pas simplement les milliards qui indiquent l'influence, c'est le nombre d'adhérents : 55 o/o de la population sont affiliés aux églises, dont 30 o/o à l'Église catholique — saluons au passage un éloge dont nous souhaitons qu'il soit vrai :

Il semble que les Catholiques, les plus réactionnaires, les plus abêtissants de tous, aient le rôle le plus efficace.

Cependant, voici qui, s'il était vrai, serait grave :

Le pays souffre d'un manque de foi, que tout le monde avoue.

La raison? L'influence de l'économie sur le développement spirituel :

L'Église elle-même, comme toutes les autres puissances, a abaissé et dégradé la vie spirituelle... a donné libre cours aux idéaux commerciaux... et a perdu de vue son but de nourriture spirituelle... On introduit, nous dit-on, dans l'Église la psychologie des entreprises commerciales. Ainsi, le Dr Harry Emerson Fosnick, à l'ouverture de la cathédrale de Riverside disait : « S'il nous fallait placer sur notre Église une enseigne lumineuse, je l'emprunterais à l'une de nos grandes compagnies d'électricité : « Service public, Lumière et Force. »

L'œuvre des missionnaires est, paraît-il, devenue une sinécure :

Quinze confessions consacrent annuellement 26 millions aux missions... et nos missionnaires sont assis aujourd'hui dans toute leur gloire... Les missionnaires d'autrefois portaient un message spirituel : aujourd'hui une de leurs fonctions capitales est d'apporter aux indigènes des « bénédictions » matérielles ou économiques.

Ce qui signifie l'accroissement du volume d'affaires de la métropole.

A en croire M. Dreiser, l'attitude de l'Église en face des maux économiques et sociaux serait négative. Le chômage, les vexations que subit le travailleur occupé, les immenses

injustices collectives et individuelles ne soulèveraient aucune réprobation.

Enfin l'auteur, après avoir essayé de montrer « les liens subtils qui unissent l'argent et la politique économique à la religion et au capital », conclut :

J'affirme qu'à la fin cette alliance de l'Église et du Capital amènera à coup sûr la chute de la religion, sous la forme sectaire et dogmatique qu'elle a aujourd'hui. Et j'ajouterai : bon débarras.

Et nous ajouterons : quelle sérénité, sinon même quelle bonne foi !

L'Église et le capitalisme américain

Il ne manque pas de saveur de mettre en regard de cette diatribe des textes catholiques.

Voici, dans *L'Information sociale*, hebdomadaire fort laïque cependant, une étude sur les tendances sociales aux États-Unis. Vient-elle confirmer M. Dreiser? Jugez-en :

Les Églises dénoncent, avec une véhémence chaque jour plus grande, le capitalisme et ses abus. L'Église catholique mène la campagne avec acharnement.

Avis à ceux qui trouvent l'Église de France trop compromise avec les socialistes et qui se figurent qu'à l'étranger par contre elle soutient les vieilles institutions comme on souhaiterait tant qu'on le fît en France. Au vrai, qu'il s'agisse de l'Allemagne ou des États-Unis, l'attitude de la hiérarchie est infiniment plus audacieuse ou, comme on dit, « avancée » qu'elle n'est ici. Ceci pour inculquer le sens de la relativité et du droit comparé à nos prophètes en chambre.

Donc, dans une importante revue qui s'intitule *The Catholic World*, le Rev. James Gillis, son directeur, écrit ces lignes qui sont la sagesse même :

Le bolchevisme pourra bien prendre le dessus sur le capitalisme aux États-Unis, *si le capitalisme n'apprend pas rapidement à coopérer avec toutes les autres forces qui travaillent présentement à la réalisation d'un ordre nouveau.*

Et ceci encore que nous avons dit ici même en d'autres termes et qu'on nous a assez reproché :

Mais après tout le christianisme n'a pas été fondé en vue de soutenir le système capitaliste, et le fait que le Pape fait une distinction entre catholiques et socialistes ne signifie pas que les catholiques soient liés pieds et poings liés, corps et âme, au présent système capitaliste.

En fait, continue le Père Gillis, le traitement que le capital inflige présentement au travail est pire que celui que l'homme fait subir à l'animal, et il faut dénoncer sans pitié ces prédicateurs catholiques « qui atténuent sans cesse, à moins qu'ils ne les passent toujours sous silence, les anathèmes que le Christ a jetés sur le mauvais riche ».

On pourrait citer bien d'autres textes de même allure, ceux du Rev. Wilfrid Parsons dans *America*, du Dr Joseph A. Porcelli, professeur à la *Fordham University*, etc... Ce dernier écrivait :

Si les magnats de l'industrie ne veulent pas concéder la justice sociale, il nous faudra bien obtenir le vote de lois qui contraindront ces gens-là à céder.

Libre à M. Dreiser de prétendre que l'Église d'Amérique se désintéresse des misères sociales. Les textes ci-dessus lui répondent.

LES LETTRES ET LES ARTS

P. HENRI-SIMON. *Deux confidences : E.-M. de Vogüé et Maurice Barrès.*

Deux vies. Deux attitudes. Une pensée qui a trouvé Dieu. Un poète, un dilettante de la politique, qui l'a peut-être cherché.

JEAN SOULAIROL. *Musique des saisons.*

Sur les vers de Maurice Brillant.

M.-D. FORESTIER, O.P. *Le 11 novembre.*

« Belle fête » certes, à condition d'en bien entendre le sens et la leçon.

DANIEL-ROPS. *Sur les peuples de l'Orient ancien.*

Le « Manuel d'archéologie orientale » du Dr Gontenau.

GERMAINE MAILLET. *Anthologies illustrées. Dessins de Manet.*

B. MOUTHIEZ. *Disques.*

DOCUMENTS

Le rôle de l'écrivain d'après Papini.

A travers les revues : Littérature russe.

Deux confidences :

E.-M. de Vogüé et Maurice Barrès

La mode est aux confidences littéraires : on ne se contente plus de mémoires, on veut les *carnets*, les *cahiers*, les journaux des hommes illustres. Le genre a ses inconvénients : le décousu, l'incohérence, l'hermétisme, ou au contraire, la banalité des notes quotidiennes, qui laissent souvent, dans leur concision et leur confusion, le lecteur incertain. Il a aussi ses avantages : la sincérité, la vie, le mouvement d'une pensée en marche, sans compter, pour l'historien, la valeur éminente des témoignages dépouillés. C'est justement Barrès qui l'écrit, au Ve tome de ses cahiers :

> Je ne suis plus de ceux qui protestent, si l'on publie les tiroirs des grands hommes de lettres. On n'arrive pas à diminuer leur excellence en les rattachant à l'humanité commune. Ce qui nous lasse des héros, c'est un commentaire théâtral, mais l'humble vérité rajeunit, revivifie leurs vertus.

Remercions donc M. Philippe Barrès de la dévotion scrupuleuse — on serait parfois tenté de dire : superstitieuse — avec laquelle il collige et publie les notes paternelles (1). Remercions aussi M. Félix de Vogüé, qui satisfait à son tour à la piété filiale et à la curiosité des lettrés,

(1) *Maurice Barrès.* Mes Cahiers, t. V. Paris, Plon, 1932.

en publiant le journal de son frère, le vicomte Eugène-Melchior (1).

I

Vogüé : non pas un grand écrivain, mais un bon ouvrier des lettres qui n'a pas eu toute sa justice. On a beau jeu, aujourd'hui, à lui reprocher de n'avoir pas aperçu, du premier coup d'œil, toute l'ampleur et toute la subtilité du génie russe : il vaudrait mieux, je pense, admirer qu'un premier contact l'eût déjà si bien renseigné, et lui savoir gré, pour reprendre une image d'André Gide, d'avoir apporté à la France, « sur le plateau d'argent de son éloquence, les clefs de fer de la littérature russe ». Car, c'est un fait : dans l'histoire de nos lettres modernes, le *Roman Russe* marque en 1886, après les *Lettres Anglaises* en 1734 et l'*Allemagne* en 1810, la troisième grande date de notre initiation à la pensée étrangère.

Et d'ailleurs, l'influence de cet ouvrage précédé d'une préface — manifeste où s'affirme, plus nettement encore que dans les *Essais de Psychologie contemporaine*, la réaction de l'idéalisme chrétien —, ne fut pas seulement littéraire, mais morale, et M. Louis Madelin n'exagérait pas quand, il y a quelques semaines, il écrivait dans l'*Echo de Paris* que Vogüé fut pour la jeunesse de 1890 un guide intellectuel et un maître suivi avec enthousiasme, avec fanatisme quelquefois.

Il n'empêche que les manuels d'histoire littéraire qui touchent aux lettres contemporaines, Lanson, Mornet, le Goffic, ou Lalou, expédient en quelques lignes, parfois en une humble note, l'auteur de tant d'études solides, élo-

(1) *Journal du Vicomte Eugène-Melchior de Vogüé*, 1877-83. Publié par Félix de Vogüé, les Cahiers Verts, Grasset, 1932.

quentes, considérables par leur densité propre et leur poids sur les esprits. Il y a là un procès de critique à réviser.

La publication du *Journal* aux Cahiers Verts commence peut-être la réparation. Il s'étend sur la période russe de la vie de Vogüé, de janvier 1877, date de son départ pour l'Ambassade de Saint-Pétersbourg où il devait occuper le poste de 3e secrétaire, jusqu'à janvier 1883, date de l'installation à Paris et des débuts de la vie exclusivement littéraire. Sur un point, nous sommes déçus : peu de notes touchent proprement aux lettres. On aurait aimé connaître au jour le jour les réactions de l'écrivain en présence des grands ouvrages qu'il découvrait et allait apporter à la France. Qu'il salue Tourguénieff, dès la première rencontre, du titre de « merveilleux génie », et qu'il soit déconcerté, un peu agacé même par l'agressive singularité de Dostoïevsky, cela ne nous apprend pas grand'chose : le très occidental et aristocratique auteur de *Pères et fils* avait tout pour plaire à un jeune Français un peu mélancolique et délicatement lettré ; au contraire, quoi qu'il fasse, même dans le *Roman Russe*, Vogüé ne s'acclimatera jamais tout à fait au monde âpre et crispé de l'*Idiot* et des *Karamazov*.

En fait, ce n'est pas l'historien des lettres, c'est l'historien tout court qui fait sa provende dans le *Journal*. On peut négliger les nombreuses notes consacrées par l'apprenti diplomate au Congrès de Berlin, à la question bulgare, ou à la question d'Égypte ; elles n'intéressent que les spécialistes, mais le témoignage sur la Russie et sur la France de 1880 est de première valeur.

Saint-Pétersbourg, en 1880, c'est une fête sur un volcan. Le nihilisme est déchaîné, les attentats se multiplient, le tsar n'ose plus quitter son palais ; il finira par être assassiné le 19 mars 1881.

La cour intrigue, hésite, s'accroche à un vieillard mourant, le chancelier Gortschakof. Et cependant, en cette atmosphère de catastrophe et de peur, le bal continue ; des fêtes, dignes des Mille et une Nuits, se succèdent. Le jeune vicomte les décrit d'une plume fine et grave, en ménageant les ombres qui approfondissent ces trop somptueux tableaux. L'assassinat du tsar, le désarroi de la cour, les intrigues ourdies sur le cadavre même, les funérailles dans le luxe et la peur, sont une belle page d'histoire où passe le souffle fatal qui fait crouler les Empires.

Marié à une jeune fille de l'aristocratie russe, Vogüé prend à cœur le sort de sa seconde patrie. Toutefois, l'étonnante tragédie de Saint-Pétersbourg ne détourne pas son regard du drame moins éclatant, mais non moins sérieux, qui se joue à Paris et dans toute la France. Curieux tournant de 1880 : la République, vacillante encore dans les institutions et les lois, s'enracine brusquement dans les esprits et les mœurs. Et ce n'est pas seulement la masse qui vient à elle, une importante fraction de l'élite sociale et intellectuelle se décide à l'accepter, à la soutenir. Le cas de Vogüé est plein de sens : ses traditions, ses amitiés l'attachent à la monarchie, mais c'est un esprit libre, lucide, non certes sans principes, mais sans préjugés, et résolu à vivre avec son temps, les yeux vers l'avenir. Une note écrite le 14 novembre 1877 au retour de Versailles, où il a assisté à une séance de la Chambre, pose exactement son problème. « Difficulté, dit-il, de trouver sa place entre ces deux mondes : celui du Passé, le mien, peuplé d'aveugles, de fous, celui de l'Avenir, trop mêlé de canailles et d'imprudents. » On a eu raison, à propos de cette attitude hésitante, suspendue entre deux dégoûts, de rappeler Vigny, cet autre aristocrate qui ne croit plus aux maîtres que ses aïeux ont servis, et qui se méfie encore des puissances nouvelles. Chez Vogüé,

la désillusion du passé est plus forte que la défiance du présent et ses convictions évoluent vers la République, le seul régime qui lui paraisse alors capable de fonder. « On fonde, écrit-il (décembre 1878), et pour quiconque sait accepter les évolutions déplaisantes, mais nécessaires, cela est bien... La génération actuelle a mis toute sa force à fonder quelque chose : qu'elle fonde seulement un gouvernement stable, régulier... »

Ses sympathies vont alors aux Républicains libéraux, tels que Jules Simon, Étienne Lamy ; il croit un moment à l'étoile de Gambetta. Il fallut les excès de la première offensive anticléricale de Jules Ferry et de Paul Bert pour rejeter dans l'opposition ce catholique traditionnaliste et retarder de quelque années son ralliement (1).

Mais le journal ne reflète pas seulement une crise de conscience politique. C'est son plus haut et son plus riche intérêt de nous laisser entrevoir la crise d'une vocation spirituelle, le déchirement d'une conscience sans illusions, partagée entre le sentiment douloureux de ses limites et l'appel obstiné de ses ambitions. Car Vogüé est ambitieux, sans vanité, sans petitesse, comme peut l'être un homme bien né, laborieux, énergique. Parfois, le bonheur, la facile sagesse, le tentent.

« Trois bonnes journées au chaud soleil, écrit-il après un court séjour dans le Midi, — dans le calme des marronniers... Il ne faut vivre ici que du passé et des plumes légères de la littérature, des parfums des lavandes sur la colline et des couleurs éclatantes des pierres blanches trouant le ciel bleu. »

Mais il n'est pas dans sa nature d'épuiser l'indulgence

(1) Une lettre de Vogüé à son ami Henri de Pontmartin, en date du 4 décembre 1887, montre qu'à cette époque le ralliement de Vogüé à l'idée républicaine est accompli.

C'est comme républicain qu'il entre au Parlement en 1893.

du monde. « Et pourtant, je pars, — conclut-il, — le repos n'étant pas ma loi. »

Le repos n'est pas la loi de ce chevalier qui se sent né pour servir. Mais comment servir? Ici se pose en termes clairs le conflit de l'Action et de l'Intelligence, et il faut encore évoquer le drame intérieur de Vigny. Comme Vigny s'éprenant d'un idéal militaire, Vogüé a confondu d'abord l'action et le mouvement, il a rêvé d'un grand avenir diplomatique et politique; comme lui, il viendra peu à peu à la conviction que les seuls actes qui comptent sont de l'ordre de la pensée, il s'orientera vers cette sorte de méditation active qui recherche le silence et l'apparente immobilité, non pour s'isoler dans un égoïsme, non pour se séparer des hommes, mais pour entendre la voix purifiée de leurs inquiétudes et pour inventer les idées qui les sauveront. Vogüé, qui a, comme tous les énergiques, le culte mélancolique des anniversaires, fait chaque fin d'année le bilan de ses services, et ne met à son actif que ce qu'il a pensé, ce qu'il a lu, ce qu'il a écrit. Tout le reste, agitation et vanité. Il rencontre les « souvenirs littéraires » de Maxime du Lassefi. « Une lecture qui comptera dans ma vie morale, dit-il. Plus tard que lui, hélas ! mais enfin comme lui, je commence à comprendre qu'il n'y a que les lettres indépendantes, que tout le reste est vanité, chimère troublante et desséchante. Nouvelles et furieuses envies de démissionner, de me consacrer sans arrière-pensée à la pensée... » (août 1881.)

L'année suivante (avril 1882), « décidé à travailler désormais dans la liberté et la vérité de la vie intérieure », il démissionne enfin. Il reçoit un Vendredi Saint la notification du décret qui le met en disponibilité.

Le même jour où est mort un Dieu, note le *Journal*, un homme est mort en moi, l'esclave des vanités de surface et des ambitions mesquines... De ce jour commence une grande épreuve et une nou-

velle vie, la vie sérieuse, laborieuse, intérieure, étayée sur mes seules forces morales : j'étais un enfant mené en laisse à un avenir sûr et borné, je suis un homme libre qui va vers l'inconnu. Ressuscite, pauvre mort, comme ton Dieu demain pour t'élever au ciel de l'Intelligence, demande à ce Dieu son souffle d'humanité, de charité, pour jeter comme lui aux hommes, avec ton sang, s'il le faut, une idée et un bienfait.

L'idéalisme, très authentiquement chrétien, de Vogüé, éclate dans ces lignes. S'il fut, dans les années suivantes, l'un des maîtres qui ont le plus contribué à rechristianiser les lettres, à ramener l'âme française au culte de ses traditions religieuses, ce ne fut point hasard ou surcroît, mais choix et volonté toute claire. Le journal nous donne le spectacle édifiant, gœthéen en quelque manière, d'une âme attentive à se connaître, à se juger, à se porter constamment à ses cimes, et cet effort, noble en soi, se purifie et s'exalte ici dans la lumière chrétienne, puisque la perfection poursuivie, dépassant le pur égoïsme, enveloppe l'amour des autres, le service des hommes.

II

Les lettres ne sont pas, aux yeux de Vogüé, une valeur absolue, une fin, mais un instrument de perfectionnement intérieur et une arme de civilisation. Au fond, il a plus le culte des idées que celui des lettres, et sa vocation d'écrivain est une vocation spirituelle. C'est en ce sens que M. Félix de Vogüé a raison d'écrire que la préoccupation dominante de son frère ne fut pas la littérature, mais la politique.

On pourrait le dire aussi, dans un sens un peu différent, de Maurice Barrès. Chez celui-ci, la politique est moins encore une préoccupation qu'un goût, et non pas, comprenons-le bien, la politique théorique, la méditation sur

la cité temporelle, mais la politique active, concrète, l'action sur l'opinion, le jeu parlementaire. Et d'autre part, les lettres lui sont moins le moyen d'expression et de propagande d'une pensée politique, qu'un repos, une évasion dans le rêve, un bain de poésie après les poussières de l'arène.

La place, les motifs, la nature de la passion politique dans la vie intérieure de Barrès, c'est d'abord ce que précise le tome V des Cahiers ; il s'étend sur la période 1906-1907 ; on y voit l'ancien député de Nancy rentrer de nouveau au Palais-Bourbon, député de Paris, après une absence de treize ans ; on y trouve l'authentique portrait de Barrès parlementaire. — « J'ai la passion de la Chambre, avoue-t-il. C'est une passion qui m'a coûté cher : Argent. Perte de temps. Apretés. Je ne le regrette pas, j'y trouve de l'émotion, *un profond isolement sur le sommet des vagues.* » Telle est, je pense, la première impulsion de la vocation parlementaire de Barrès ; il y a le goût du beau spectacle, l'émotion de collaborer à l'histoire (« Je me plais à voir l'histoire, à me dire : Ces événements-ci, ces personnes-là, quand tout sera mort, se referont d'une certaine manière... »), il y a aussi, pour ne rien omettre, un sentiment de haute solitude en ce tumulte que son intelligence domine et juge. (« Je n'aime pas de connaître beaucoup de monde à la Chambre, j'aime d'y être solitaire... ») *L'isolement au sommet des vagues*, l'image est belle et définitive, elle symbolise une attitude où la curiosité de la grandeur, une forme hautaine de dilettantisme et un romantique orgueil s'impliquent étroitement.

« Ce sont de grands ballets barbares », dit encore Barrès à propos des débats parlementaires, et de la cime où il les écoute, les voix confuses de l'assemblée lui sont une musique. Ballets, musique, c'est encore le poète qui parle

et qui conclut : « Cela élève nos âmes, et nous inspire les pensées les plus sérieuses et les plus profondes. »

Il semble donc qu'à la Chambre, Barrès cherche d'abord un nouveau champ d'émotion et d'idées, un tremplin pour le rêve, un élargissement de poésie. Mais évitons, avec les êtres compliqués, de nous en tenir aux vues simples : il y cherche ce que je viens de dire, mais aussi tout le contraire, j'entends une défense contre la poésie. Dans ses précédents *Cahiers*, il aime à évoquer l'antinomie de son moi qu'il exprime par l'antithèse *Orient* et *Lorraine*. Orient — dilettantisme, pessimisme, nihilisme même; inquiétante alliance d'Amour et de Mort; trouble parfum des lourdes fleurs cueillies sur les tombes. Lorraine — nationalisme, rattachement aux traditions, goût de l'autorité, santé, bon sens, énergie. Henri Massis a fort bien souligné, dans *Évocation*, comment cette vigueur intellectuelle et morale — moins lorraine peut-être que bourgeoise — corrige l'excès, l'exaspération systématique de la nervosité, tandis que chez un disciple trop convaincu, chez un Charles Demange, en qui le contrepoids de l'action ne joue pas, le *culte du moi* aboutit normalement à la neurasthénie et au suicide. Eh bien! c'est en ce sens que la passion politique paraît être une défense vitale chez Barrès. Écoutons cette jolie note :

Mme de Régnier raconte que, par un ciel lumineux et doux de Touraine, elle regarde longuement voler les oiseaux; elle écoute leurs chansons, elle aime leurs pépiements et leurs cris. Elle les aime tous depuis l'hirondelle noire et blanche qui trace peut-être dans les ciels d'été, du bout de son aile aiguë, des vers invisibles et que nul ne lit, sauf les poètes qui sont souvent un peu sorciers.

Les choses ont bien des aspects. Je puis lire cette écriture-là. Mais les élus tracent aussi des budgets, des rapports. Et moi qui pourrais lire ce que lisent les poètes, je m'oblige à lire le reste. *J'y trouve une virilité, un plaisir sévère.*

Et ailleurs il avoue :

Il y a une dignité qui est en moi, mais qui ne vient pas de moi. Elle me vient de mon collège électoral. Ce serait une vaine gloire de m'en glorifier comme d'un avantage ou d'un talent que je n'aurais pas reçu du dehors.

Ce n'est donc pas seulement un amusement et un élargissement de la sensibilité, c'est « un plaisir sévère », c'est une « défaite », c'est une discipline et un ascétisme que Barrès demande à l'action politique. Mais ce n'est pas tout, et d'elle il attend encore un contact d'humanité. « Que je sois à la Chambre, dit-il, comme un *amateur d'âmes* », et le voici penché à découvrir le secret des êtres qui parlent et s'agitent devant lui. Le *Cahier* de la Chambre contient ainsi une galerie de portraits du plus haut intérêt historique et psychologique. Chose curieuse, ces notes intimes ne rappellent que rarement la manière hautaine et cruelle de *Leurs Figures* ; le regard s'est humanisé, il perce autant et déchire moins ; ce n'est plus le Saint-Simon de la République, la curiosité du moraliste l'emporte sur les passions du partisan. Et encore ne suffit-il point de parler de curiosité : il faut y sentir aussi le besoin de sympathiser à toutes les hautes pensées, à toutes les passions nobles, de quelque côté de l'hémicycle qu'elles se lèvent.

Voici Briand,

... grand avocat d'affaires bien supérieur au théâtral Viviani, à l'insolent Clemenceau. Il recherche la justesse et la mesure. C'est un faiseur de calme. Il s'avance lentement et passe les responsabilités à son adversaire qu'il plaint et diminue...

... M. Briand est un esprit extrêmement délié, un faiseur de lumière, un homme poli à la tribune, et ses adversaires étonnés, heureux de n'être pas injuriés, le trouvent persuasif.

Il n'écrit pas, ne prépare pas.

Il ne construit même pas son discours. Il écoute ses amis, les journaux, il réplique, réfléchit, se fait un immense arsenal, puis il monte à la tribune.

« Briand, — dit-il encore — une intelligence en otage. Pauvre esclave, j'entends la belle musique de l'intelligence quand il veut leur plaire. »

Voici Albert de Mun :

Celui qui n'a pas entendu Albert de Mun à la tribune ignorera toujours le chant, la flamme d'une âme éblouie de servir son Dieu, d'une âme préparée, à la fois, dans les grâces mondaines, et, le matin même, à la table de l'Eucharistie.

A la tribune il me pénètre de sérieux par la noblesse de son attitude, l'élévation de sa pensée, son émotion. Aucun pédantisme, et même jusqu'à manquer de poids. Aucun pédantisme à l'inverse de tous les autres, pour nourrir son discours, car il a des forces vraies de sentiment, une sensibilité inépuisable, la sensibilité chrétienne.

Chez un de Mun, l'aristocrate, l'homme du monde est aussi vivant, on serait tenté de dire aussi essentiel que le chrétien :

... Marquer son défaut mondain, ou mon défaut plébéien. Quand il a quitté la tribune, il redevient souriant, gracieux, repousse l'éloge, ne veut pas être ému, reprend l'uniforme du [cuirassier]. Comme s'il quittait le piano ou venait de jouer la comédie de salon. *J'aime mieux le monstre Jaurès qui de retour à sa place fume encore.*

Le « monstre Jaurès » exerce une fascination secrète sur Barrès. Le voici « avec une jaquette infâme de misère, noire, graisseuse, tordue, boutons qui pendent, cravate de quatre sous qui fut bleue et qui n'a plus que sa corde, mais la figure rayonnante d'euphorie... ». C'est que Jaurès croit à sa cause, et la vit au sanctuaire de son esprit et de son cœur. « Mi-poète, mi-philosophe, il donne à la politique la portée d'une philosophie. » Il parle :

Vous croyez qu'il s'agit de la Chambre, de la querelle des partis ? Non pas, il vous apporte le chant de sa solitude du matin, le chant de ses lectures, sa philosophie, bien mieux, sa poésie.

Sa récompense, c'est qu'il élève le débat. Or c'est là, selon Barrès, l'essentiel de l'éloquence :

La marque d'un orateur selon mon gré, c'est de hausser le débat. Non pas d'apporter une harangue académique, mais de savoir ce qui est la question et sans la lâcher de partir du terrain de tous pour élever la journée. A ces moments-là, si je n'étais timide, etc., etc..., je pourrais entrer dans la conversation. Voilà les orateurs que j'aime.

Cette sympathie pour les orateurs qui spiritualisent la politique inspire à Barrès une préférence secrète pour de Mun, Pelletan et Jaurès — « trois hommes que je puis rejoindre dans cette forêt, trois hommes avec qui je puis me servir de ma sincérité ». Cela ne va pas sans malaise : ils sont des adversaires, ils vivent d'une autre mystique; ils ont des petitesses — chez de Mun la fatuité, chez Jaurès « un épais verbalisme du Midi, de la pensée à la grosse », sans compter le pédantisme, le tic du professeur qui, de la tribune, parle encore à la classe. « Si l'on cause, il s'arrête. Huissier, il y a une mouche qui vole, vous me copierez cent lignes. »

Avec tout cela, note le *Journal*, je les aime, je les admire, je goûte leur supériorité... Je ne suis pas un traître, et s'il le fallait, contre eux, je ferais mon devoir. Mais je constate que s'ils sont attaqués d'une certaine manière, si l'on veut les avilir, je proteste... Je constate que j'écoute ce qu'ils disent, que je deviens sérieux et le prends au sérieux. C'est qu'ils ont le secret d'élever toujours la question. C'est qu'ils ont une sensibilité.

Et Barrès conte cette jolie anecdote :

J'entre à la bibliothèque. Je vais m'asseoir à une vaste table ovale. Il y a trente places et six personnes assises. L'une d'elles est Jaurès. Il lève sa grosse figure congestionnée, à peine si nous nous saluons d'une vague inclinaison, encore est-elle de moi et plutôt circulaire. Il se remet au travail. Tout d'un coup : « Vous n'irez pas à Venise, un de ces jours, monsieur Barrès? » Il continue : « Cette année, pourtant, je voudrais voir ce qu'il y a dans Florence, dans Rome...

Mille francs, cela suffirait-il pour trois semaines?... Je voudrais aller en Grèce, le voyage en Grèce est-il coûteux? » Ce petit ton de jeune homme, d'étudiant chez un esprit qui peut se croire si grand, qui occupe tant de place, me touche, me le rend respectable et même sympathique.

Ce n'est pas un comédien, en dépit de son genre de talent.

S'il est une forme exquise de culture qu'on soit en droit d'appeler un humanisme, c'est celle, je pense, qui transparaît en ce court dialogue, car voici que s'humanisent les rapports sociaux et jusqu'aux passions civiques. Ah! cette trêve de deux adversaires aux cimes du rêve et de la pensée, ce n'est pas le tutoîment, la basse camaraderie, on serait tenté de dire la complicité grossière des couloirs, c'est la rencontre de deux esprits assez forts pour avoir compris la complexité des choses, et assez larges pour se pardonner.

Ce qui, dans l'homme politique, intéresse Barrès, c'est moins le fond de la doctrine que la qualité de l'âme. Esprit, éloquence, politesse, qu'importe? c'est l'accessoire. L'essentiel, ce n'est même pas l'élévation des idées, c'est la hauteur des sentiments. Avec un pareil critérium, dans un milieu où l'intérêt, la vanité et l'hypocrisie tiennent les ficelles, comment ne serait-on pas un juge sévère? Sévère, Barrès l'est sans doute pour le Parlement; mais non point dédaigneux; et c'est même une surprise de la lecture des *Cahiers* de trouver, dans l'intimité de sa pensée, hésitant et charitable cet homme dont l'attitude était distance et raideur. Sa haute discipline intellectuelle lui livre un secret d'indulgence; la curiosité et la rigueur de son esprit finissent par l'incliner à la sympathie; car on hait moins quand on comprend mieux. Au-dessus de cette masse confuse de six cents personnalités pour la plupart médiocres, il goûte « un plaisir d'amertume, mais aussi un plaisir de noblesse, car d'une autre manière, il n'y a pas

tant de canailles, *il y a de l'humanité chez tous* ». Et puis, cet hémicycle, cet éventail humain, ce tumultueux microcosme, c'est tout de même la France en raccourci.

Je ne me lasse pas du plaisir d'être plongé au milieu de ces échantillons excellents de la France. Je ne me lasse pas de voir, d'écouter le paysan Marc Mathis, etc., tous si vivants, des chefs. Je ne dis pas qu'il faut les admirer, les estimer, ni même s'étonner devant, mais craignez tout de même de méconnaître cette collection unique et qui vous donne un incomparable moyen d'étudier la race française en 1906 et l'esprit politique français.

Quand je me dis que c'est ici la France, j'hésite avant de blâmer, avant d'exprimer, de formuler ce qui me paraît blâmable. Je me dis que je suis une partie qui veut juger le tout. « Au lieu de les voir répréhensibles, je les regarde comme mystérieux. »

Cette noblesse d'imagination qui, sans illusion sur les petitesses, voit cependant les choses et les êtres par leur côté de grandeur ou de mystère, n'est-ce point, tout compte fait, la plus sûre et la plus durable leçon de Barrès? Le voici en séance; ne croyez pas qu'il ignore le jeu, les basses ficelles; mais il voit aussi le conflit des principes, le combat des anges, et le spectacle prend un sens religieux :

Qu'est-ce qui nous émeut à la Chambre? Sans doute, c'est un endroit théâtral et artificiel... Sans doute, c'est un endroit très bas... Mais c'est aussi le lieu de la lutte entre le catholicisme et l'irréligion. Jaurès, Mun... Mais c'est aussi l'endroit où l'on est agité par les sentiments les plus nobles, le combat des opinions.

Et ailleurs :

Si je me plais dans cette salle malsaine, ce n'est pas à cause de son pittoresque bien monotone, vite épuisé, c'est pour sa gravité, son sérieux, son tragique d'âme. On y résout des problèmes religieux...

Deux religions animent ces hommes, voltigent (comme les divinités homériques) au-dessus de ces combattants. L'une est la catholique et l'autre, l'anti-catholique.

L'anticatholique, c'est le Socialisme. Le Socialisme, c'est la divination du bonheur terrestre, matériel, « l'antique épicurisme, le monde, la vie couronnée de roses ». Mais, note finement Barrès, « à ce courant épicurien éternel se mêle un courant chrétien, aimer les pauvres, dont il n'y a pas trace chez Épicure ». Dès lors, est-il exact de dire que la politique française est faite du conflit de deux religions? « Peut-être n'y en a-t-il qu'une. Ces socialistes, leurs croyances ne leur viennent-elles pas de leurs souvenirs? Hors du Christianisme, ils suivent encore la pente du Christianisme (Taine). » Et il conclut que la solution serait « de donner un sens au catholicisme », de chercher dans le catholicisme la synthèse des idées, des énergies politiques.

III

Le *Cahier* de la Chambre ne précise pas seulement l'attitude de Barrès devant la vie parlementaire, il éclaire plusieurs aspects de sa pensée politique, morale et religieuse. Sur ce point, ce nouveau chapitre de confessions confirme l'impression que laissaient les précédents *Cahiers* : il accuse la tension, la raideur même d'un esprit qui a choisi ses certitudes et s'y maintient le plus souvent par un acte de volonté.

Le tempérament lyrique de Barrès l'eût voué aux attitudes extrêmes, héroïques; et cependant, il siège au centre, au Marais, dans les partis de mesure, de raison, et presque de gouvernement; il échappe au poème, il se soumet, il se résigne aux lois de la vie :

Ni Mun. Ni Jaurès. Le triste centre.

Depuis ma place, je regarde ces bancs socialistes, je m'abandonne à un poème. Mais il y a la raison.

... Il s'agit de reconnaître les règles de la vie. Il ne s'agit pas de s'accorder avec les étoiles. Voilà l'écrasement, l'humiliation.

... J'aimerais mieux ce Mun, j'aimerais mieux ce Jaurès, mais il faut se résigner à l'ordre.

Se résigner au centre, s'humilier au centre, avec l'humanité moyenne qui ne veut que dormir, manger, multiplier.

Il ne faut pas aimer trop ses idées, ses enthousiasmes. (C'est un défaut précisé par saint Bernard et Bossuet.)

Il y a trois fées, précise encore Barrès : *ce qui fut* (la droite), *ce qui sera* (la gauche), *ce qui est* (le centre). Il opte pour ce qui est ; le poète s'attache par choix, par volonté, au réalisme.

Mais — se console-t-il — dans ce réalisme, il y a un lyrisme par l'ardent amour de la vérité. Il faut travailler jusqu'à ce qu'on ait trouvé cette ardente humiliation pascalienne, chrétienne : « Les nécessités nous viennent de Dieu.

On ne saurait contester la valeur morale de cette acceptation, de cette exaltation de l'ordre. Ne croyons pas trop que les vrais héros soient ceux qui, d'un haut promontoire, clament les droits de l'absolu, quand les pilotes, ployés sur le gouvernail, se mesurent et transigent avec la tempête : Barrès comprend qu'on peut être courageux en cédant, sage en carguant la voile, héroïque en administrant. Nos corps sont esclaves de l'Univers, le tout est que notre pensée le domine : stoïques, acceptons la Loi ; chrétiens, résignons-nous en Dieu.

Mais on est ici à un faîte de pensée : c'est dire qu'il est malaisé de s'y tenir droit. Du réalisme, qui est la santé de l'intelligence, au naturalisme, qui est son hérésie essentielle, la chute est facile. Se soumettre à la nécessité au nom de l'ordre est vertu. Mais, avant même de savoir si elle peut être vaincue, diviniser la fatalité physique ou sociale, concevoir l'ordre comme un équilibre de forces et non comme une harmonie de principes, tenir cet équilibre pour la fin suprême en préférant, avec Gœthe, l'injustice au désordre, c'est pécher contre l'esprit, immobiliser

le mal et s'opposer au Royaume de Dieu. Barrès prend parti pour le réel, et il a raison, mais il le divinise, il en fait l'absolu, le principe; et alors, chrétiens, il nous déçoit et nous effraie.

Nous touchons ici à la fissure d'une belle et noble intelligence; les livres nous la laissaient deviner, mais les *Cahiers* nous en révèlent l'attristante profondeur. Le fond de la pensée est scepticisme, *relativisme* au sens le plus précis du mot : Barrès ne croit pas que certaines idées, certains principes aient une valeur en soi. Sur ce point, on ne saurait oublier que son intelligence a été formée par des philosophes déterministes qui l'ont persuadé que l'absolu c'est le réel, l'*organique*. Telle fut la leçon de Taine, telle la leçon de Gœthe, telle la leçon du physiologiste Jules Soury dont le nom revient si fréquemment dans les *Cahiers*. Il n'y a pas une vérité, mais des vérités. « Votre Droit, l'étude de la nature m'a montré ce mot nul. Le dix-huitième siècle continue le scolastique, le maniement du verbalisme » (tome II, p. 51) (1). « Dans l'ordre des faits, ce que nous appelons le Droit et la Jus-

(1) V. aussi, dans ce même t. II, p. 150, une étonnante lettre de Jules de Gaultier à Barrès pour le féliciter de son attitude au procès de Rennes : « Vous savez qu'il n'y a au monde que des états de tempérament,... que les choses les plus sacrées ne sont que les représentations de cette unique réalité située dans les profondeurs de l'organisme. *Votre pensée repose sur cette base irréligieuse et scientifique, et en possession de ce savoir, vous attachez l'importance qu'il faut à ces réalités ethniques et physiologiques en dehors desquelles rien n'est.* Quel abîme intellectuel entre cette attitude et celle des esprits religieux — universitaires, anarchistes, protestants, gens de lettres et savants, qui s'estiment libres et progressifs! qui croient en des substances rationnelles, justice en soi, vérité en soi, devant lesquelles ils se prosternent, pleins de foi et de soffrse, dont ils ignorent qu'elles sont les *fictions au moyen desquelles les réalités physiologiques fortes s'imposent aux réalités physiologiques faibles.* » Barrès reçoit cette lettre avec une grande joie. « C'est, note-t-il, la première lettre de cette élévation, la première récompense de ma nouvelle étape »

tice n'existent pas ; tout au long de l'histoire, il y a la Force qui se développe sans autre règle qu'elle-même... L'humanité tiendrait pour un ennemi public celui qui voudrait qu'une injustice qui est devenue la condition de si excellentes choses n'eût pas lieu » (t. II, p. 58). Plutôt qu'un enseignement humaniste, il songe à faire donner à son fils un enseignement agricole, car il ne croit pas aux « vérités générales » de l'antiquité. « Comme vérité générale je préférerais qu'on étudiât la *Métamorphose des plantes* de Gœthe » (t. II, p. 43). Toujours ce même souci de rattacher l'homme au sol, d'identifier l'humain à l'organique, l'évolution des sociétés au développement du végétal ; toujours l'*arbre de Monsieur Taine*.

J'entends que les dernières citations, empruntées au tome II des *Cahiers*, remontent à l'année 1898 environ, c'est-à-dire à l'époque de la mystique anti-dreyfusienne : il se peut qu'à cette date les passions partisanes forcent les affirmations. Mais n'est-ce point ici la direction maîtresse de la pensée ? On entend encore, dans le *Cahier* de la Chambre, des échos de la même voix. « Égale vanité de tous les principes devant la raison », y est-il écrit ; et l'homme d'action, on serait tenté de dire l'amateur d'action, ajoute : « nécessité de se soumettre à des principes si l'on veut agir ». Toutes les attitudes, dès lors qu'elles sont intelligentes, sont acceptables. « J'écoute Pelletan ou un autre. Bien qu'ils disent le contraire de ce que je fais profession de penser et des choses que je sais raisonner, je reconnais qu'ils parlent intelligemment. Il faudrait que je m'abstienne ou que je me décide par caprice, si je n'avais pas à décider d'après ma circonscription. » Heureusement, il y a la circonscription, le groupe organique dont on est le représentant, dont les intérêts priment et commandent.

Si je cherche l'absolue sincérité, l'absolue vérité, si je cherche ce

qui est juste sans ajouter « juste pour qui », quelle perpétuelle indécision ! Il me faut des partis pris.

... Je suis d'une nation de soldats de fortune. Je dois accepter les lois de ma circonscription. Me soumettre aux lois, aux réalités de ma circonscription. Il ne s'agit pas d'en chercher le bien-fondé.

« Se soumettre aux réalités » — physiques et sociales — sans « chercher le bien-fondé » ; servir ce qui est juste et vrai pour un groupe, c'est-à-dire conforme à ses besoins organiques, est-ce donc le dernier mot de Barrès? De cette action volontaire, choisie, incertaine, de cette action d'avocat qui plaide tel intérêt que les circonstances, et non ses convictions, lui font une obligation de défendre, une intelligence aussi haute et aussi noble se peut-elle vraiment satisfaire? Ah ! j'aime mieux lire la phrase qui suit et corrige :

Mais je ne serai heureux que si, au lieu d'être ce soldat de fortune je puis être un soldat international, si je puis me battre pour mes façons de sentir éternelles.

Un soldat national, qui, au-dessus d'un intérêt de circonscription, au-dessus de la vérité du quartier des Halles, découvre et sert la vérité française — et pourquoi pas un soldat humain qui, plus haut encore, aperçoit et salue le Juste et le Vrai?

Si l'on n'est acteur ou aventurier — et certes Barrès n'était ni l'un ni l'autre —, on ne se bat bien que pour « des façons de sentir éternelles ». Il excédrait les limites de cette étude de mesurer jusqu'à quel point il les a jamais trouvées ; en 1907, il semble qu'elles lui échappent encore. Les *Cahiers* disent souvent sa lassitude, son dégoût. « Je ne suis pas satisfait de ma conduite politique », écrit-il, et il songe à revenir à l'*Imitation* ou du moins à l'*Homme libre*, « amour pour la vie intérieure, remettre son cœur à la résignation dans la solitude, retirer son cœur ».

C'est alors que le regret et l'appel de la foi murmurent

au fond de l'âme. « Quarante-cinq ans, c'est l'âge de faire notre conversion. Oui, le catholicisme encadrait, soulevait la vie. » Le plus souvent, le besoin religieux est, chez Barrès, de nature esthétique :

Que veux-je dire, avec exactitude?

Simplement que la religion catholique est le poème qui me satisfait le plus, où je trouve le mieux exprimé ce que je sens et qui éveille en moi les plus riches sons. Elle résonne d'accord avec moi et beaucoup plus richement que moi. Elle me formule et m'éveille.

Mais à des instants plus sérieux de sa pensée, Barrès dépasse ce stade imparfait, il conçoit les conditions d'une vie religieuse authentique :

Catholicisme. — Il faut demander le secret religieux à Pascal et non à Chateaubriand.

Il ne suffit pas de garder la construction, la forme esthétique; il faut aller à la source, aux puissances du cœur. Nos facultés aimantes, telles que les modèle le catholicisme.

Le catholicisme, c'est avant tout une certaine vie intérieure. Pascal, plus que Chateaubriand.

Appétit d'une discipline intérieure qui encadre et soulève; accord d'une sensibilité de poète et d'une idée religieuse; sens correct de la vie spirituelle, et, peut-on ajouter, à cette époque où il travaille à la *Colline Inspirée*, curiosité de la vie mystique, tout pousse alors Barrès vers le porche de l'Église, qu'il souhaite de franchir et devant lequel, pourtant, il hésite. Il comprend bien que le modèle serait Pascal, « mais, écrit-il, je l'avoue à ma honte, je ne goûte de Pascal que le ton ». On peut, je pense, élargir l'aveu, et dire qu'il ne goûta jamais du Catholicisme que le ton : l'accord conclu sur le plan des sentiments esthétiques et moraux ne s'étendit pas aux idées; Barrès ne put entrer, ne disons pas dans l'âme, précisons : dans la pensée de l'Église.

Pourquoi cette incompatibilité? Nous franchissons ici

le cercle incertain des hypothèses psychologiques, mais il en est une, que la lecture des *Cahiers*, et en particulier du tome V, suggère et autorise. Les notes intimes de Barrès soulignent, avons-nous dit, le relativisme essentiel de sa philosophie ; à proprement parler, il n'a pas le sentiment de l'universel et de l'absolu. Or, je ne pense pas qu'il soit un état d'esprit plus nettement incompatible avec la pensée catholique, la plus attachée qui soit aux notions de transcendance, de substance et de dogme, la plus ambitieuse d'atteindre aux choses en soi, de dépasser le particulier et de s'installer dans l'Univers. Il y a, dans le dernier *Cahier*, une note curieuse. Barrès écrit : « J'aime dans la religion catholique une religion qui accepte, qui ne va pas jusqu'au bout de la Justice. » Il est vrai que l'Église, qui doit vivre et durer parmi des sociétés humaines, accepte leurs imperfections et transige avec leurs erreurs. C'est sa limite du côté de l'homme, c'est sa faiblesse, son péril, et, dans la mesure où elle peut pécher, la source ordinaire de ses fautes ; mais son inspiration profonde et divine est de vouloir la justice absolue, d'aider constamment l'homme à l'approcher, et elle n'admet de délai, elle ne tolère une injustice que pour éviter un mal plus grand. Il est curieux que Barrès regarde et admire la pensée catholique précisément par ses frontières sur le relatif et ses transactions avec le siècle, non par son ouverture sur l'universel et son intransigeance fondamentale. De même, quand il déclare à la tribune de la Chambre, le 21 décembre 1905 : « Je rejoins et je défends le catholicisme menacé, parce que je suis patriote, au nom de l'intérêt national », il envisage une religion dont c'est le propre de se poser comme universelle sous le biais d'un particularisme national, c'est dire qu'il se met en dehors de sa définition.

Il y aurait encore plusieurs questions à poser à propos

des derniers *Cahiers* de Barrès. On aimerait à préciser le sens psychologique exact de sa méditation sur la Lorraine. Tantôt il écrit qu'en se doublant de la Lorraine et de la France, il a cherché « un immense accroissement » de sa personnalité ; tantôt il déclare : « Ce que j'appelle Lorraine, ce que je décris sous le nom de Lorraine, n'est peut-être qu'un sentiment très vil de mes limites. J'ai reconnu le vieil arbre lorrain comme le poteau où la chaîne me rive. » Accroissement ou limitation, les termes semblent se contredire ; peut-être la conciliation est-elle possible ; peut-être aussi — on en a quelquefois l'impression en lisant les *Cahiers* — la Lorraine fut-elle dans la pensée de Barrès un artifice, un faux problème autour duquel son esprit tourne et retourne avec plus d'ingéniosité que de profit. On aimerait aussi à creuser les causes et la nature d'un pessimisme qui passe, parmi ces notes, comme un grand souffle qui soulève la poussière des analyses et des idéologies :

> J'ai pour ma part assez entendu le vent du soir gémir et se souvenir. Je veux dormir. Assez souvent le matin, hardi d'être jeune, j'ai cru que l'univers s'ouvrait, que le spectacle commençait et que j'y ferais voir des scènes inédites. Je ne veux même plus qu'on me dise ce qu'il y a sur l'affiche. Je suis rassasié, j'accours, je rentre chez moi, et je dis au passé, comme au futur : Tais-toi.

Mais sans doute faut-il attendre la suite et la fin des Cahiers pour poser dans leur ensemble les problèmes barrésiens. Il ne fallait ici que souligner les corrections ou les compléments que la dernière publication apporte à notre image et à notre idée de Barrès. On traduirait assez bien l'impression un peu complexe qui s'en dégage en disant qu'à travers ces nouvelles confidences la personne apparaît plus sympathique et la pensée plus trouble et moins sûre.

P. Henri Simon.

NOTES ET RÉFLEXIONS

Musique des saisons

D'Alfred de Vigny à M. Paul Valéry, en passant par Leconte de Lisle et par Stéphane Mallarmé, un courant de pessimisme circule depuis un siècle à travers la poésie française. Si je ne nomme pas le grand et douloureux Baudelaire, qui est pourtant de la même lignée, c'est qu'il y a chez lui, malgré tout, un élément vainqueur, qui redonne son sens à l'univers, un optimisme qui emporte son désespoir même jusque dans le Paradis, et c'est l'élément catholique. Hors de là, toute cette poésie pourrait porter en épigraphe la cadence fameuse de Barrès : « De quelque côté qu'on l'envisage, Philippe, la vie est un tumulte insensé. »

Voilà le temps où apparaît Maurice Brillant. Et ses romans, *Les années d'apprentissage de Sylvain Briollet*, *L'amour sur les tréteaux ou la fidélité punie*, semblent ne chanter que la joie de vivre au milieu de paysages mesurés. Ses pages de critique, si fines, si déliées, apparaissent le plus souvent comme un jeu gratuit. Enfin, son dernier album de poëmes, *Musique des Saisons*, s'ouvre sur d'enivrantes strophes qui ajoutent, si je puis dire, à la beauté du monde terrestre :

Éblouissant l'aurore,
Debout sur le mont tiède et floconneux qui dort,
Fondue au ciel en un voluptueux accord,
Une joie nouveau-née défait ses cheveux d'or.

Musique de clarté,
Une flûte de Pan a tout à coup chanté,
Au loin sur d'invisibles lèvres exaltée.
Tous les étangs se sont glacés de rose,
Des pétales légers sur les vagues se posent,
Les violettes de la mer Tyrrhénienne sont écloses.

Mais, dans le même rythme essentiel où s'inscrivait la joie, voici l'ombre qui se glisse, « l'angoisse de vivre »... La jeune Koré qui se levait au premier chant parmi les fleurs terrestres a trop vite vu qu'elles se fanent :

... Les barques du plaisir s'éloignent de la grève,
Les dames de folie tournoient.
Oh! la fallacieuse joie,
Où des larmes mouillent le rêve,
Où tremble sans repos un invisible effroi...

Le sage voudrait fuir tant d'illusions vaines et décevantes :

Et la mélancolie des masques...
... Et le prestige en fleurs du tremblant univers.

Mais il est pris dans la ronde folle :

O ma tristesse aux yeux épouvantés,
Tristesse qui pleurez lorsque sourit l'été,
Pensiez-vous écarter
La danse autour du parc et la vie importune?...

En vain, il priera l'été :

... Été divin, qui avez renoncé
Au mirage qu'un éphémère veut poursuivre,
O jeune dieu, laissez
Tout notre pauvre effort humain glisser
Dans la musique de silence qui délivre
Et, dédaignant le bruit vain des pensées,
Nous affranchit enfin de l'angoisse de vivre.

Il faut attendre l'heure où « la barque d'or qui chantait sur les eaux », pareille autrefois aux nefs précieuses que peignit Antoine Watteau dans « l'Embarquement pour Cythère » ou aux vaisseaux vagabonds de l'immortelle « Invitation au Voyage », il faut attendre cette heure, où, ayant épuisé ses rêves et ses souvenirs,

La barque aux remous balancée
S'endort et meurt.

Sur ces deux vers se termine *Musique des Saisons*. Je tiens ce livre, avec la *Cantilène pour une jeune sainte*, avec *Musique sacrée, Musique profane*, pour le sommet de l'œuvre de Brillant. Si la poésie est vraiment un art, au même titre que la peinture, l'architecture ou la musique; s'il est vrai qu'elle porte ce courant mystérieux au-dessus duquel M. Henri Bremond ne place que la prière, infiniment au-dessus d'ailleurs (celle-ci étant sur le plan surnaturel, celle-là demeurant dans les limites des dons de nature); si, pourtant, à ses confins, elle est quelque pressentiment de quelque chose au-delà, dans l'œuvre d'un écrivain réellement poëte, ce sont ses poëmes qui passeront tout.

Que l'on ne s'étonne donc point que je donne leur place, la première et la plus importante, aux poëmes de Maurice Brillant, entre ses romans et ses œuvres de critique. Je n'oublie pas qu'au seuil de la *Cantilène pour une jeune sainte* il a écrit : « Ce n'est ici que de la poésie décorative. » Mais attention!... Brillant vous accordera aussi facilement, et avec raison, que la musique de Rameau ou de Debussy est de la musique décorative. « La poésie n'est pas nécessairement éloquence, dit-il encore, ou lyrisme éperdu, ou fragment d'épopée... » « On peut soutenir en effet (à condition de le bien entendre) », a-t-il exposé encore en préface de *Musique sacrée, musique profane*, « que le sens même d'une pièce de vers, — ou du moins son « idée claire et distincte » — importe moins que la musique évocatrice et mystérieuse des mots... » Certes! mais, encore une fois, à condition de le bien entendre. Ayant noté qu' « un poëte doit examiner fort soigneusement les ressources nombreuses et diverses de son art magnifique », M. Brillant ne laisse pas d'ajouter : « L'inspiration n'y perdra rien sans doute, si l'on est inspiré... » Tout est là : le don et l'étude. L'auteur de *Musique des Saisons* a l'un et l'autre.

Mais une question nous presse que je n'oublie pas : Comment résoudre l'apparente antinomie d'une poésie tour à tour si joyeuse et si blessée?

Maurice Barrès s'étonnait que l'Occident, comme Salomon,

eût une telle connaissance de la vanité de toutes choses et ne cessât point d'agir. L'Occident est chrétien. L'Occident sait qu'un Dieu personnel s'est fait homme. Toutes les pauvres et fugitives actions de la personne humaine, si elles se déroulent dans l'ordre des commandements qu'Il a laissés, demeurent en quelque sorte divinisées de cette indicible visite. Les peines et les travaux des hommes, leurs joies pures aussi...

Sans doute, il y a la douleur. Mais un jour cette douleur elle-même ne sera plus que Joie et déjà l'Amour la transfigure. Toutes les choses qui passent prennent une valeur éternelle :

> Les cloches de ton âme ont tremblé tout le jour.
> ... Le musical parfum ne saurait se flétrir.
> Il flottera parmi l'Éternelle Journée,
> Car c'est dans l'infini que la cloche a sonné.
> Qu'importe la mortelle destinée?
> Sa voix de rêve étoile à jamais le silence...

Ces accents de « Cloches sur la vallée », dans *Musique des Saisons*, n'expliquent-ils pas tout à la fois et le détachement des biens périssables, et la valeur que donnent aux jours terrestres leur immortel avenir et les reflets divins qui s'y jouent, mieux encore, les réalités divines qui les pénètrent : *nihil et omnia, todo y nada*? Voilà la réponse à Barrès. Voilà pourquoi l'Occident prie et travaille, au lieu de chercher à se perdre dans la mort ou dans le nirvâna.

Le poëte de *Musique des Saisons* a sondé le fond de l' « angoisse de vivre »... Et pourtant, il n'a cessé de nous donner des pages de plus en plus libres, de plus en plus fortes, de plus en plus joyeuses. C'est qu'il y a quelque chose de plus profond que la plus profonde douleur : il y a l'Amour, il y a la Joie éternelle du Christ. S'il nous fallait dire en un mot tout le secret de l'œuvre de Brillant, il faudrait l'appeler le triomphe de l'optimisme chrétien.

JEAN SOULAIROL.

« *Le 11 novembre* »

C'est le 11 novembre, à peu près à l'heure où fut proclamé l'Armistice, que ce livre me parvint. Ancien soldat de cette Ire armée qui vit arriver dans ses lignes les parlementaires allemands, il ne pouvait que m'émouvoir. Puissante évocation, que « *L'Armistice sur le front* »; sobriété, noblesse de sentiments, acuité du détail psychologique, rien ne manque, ce fut bien ainsi. Je revois ces choses : la ligne Hindenburg enfin franchie; le campement hâtif dans Homblières où s'arrêteront bientôt les plénipotentiaires; l'ennemi qui fléchit et dont le recul s'accélère. Puis l'incroyable nouvelle qui, après la stupéfaction, déclenche un délire de joie : les Allemands demandent un armistice. Alors c'est un frénétique vouloir survivre : « Ce n'est pas le moment de se faire tuer! » Attente anxieuse du *Cessez le feu.*

L'Armistice à Paris n'est pas moins heureusement décrit. Par le hasard d'une « permission de détente » (cette appellation paraît savoureuse, à distance) j'avais pu gagner Paris assez à temps pour y servir, le 11, fête de saint Martin, dans la crypte des Carmes, la messe annuelle de la *Revue des Jeunes.* Le Cardinal Amette présidait. Les petits chanteurs à la croix de bois, l'allocution du P. Sertillanges, que de civilisation, quel contraste avec les lieux que je venais de quitter! C'est là que nous apprîmes la signature de l'Armistice. A la sortie, toutes les cloches alertées par l'Archevêque chantaient éperdues d'allégresse, et le soleil du bon Dieu enveloppait la ville d'une radieuse lumière. Le général Weygand ressuscite cette journée, magistralement.

Sur le front, à Rethondes, à Paris, ces minutes furent le sommet de la guerre et, peut-être, de notre histoire. Les pages que leur consacre le général Weygand sont aussi les plus belles. Il ne retrouvera cet accent que pour décrire le défilé

(1) *Le 11 novembre,* par le général Weygand, de l'Académie Française. (Collection « Les Belles Fêtes », Flammarion.)

du 14 juillet 1919, sous l'Arc de Triomphe. Derrière Joffre et Foch, les mutilés : « Les voix s'étranglent dans les gorges. Chacun regarde ce passage fantastique, muet de pitié, d'horreur et d'amour. »

Il était difficile de se maintenir à ces hauteurs. Ce qui suit m'enchante moins. Peut-on parler sans équivoque — et dans une collection qui se veut catholique — de « culte » et de « pratiques » ; peut-on comparer, sans quelque inconvenance, la flamme de l'Arc à celle qui veille auprès du Saint-Sacrement ? Et lorsque nous entendons dire, de ce pauvre bougre dont on ne sait rien, ni le nom, ni les gestes, et qui par conséquent ne survit même pas dans les esprits, qu'il est devenu très grand et qu'il a atteint « *le lieu auguste de son éternel repos* », notre première réaction est de nous écrier : Heureusement pour lui que non !

La jeune génération catholique est plus réaliste et elle est plus ambitieuse. Comme lieu d'*éternel repos*, il lui faut tout autre chose et c'est Dieu lui-même. Quant à ceux qui n'ont pas la foi, je les connais assez pour dire qu'ils sentent tragiquement la vanité, l'inexistence de ces pauvres honneurs.

Au vrai, de telles institutions, c'est aux vivants qu'elles servent. C'est à ceux qu'elles peuvent être bienfaisantes, en même temps qu'elles les honorent.

Nos pères avaient bien des *Sanctuaires de la Patrie*, mais c'est à saint Denys ou à saint Michel qu'ils les dédiaient et la présence qu'ils y adoraient était celle vivante du Christ. De nos jours, les catholiques ont aussi leur sanctuaire national et c'est la basilique du Sacré-Cœur. On ne veut pourtant pas nous faire rétrograder à je ne sais trop quel culte de la cité, ni à la *Consolatio ad Marciam* ? (1) De grâce, lorsqu'on nous parlera, qu'on laisse donc toute cette phraséologie pour

(1) Voici les passages principaux auxquels je fais allusion et que je trouve équivoques : « Le culte est établi : que les pratiques n'en deviennent pas de simples gestes comme ceux des tièdes chrétiens qui semblent ne faire à Dieu qu'une politesse », p. 154. « Désormais l'Arc de l'Étoile est devenu l'autel de la Patrie. Il est le temple où se célébrera chaque année la fête du 11 novembre », p. 151. « Au fond des chapelles, la flamme des tabernacles brille et rappelle Celui qu'abrite la sainteté du lieu. Dans le sanctuaire naturel qu'est devenue la sépulture du Soldat Inconnu, la glorieuse dépouille ne devait pas rester solitaire », p. 153.

nous tenir un beau langage, réaliste, vif, précis, tel que nous le désirons chez nos chefs.

C'est à ce prix qu'ils auront l'audience des jeunes générations, qui sont loin d'être systématiquement rebelles à toute direction ou dénuées de gratitude pour leurs aînés. La jeunesse actuelle veut bien être orientée. Mais elle a besoin que les consignes qu'on lui donne soient d'autant plus indubitables qu'elles émanent de plus hautes autorités.

Elle ne pourrait qu'être déçue si l'on se contentait indéfiniment de lui dire que la cause de l'inquiétude universelle est une *anarchie profonde*, comme si cette anarchie n'avait elle-même d'autre cause. Il ne saurait lui suffire d'entendre proposer comme ultime remède *la discipline* (p. 176), comme si la discipline ne pouvait servir à n'importe quoi. N'est-ce pas à Moscou qu'on la pratique au mieux? Si on les presse de « tout mettre en œuvre », ils demanderont de quoi il s'agit et des précisions qui vaillent pour l'action. Et si le problème de la destinée humaine la tourmente, s'il est vrai qu'elle soit animée du goût de la vérité ainsi que du dégoût des vaines paroles, ainsi que l'a bien vu le général Weygand, c'est peut-être à ceux qui professent posséder cette lumière qu'il conviendrait d'en divulguer l'éclat, les richesses d'applications.

La paix dans la sécurité, c'est bien le vœu unanime des Français. On aime qu'un soldat y soit particulièrement attentif. L'Armée est dans son rôle lorsqu'elle parfait sa technique et son armement. La vaillance des troupes ne suffit pas à tout. L'esprit d'offensive ne compense pas les carences de matériel ou de stratégie. Ce serait aussi une belle entreprise que de rendre éducatives, humainement profitables, les périodes de conscription; d'y instaurer une discipline s'inspirant des mouvements modernes de pédagogie active tel par exemple que le scoutisme. Que l'Armée fasse son métier à fond, qu'elle mette au point un système de défense qui décourage les incursions hostiles, tous lui en sauront gré.

Mais à côté de ce travail, qu'elle ne s'inquiète pas si d'autres, fiers eux aussi de leur pays, s'efforcent de provoquer un désarmement des cœurs, gage d'un équilibre moins précaire. Il ne faut pas se hâter d'applaudir à l'érection d' « Autels de la Patrie ». Ils tendent trop facilement à s'opposer. Mieux vaudrait tenter de redresser, avec tous les hommes de bonne volonté, l'autel du Dieu d'Amour. Nous qui avons connu l'â-

pre joie de risquer nos vies — non pas tellement pour la « liberté du monde », que pour nos demeures et nos cathédrales —, nous revendiquons le droit de travailler sans suspicion au désarmement moral et à l'union des chrétiens.

Enfin plutôt que de convier la jeune génération à une action mal définie, ne vaudrait-il pas mieux la presser de se mettre au travail et à l'étude? Puisque les problèmes à résoudre débordent les vieilles formules, n'est-il pas urgent de rechercher d'abord les solutions neuves? Le Maréchal Foch n'y eût pas contredit, qui voulait que le Chef ait tout appris de son métier avant de décider l'agir. Et son ancien aide de camp pourrait lui aussi parler d'expérience. Si bien que nos réserves voudraient manifester, plutôt que de la désillusion, un désir et une attente.

M.-D. Forestier, O. P.

Sur les peuples de l'Orient ancien

Le Dr Gontenau, conservateur adjoint au Musée du Louvre, dont on sait la compétence en histoire des peuples de l'ancien Orient, a achevé de publier son vaste *Manuel d'archéologie orientale* (1). C'est un de ces ouvrages que la science française produit, où l'érudition et le charme vont de pair. Il n'est pas une phrase de ce gigantesque travail — mille sept cents pages — qui ne s'appuie sur un fait précis, contrôlé, référencié; et cependant la lecture en est aisée, agréable; on n'y sacrifie point à la mode des charabias érudits. Des figures en très grand nombre (plus de deux mille) déroulent sous les yeux du lecteur une fresque vivante, évoquant dans ses menus détails la civilisation mésopotamienne. C'est une admirable histoire que celle qui sait nous réintroduire, autant que possible, dans le cadre même où se déroulaient les existences des hommes de ces siècles lointains; on sort de cette lecture avec l'impression poignante de cette « fragilité » des civilisations, que rappelait naguère M. Paul Valéry, et aussi avec la certitude que ces successions de nations, de trônes, de règnes et de déclins ne peut manquer d'avoir un sens, d'entrer dans un ordre dont nous ne voyons que les signes extérieurs. Il va de soi, en outre, qu'un tel ouvrage, qui touche par maints points aux sources des textes bibliques, intéresse encore à d'autres titres : sur le Déluge, en particulier, sur les origines d'Israël, sur la mission spirituelle du peuple élu, il y a beaucoup à retenir du Dr Gontenau, et rien de ce qu'il avance ne saurait choquer.

Le Dr Gontenau prend la Mésopotamie aux environs du IVe millénaire. Une introduction géographique nous met au fait de ce que les programmes d'histoire des lycées nomment « le croissant fertile », c'est-à-dire la bande de bonnes terres qui, autour du désert syrien, de la Palestine à l'Élam, a vu s'installer les populations sumériennes, chaldéennes, assy-

(1) *Manuel d'archéologie orientale*, trois volumes et un de cartes (Auguste Picard).

riennes, hébraïques, et bien d'autres encore. Une des notions les plus intéressantes que développe le Dr Gontenau, est celle de l'existence en ces pays, aux confins de la préhistoire, d'une population pré-sémitique, sans doute indo-européenne, des Asianites. Ce serait à ces peuples très anciens que seraient dus les fondements des civilisations postérieures, Sumériens et Sémites : opinion qui renverse totalement les données habituellement enseignées sur la prééminence sémite dans tout le croissant. Les Sumériens, descendus du Nord, proches parents de ces Asianites primitifs, adoptent d'eux la civilisation, et en particulier les formes d'art et les concepts religieux. Pierre taillée finement, écriture, voilà les premiers témoignages sur cette période prédiluvienne. C'est vers 3300 avant Jésus-Christ qu'il convient, selon M. Gontenau, de placer le gigantesque phénomène qui détruisit cette civilisation et a laissé, dans certaines villes comme Our, des traces manifestes. En suite de quoi, le cours de la civilisation reprit. Ainsi le déluge apparaît, aux lumières précises de la science, une réalité historique. Les tablettes sumériennes ne nous proposent-elles pas des listes de rois « d'avant le déluge »?

C'est au lendemain du déluge que les Sémites, chassés sans doute par les modifications climatiques qui faisaient de l'Arabie un désert, après une halte au pays d'Amourrou (Haute-Syrie) arrivèrent dans la Mésopotamie, cependant que d'autres vont en Égypte où ils se mêleront à la très vieille race des fellahs. Ici encore le Dr Gontenau propose une notion très intéressante : celle de l'influence des éléments sémites dans la civilisation de l'Égypte, et celle du caractère aristocratique (d'aristocratie ethnique) de ces Pharaons, dont les profils sémitiques se différencient si nettement des bons gros visages des fellahs.

Le début du IIIe millénaire nous montre, au moment où la première dynastie d'Our se manifeste irrécusablement dans l'histoire, le déclin des Sumériens, et l'établissement des Sémites sur leurs ruines. La civilisation sumérienne (à l'art de laquelle M. Gontenau a consacré un excellent chapitre), celle qu'illustre le nom du roi Gondéa, ce roi dont nous admirons les statues au Louvre, civilisation magnifique, va disparaître. Non sans avoir semé à pleines mains dans tout l'Orient les germes de sa pensée. Sumer se survivra dans Akkad et dans Babylone. Le roi babylonien Hammourabi, le

rédacteur du célèbre Code, le grand constructeur de canaux, est l'Auguste et le Napoléon des Sémites. La période qu'il domine est, dans tous les domaines — expansion politique, développement économique, expression artistique —, une grande époque. La paix y règne et l'homme y est heureux.

On n'en pourrait dire autant du IIe millénaire. Un cliquetis d'armes y résonne sans cesse. L'empire de Babylone s'effondre; les empires nouveaux des Hittites et du mittanni se développent. L'Égypte est en proie aux Hyksos. C'est au début de ce millénaire que les hommes d'Abraham quittent la région d'Our, puis, plus tard, vont, à la suite des Hyksos, s'installer avec Jacob en Égypte. La réaction thébaine chassant les Hyksos, les Pharaons du nouvel Empire vont conquérir toute la zone du croissant fertile, alliés plus ou moins aux Hittites d'Asie Mineure. Et brusquement vers 1200 avant Jésus-Christ un formidable brassement de peuples se produit : des invasions déferlent jusqu'aux bords de la Méditerranée (où la civilisation crétoise va périr); indo-européens ou nouvelles vagues de sémites brouillent l'harmonieux tableau de la paix égyptienne. Et cependant, repliées dans des coins de terre, isolées, des nations poursuivent chacune leur mission : l'Assyrie sa mission de mort, Israël sa mission de spiritualité.

Le premier millénaire correspond à l'apparition de l'Assyrie, la puissance de sang. De vieux souvenirs sumériens, déformés monstrueusement, mêlent en elle une étrange bigoterie à ses Dieux et une frénésie cruelle. Leur impitoyable machine de guerre écrase toutes les résistances. La civilisation de Sargon et d'Assourbanipal, orgueilleuse, dure, rigoureuse, nous livre son secret dans un art colossal et excessif. Jusqu'au jour où la coalition des peuples soumis, alliés aux indo-européens des plateaux, les Perses et les Mèdes, écrasera Assour sous les ruines de ses murailles. Ce sera la fin de Ninive (692 avant Jésus-Christ), puis, après la courte renaissance babylonienne (celle de Nabuchodonosor, le bourreau d'Israël), la domination pacifique des Perses achéménides, enfin la grande aventure de l'Orient et de l'Occident affrontés sur les champs de Marathon.

DANIEL-ROPS.

Anthologies illustrées

La librairie Laurens publie plusieurs séries d'anthologies qui sont fort attachantes. A la collection des *Vertus théologales* est venue s'adjoindre celle des *Sacrements*, toutes deux composées par le R. P. Sertillanges. Choix de textes et choix d'illustrations se font valoir mutuellement et constituent de précieux volumes de lectures spirituelles. Le dernier paru : *l'Eucharistie*, est précédé d'une excellente introduction du P. Sertillanges qui, après une étude historique, montre « comme dans le temple chrétien tout s'oriente vers le tabernacle » et qui conclut par cette belle phrase : « Le Christ est le chef de race immortel que le mystérieux sommeil eucharistique rend fécond, comme, dans l'arbre de Jessé, le patriarche endormi et rêvant d'une postérité innombrable voit fleurir ses rejetons, pâtres et rois montant de son flanc ouvert. » Et si l'anthologie contient des textes connus comme ceux de Bossuet, de saint François de Sales, de l'*Imitation*, de saint Thomas d'Aquin, elle en comprend de plus rares : prières de Mlle de la Vallière ou de Jacques Amyot et cette poésie de la « Fontaine de Vie » de Marguerite de Navarre. L'illustration est aussi savoureuse.

A côté de ces anthologies religieuses, la même librairie en édite sur les provinces françaises et sur les colonies.

La collection des provinces est déjà importante, et le nouveau volume sur *l'Orléanais*, par Marcel Langlois, est digne de ses aînés. Étude géographique, historique, sociale, folklore, font de ces ouvrages d'intéressants documents. On y trouve condensées des matières qu'il faudrait chercher dans beaucoup d'autres volumes, et les touristes, en particulier, peuvent s'y renseigner rapidement et agréablement sur les pays qu'ils visitent. Mais ce ne sont pas des descriptions superficielles, ce sont des études très sérieuses et très objectives et non des relations brillantes, mais pressées, comme on nous en donne trop aujourd'hui.

Après l'étude de l'auteur, l'anthologie illustrant le pays, l'histoire, les hommes et les mœurs, les lettres et les arts, le

folk-lore. Et c'est un raccourci bien séduisant qui fait voisiner Jules César, Suger, Froissard, Rabelais, Mlle de Montpensier, Pierre Champion et Charles Péguy. Et puis il est fort curieux de comparer entre elles les diverses provinces et la mentalité particulière de leurs habitants. Les illustrations variées complètent la physionomie de ces terroirs et nous aident à les comprendre.

Les anthologies des colonies sont faites sur le même modèle et sont peut-être encore plus précieuses parce que nous avons moins d'ouvrages sur ces régions. L'*Indo-Chine* par M. Antoine Cabaton, qui vient de paraître, est particulièrement riche en textes évocateurs et contient une étude originale sur la connaissance de l'Indo-Chine. Peut-être aurait-on pu indiquer la littérature française inspirée de cette colonie, car elle comprend maintenant des ouvrages très brillants.

Pour achever notre tour géographique, disons que la collection des « Villes d'art » vient de s'augmenter d'une étude sur *Vienne, Schönbrunn et les abbayes d'Autriche* par M. Louis Réau, et de rééditer *Palerme et Syracuse* par Charles Diehl. Ce dernier ouvrage est bien connu. On s'étonnerait de n'y pas trouver mention de la cathédrale de Girgenti, du tableau d'Antonello de Messine au Musée de Palerme, des catacombes des capucins à Palerme et des monuments médiévaux de Taormine, s'il n'étudiait surtout l'art antique, et l'art byzantin qui sont évidemment les plus importants. Et l'auteur sait merveilleusement décrire les splendeurs de la Sicile et notamment cette chapelle palatine avec la « vibration dorée de ces mosaïques innombrables où l'œil ébloui se perd ».

Le livre de M. Réau est une étude originale et met en valeur l'influence française sur l'art viennois du moyen âge et de la période « baroque ». Il commente avec un goût parfait les trésors des musées de Vienne. Il nous apprend aussi à connaître Heiligen-Kreuz, Klosterneuburg, Dürnstein, et Melk, et il comble heureusement un vide dans les ouvrages d'art français.

Dessins de Manet

Ils nous sont présentés par M. Robert Rey en un album édité par la maison Braun. M. Rey montre avec force comment Manet a su s'arracher du passé pour traduire la vision du présent. Les dessins du peintre sont, à cet égard, particulièrement révélateurs et trahissent ses tâtonnements. La première esquisse de l'Olympia, avec ses formes amples et lourdes, ressemble presque à une allégorie classique.

D'autre part certains portraits : Banville, Desboutin, sont un peu trop véristes, et Manet, dans ses peintures, va « s'offrir le luxe suprême de leur enlever ces paillettes et ces scintillements intellectuels pour les restituer à cette impassibilité heureuse qui donnait des crises de nerf à une époque imbue d'esprit. »

Mais dans les scènes de la rue Manet trouve tout de suite sa vraie manière ; d'autres portraits, comme celui de Mme Guillemet, sont aussi campés du premier coup.

Il reste deux catégories des dessins qui sont des plus curieuses : les croquis d'après des œuvres célèbres et les dessins d'animaux.

Ces animaux révèlent diverses influences : romantisme des chats sur le toit, ligne japonaise de quelques autres, corbeau engoncé qui rappellerait plutôt les Hollandais, dessins variés dont les peintures ne procèdent guère. Et le *Saint François d'Assise*, d'après Fra Angelico, est aussi éloigné que possible de l'esprit du Beato, tandis qu'un croquis d'après une fresque italienne évoque presque un Daumier — ce qui n'est pas précisément la même chose...

Ainsi pouvons-nous saisir l'amalgame qu'est la mémoire d'un peintre et comment de ce mélange d'influences sort une pensée originale. Rien n'est plus instructif à cet égard qu'un recueil de dessins. C'est pourquoi la collection qu'a entreprise la maison Braun mérite tous nos éloges.

GERMAINE MAILLET.

Disques

Concert palestrinien. — En son état naturel, PATHÉ ne pose pas le moins du monde à l'amateur de musique sacrée. Aussi est ce tout enveloppée du charme de l'inattendu que nous arrive la petite série de disques où il témoigne des chants qu'on entend aux grandes fêtes dans l'église Saint-Léon IX de Nancy (1).

C'est là, en illustration du *Motu proprio* de Pie X, un utile complément polyphonique des enregistrements de Solesmes. Complément modeste, sans doute, mais qui sait, lui aussi, en peu d'espace donner intelligemment des clartés de tout. Voire même avec un peu d'excès : je ne crois pas qu'il faille encourager les arrangements à plusieurs voix de nos vieux Noëls populaires si évidemment faits pour les francs et formidables unissons; l'exemple du X 93.054 m'en convainc davantage. Et je n'aime guère non plus, malgré sa belle qualité musicale et les accents si sympathiques et paternels de M. le chanoine Baumgartner, le *Sinite parvulos* de La Tombelle. Cela reste (non sans quelque ironie du sort, le morceau ayant été dédié à Pie X après *Quam singulari*) de la musique de « Première Communion », c'est-à-dire quelque chose de pénible et de faux que l'on souhaiterait n'entendre qu'au concert, avec d'autres paroles (2). Si j'ajoute que, pour trois ou quatre excellentes raisons, j'eusse préféré que l'enregistrement fût fait à l'église et non au studio, j'aurai épuisé mes réserves et il ne me restera plus qu'à admirer.

Voici, de l'excellent, à peu près, au meilleur : le chœur général du *Rébecca* de Franck, d'un sentiment qui plaira toujours et dont le mérite s'accroît ici de ce qu'il porte au verso, avec un *Alma* de Palestrina, un extrait, malheureusement trop court, d'un des plus admirables motets de la bonne

(1) Sous la direction de M. l'abbé Gaudard.

(2) Impression, d'ailleurs toute personnelle, dont je serais fâché qu'on exagérât l'importance.

époque : *Ave vera virginitas* tiré de l' « *Ave Maria* » de Josquin des Prés (X 93.055). Puis deux bien belles choses de Bach : « *Roi couvert de blessures* », extrait de la *Passion selon saint Matthieu*, et un « Noël » extrait de la *Cantate de la Nativité*, exécutés l'un et l'autre avec une belle précision (X 93.050). Puis, très nets, les célèbres *Regina caeli* d'Aichinger et *Diffusa est* de Nanini, avec, sur l'autre face, un *Vere languores nostros* de Vittoria, d'une exécution quasi parfaite malgré ses redoutables difficultés (X 93.053). L'*O bone Jesu* de Palestrina ne pouvait manquer au programme : il cohabite, très correctement nuancé, avec un *Exultate justi* de Viadana quelque peu sautillant, au dos du *Sinite parvulos*, mentionné plus haut (X 93.051). Enfin l'un des plus beaux motets de Roland de Lassus : *Nos qui sumus in hoc mundo* et l'*O magnum mysterium* de Vittoria, pièce solide et vibrante en laquelle le maître Vincent d'Indy montrait avec enthousiasme le type idéal du genre. L'un et l'autre fort bien chantés et bien rendus par l'enregistrement (X 93.052).

Ces disques, dans l'ensemble, inspirent une cordiale sympathie. Puissent-ils, en se propageant, éveiller de saintes émulations et faire gagner quelque chose, çà et là, à la dignité du culte chrétien.

La Symphonie de Psaumes. — Je suis impardonnablement en retard. Mais cet enregistrement est trop important pour que je me permette de n'en rien dire. Bien peu de gens ont pu entendre cette œuvre au concert. Ceux qui l'ont entendue ont éprouvé le besoin de mieux comprendre. Ceux qui l'ont étudiée au piano l'ont à peine reconnue. Voici un bel exemple de l'utilité transcendante du disque. L'enregistrement de *Columbia* est excellent. Il a su maintenir l'équilibre des timbres de l'orchestre et des voix selon la disposition minutieuse de l'auteur et sous sa direction. Il respecte même suffisamment leur spécificité, comme celle de leurs subtils mélanges et combinaisons, pour permettre de cette pièce une étude profitable.

Les œuvres de Strawinsky sont de celles que l'on trahit le plus en les dissociant par l'analyse ou la transcription. Il faut les prendre intégralement telles qu'il les donne. L'instrumentation, pour lui, n'a guère moins d'importance que l'harmonie. L'on pourrait même dire, si l'on s'amuse aux para-

doxes, que l'ordre des valeurs musicales est inversé dans sa préoccupation instinctive et, procédant de l'extérieur à l'intime, devient : les timbres, les battements rythmiques, l'harmonie, la mélodie. Aucun détail qu'il ne soigne avec une passion où s'engage sa personnalité tout entière : Ramuz l'a appelé justement *un calligraphe en tout*. Ses idées mélodiques sont généralement courtes, sans grâce ni personnalité ; mais l'idée musicale semble moins pour lui quelque chose qui se déploie et s'envole que, si l'on me permet ces métaphores détestables, quelque chose qui s'enfonce dans la matière sonore et en polarise, à chaque instant de la durée, les éléments qu'elle veut, avec une tyrannie sans exemple. Musique dont le prestige est surtout fait de cette tension soutenue, de l'étonnante puissance de synthèse qui s'y exerce sans arrêt, comme de la non moins étonnante sûreté d'instinct et d'adresse qui, lui faisant comme un besoin incoercible de s'engager à fond dans les passes les plus dangereuses, l'en fait sortir avec un bonheur auquel nul autre n'aurait la témérité d'aspirer. Musique de Scythe, a-t-on dit. Oui, mais d'un Scythe singulièrement intelligent et même — d'aucuns ne l'avaient guère soupçonné, quoique cela paraisse partout — profondément religieux.

C'est la *Symphonie de Psaumes* qui devait mettre en pleine évidence ce dernier trait d'une physionomie si déconcertante et, au fond, si simple. Cette œuvre a donc un haut intérêt psychologique en même temps qu'un intérêt musical. Elle mériterait une place de choix, non seulement dans l'histoire de l'orchestration et de la composition, mais aussi dans telle future histoire musicale du sentiment religieux en France, où le disque aurait beaucoup à tournoyer. Je dis orchestration et composition, car ni la contexture harmonique (exception faite de la savante et belle double fugue), ni la mélodie appauvrie jusqu'à tenir les chanteurs pendant tout le premier mouvement dans un ambitus d'un demi-ton, n'offrent rien de particulièrement curieux, si ce n'est le spectacle grandiose de leurs austères macérations. Par contre, l'utilisation du matériel sonore, très librement choisi, est d'une habileté prestigieuse, et la composition, solide et compacte, semble participer curieusement de cette intrépide volonté de synthèse qui, jusque-là, ne s'était pas exercée avec une telle rigueur. Toute la substance générique de l'œuvre est ramassée en

une mesure où deux tierces mineures se succédant à un demi-ton d'intervalle sous-tendent un petit contrepoint de croches. Étrange gageure technique, mais qui se réalise comme naturellement, dans un mouvement quasi uniforme dont les divisions s'articulent sans antithèse, et qui pourtant jusqu'à la fin capte puissamment l'intérêt. C'est aussi que cette technicité contraignante se confond vitalement avec l'inspiration et permet à l'auteur d'exprimer en perfection ce qu'il avait à dire.

Ce qu'il avait dire est très beau. Plus (ou moins) que la grave confidence d'une méditation solitaire devant Dieu, c'est comme un reflet sonore très nuancé de grands mouvements de fond agitant quelque âme religieuse collective. Une supplication pénétrée de respect sous les coups (frappés brutalement à de longs intervalles par deux pianos) de l'infortune; puis une sorte d'abandon insinuant à la divinité qui s'apaise; puis le triomphe sans drame ni éclat de la paix appelée, d'une paix tout humide encore des eaux de l'orage. Trois aspects bien marqués et profondément sentis de la prière réelle. Tout cela, d'ailleurs, restant bien sur terre. Le pécheur est plus près de son Dieu, son espérance est plus forte et presque joyeuse, mais elle demeure imparfaite, dominée d'une crainte insuffisamment filiale, devant la route dont on ne sait d'avance les péripéties ni l'issue dernière. L'*Alleluia* calme et contrit qui introduit ce dernier mouvement et s'y répète parallèlement aux durs accords de piano du premier, sonne avec une justesse psychologique très émouvante.

Cette œuvre marque le plus grand effort d'intériorisation de Strawinsky. On l'a opposée, parfois avec quelque dépit, à son *Sacre*, considéré comme son chef-d'œuvre. De quelque façon que puisse se solder dans l'ensemble une telle comparaison, il paraît bien certain que la *Symphonie de Psaumes* réalise sur le *Sacre du Printemps* de notables progrès dans la technique, plus déliée et plus riche, dans la conception et le style, dans l'inspiration qui se transpose et s'épure. A l'origine du *Sacre* il y a la rêverie étonnée de l'Oriental devant le mystère des éclosions printanières : le tendre bourgeon perçant la dure écorce ! Ici on est devant un mystère semblable et plus étonnant : celui de la créature chétive soulevant et dissipant par l'effet d'une prière humiliée la lourde fatalité

qui l'écrasait. Il resterait, oserai-je dire, à exprimer la transposition suprême et la plus émouvante de ce mystère : l'éclosion à la vie divine de l'âme pauvre et pécheresse prévenue par la grâce. Quelle grandeur, quelle richesse, quelle splendeur de synthèse offrirait, peut-on croire, le chef-d'œuvre de la maturité s'inspirant d'un tel sujet et traité en fresque avec la sincérité et le réalisme de Strawinsky!

Mais laissons cela à qui appartient l'avenir.

Orgue. — Gramophone s'est réservé l'honneur de phonographier les grandes orgues de Saint-Sulpice tenues par celui dont la gloire est, depuis plus de soixante ans, liée au célèbre chef-d'œuvre de Cavaillé-Coll : M. Charles-Marie Widor. L'entreprise n'était pas sans péril. Mais il fallait qu'elle fût tentée. Sa réussite est belle. Tous les organistes du monde pourront désormais savoir avec certitude en quels mouvements et nuances jouer la célèbre *Toccata*, que beaucoup d'entre eux essouflent (DB 4856) et la solide et somptueuse *Symphonie gothique* (DB 4864-4865). L'on peut souhaiter, même aux moins-de-trente ans, l'étonnante jeunesse et vigueur du vieux maître. Quant à l'instrument, le disque colportera mieux les beautés plantureuses de ses jeux de fond, que l'éclat, d'ailleurs trop peu nuancé, de ses anches moins phonogéniques. Il n'est pas sûr que le phono ne sache donner à réfléchir aux facteurs d'orgue.

Violon. — Ceci n'a plus aucune prétention religieuse. Mais quel coup d'aile au-dessus de toutes nos terrestres médiocrités! Il s'agit de cette double et quasi incomparable merveille : un des plus beaux Concertos de violon de Mozart le (7e en *ré* majeur) joué par le plus étonnant virtuose de notre temps : Yehudi Menuhin. La pureté et la plénitude des sons dans toutes les nuances et dans les attaques les plus catastrophiques révèlent le parfait élève d'Enesco. La sûreté prestigieuse de la technique, la vigueur, la sensibilité rythmique, la délicatesse et la précision de l'émotion et de la nuance sont déjà d'un maître de grand style auquel le plus glorieux avenir semble promis. L'enregistrement, dans l'ensemble, est à la belle hauteur de sa tâche, et ces trois disques peuvent aller répandre un enchantement de la plus excellente qualité (Gram., DB 1735-1736-1737).

Piano. — Trois petites pièces fort curieuses, un peu à la manière des préludes de Debussy, mais d'un auteur (M. Villa Lobos) aussi brésilien que Debussy est français : *Moreninka*, d'une couleur chaude et violente, *Pobresinka*, triste mais net et percutant, et un *Polichinelle* d'une truculence affolante. C'est d'un art franc, abrupt et rocailleux, sans grande profondeur, mais non, certes, dénué de science ni d'originalité. Le verso du disque nous montre, en l'admirable *Suite ibérienne* d'Albeniz, où le soleil n'est guère moins brutal, ce que cet art pourrait gagner d'étoffe et de saveur en se civilisant (Gram., DB 1762). Toutes ces pièces sont jouées avec le brio et la maîtrise qu'on imagine par M. Arthur Rubinstein. Leur enregistrement est impeccable.

Commémoraisons. — Est-ce en vue du cinquantième anniversaire de la mort de Wagner que M. Panzera a voulu faire graver son interprétation nouvelle de la *Romance à l'étoile* et du *Chant de concours* de *Tannhäuser* ? Il y met en valeur les richesses et l'éclat de sa belle voix, mais avec un art un peu trop étudié et qui se sent. Je le crois, ici, hors de sa vocation. Wagner exige (*Tannhäuser* y compris) des chanteurs plus énormes que, Dieu merci ! ne le sera jamais M. Panzera, dont la sensibilité est toute latine et devrait, à mon sens, se réserver pour la musique française (Gram., DB 4866).

Nous avons eu aussi un tricentenaire de Lulli, dont l'Opéra s'est occupé d'une manière dont M. Prunières, juge le plus qualifié, n'est pas content (1). Gramophone, par contre, lui consacre un très bon enregistrement d'une scène de l'*Amour médecin*. Ce n'est là, à vrai dire, qu'une adaptation dont je n'ai pu juger, pièces en mains, de la pertinence, mais qui nous livre une musique fine et somptueuse dont la distinction est bien offusquée par la trivialité du texte de Molière. La diction de M. Denis d'Inès aggrave ce contraste, à la gloire de Lulli (Gram., DB 4863).

Notons, par parenthèse, que le même comédien interprète, pour la même firme, deux petites choses pas méchantes, ni du tout « méningiteuses », de Charles Cros : le *Hareng saur* et l'*Obsession*, dont les enfants de huit à douze ans et les âmes

(1) Cf. *Revue musicale* de janvier.

saintes qui ont le plaisir facile s'amuseront innocemment (K 6739).

Un bicentenaire prochain nous a valu de la part de Guy-Mornont une édition tout à fait délicieuse : le *Concert dans le goût théâtral* (un des concerts des *Goûts réunis*) de Couperin le Grand. M. Alfred Cortot a transposé cette œuvre, une des perles de notre écrin national, pour orchestre réduit (Couperin l'eût permis volontiers, comme il le permit pour d'autres qui ne pouvaient être plus que M. Cortot imprégnés du génie de notre musique française), et dirige lui-même l'exécution en y mettant tout son brio et sa délicatesse. Cela sonne avec une pureté, une netteté de dessin, une discrétion, une joliesse qui vous vont au tréfonds irrésistiblement. En écoutant ces merveilles, me revint à l'esprit une ligne affreuse d'un recueil par ailleurs très beau et très bienfaisant. Je n'avais pas espéré telle occasion d'en faire bonne justice. L'auteur, faisant, avec un entrain charmant, la quête pour les enfants estropiés de l'Hospice Stephanie de Neuhof (près Strasbourg), signale le goût de ces enfants pour les musiques tapageuses et fait appel aux discothèques trop garnies en faveur de celle tout à fait misérable de ses chers infirmes « Nous vous laissons, écrit il, la musique savante : Couperin et Strawinsky (1) .. » Strawinsky sans doute. Mais lorsque vous aurez entendu la série de petits airs (trois et jusqu'à quatre par face) que reproduisent, avec tant de charme et de fraîcheur, les deux disques dont nous parlons, vous serez, comme moi, animés de grands désirs de vengeance et, considérant que cette musique douce, pimpante et courte est la plus accessible aux enfants et la plus apte, parmi tous les arts, à donner la révélation du beau, même à des anormaux, vous voudrez que sa bienfaisante clarté aille chatoyer en ces malheureuses petites âmes, et vous enverrez les DB 1767 et 1768 à mon cher ami le R. P. Lelong, 41, boulevard de la Victoire, à Strasbourg, pour ses pauvres mioches. Ce sera votre aumône de Carême.

B. Mouthier.

(1) *A travers le mal* (Éd. du Cerf), p. 233.

DOCUMENTS

Le rôle de l'écrivain d'après Papini

La *Nuova Antologia* publie un article de Giovanni Papini sur la littérature d'aujourd'hui et « l'écrivain comme maître ». Papini se demande si la littérature doit être seulement « un jeu de mots bien équilibrés, d'images ésotériques, et, tout au plus, un amusement tiré du récit d'aventures imaginaires; ou bien si elle doit être l'expression de l'écrivain tout entier, avec ses sentiments et ses pensées, c'est-à-dire une littérature qui exprime et enseigne quelque chose de juste et de profond et qui ne se propose pas seulement de servir au plaisir des oreilles et à la flânerie des fantaisistes ».

Après quelques notes d'histoire littéraire, il croit pouvoir conclure que « dans les grandes époques les grands écrivains sont, en majorité, éducateurs et maîtres, et que c'est seulement dans une époque fatiguée au point de vue moral que fleurit la littérature d'amusement individuel et égoïste qui éteint les pensées et aiguise les talents, la littérature à tort appelée *pure* et qui est faite seulement pour les lettrés et non pour les hommes.

« Aujourd'hui, si je ne me trompe, plusieurs signes existent, même en Italie, d'une nouvelle offensive de cette littérature de gens qui n'ont rien à faire, littérature qui a comme double symbole la tour de faux ivoire et la cheminée de briques, car elle fait ostentation, à ses ailes extrêmes, de la versification couvée par les pentarchies des cénacles et de la fabrication en gros de romans à grand tirage. Le signe qui unit fraternellement la poésie ténébreuse et les romans à bas prix c'est, à mon avis, l'Énigme. En présence d'une pièce lyrique d'un de nos poètes vivants, le problème est celui-ci : « Qu'a-t-il voulu dire ? qu'a-t-il voulu signifier ? » En présence d'un roman policier le problème *presente cadavere* est différent : « Qui a tué ? » Mais, dans les deux cas, l'on est devant une

énigme : il s'agit de trouver le nœud de l'affaire et le coupable...

« La poésie moderne est un jeu d'énigmes pour les raffinés, les snobs, l'élite des amateurs, tandis que le roman policier est l'énigme pour la plèbe. Dans les deux cas, il faut employer des qualités d'inquisiteur ou être très habile à déchiffrer des charades ou faire l'apprentissage de juge d'instruction. Cette littérature n'est plus une nourriture pour l'âme mais un simple exercice cérébral. Les raisons de croire y sont négligées. Rien qui touche à l'homme profond, ni à l'homme qui croit et espère, ni à l'amoureux de la femme ou de la patrie, ni à celui qui médite et qui souffre : à l'homme tout entier, en somme, avec sa pleine, passionnée, douloureuse humanité.

« Je sais bien qu'on écrit et qu'on lit d'autres romans que ceux dont je viens de parler. Ils n'ont rien de mystérieux, au contraire : ils sont, très souvent, de gris récits d'aventures communes dans une forme qui est au-dessous du commun, où l'on flotte entre la sensualité et le mystère. Il y a donc dans ces narrations soit l'honnête commerçant, soit l'indulgent autobiographe, soit le fidèle gramophone, soit le loyal camelot. Il n'y a jamais le maître, ou, s'il y est, ce n'est jamais qu'un maître de mots et de perversions.

« Et quand on a mangé ou dévoré ces fruits du pommier littéraire, aucune nourriture ne reste à l'âme : seulement remords du temps perdu, réveil de mauvais instincts, dégoût de la vie, flottement de pantins parlants.

« C'est donc pour cela que les hommes sont nés ? Ce sont donc ceux-là les écrivains auxquels Dieu octroya de si grands privilèges d'âme et de talent ? C'est là la nourriture de nos frères proches et lointains ? »

Papini poursuit :

« Amuser les gens qui s'ennuient, faire sourire ceux qui doutent, distraire avec des mots ceux qui sont menacés et ceux qui vont mourir, sont des œuvres de miséricorde, et le roman ne mérite pas pour cela une sévérité digne de Savonarole.

« Ajoutons qu'en général les romans n'ont pas sur les esprits une aussi bienfaisante influence. Souvent ils ennuient, parfois ils irritent, troublent et dégoûtent. Mais, si ces prêtres de l'éther et de l'héroïne peuvent être supportés — je ne dis pas justifiés — en une époque de paix, bien qu'ils soient

importuns, devrions-nous, par ces temps de calamité, où la civilisation même est en danger, nous cacher la tête sous l'aile, comme les autruches, et avaler par petits bouts, comme elles, les briques de nos écrivains ? Devrions-nous chercher l'oubli dans les bras de fabricants de fausse vie et cependant que le monde sent déjà le brûlé passer notre temps à nous amuser avec les problèmes sentimentaux et sexuels d'un M. X... qui n'a jamais existé, et d'une Mlle Y... qui n'existera peut-être jamais ?

« Notre époque ne se prête pas aux jeux, même pratiqués par des champions d'intelligence raffinée; il ne faut pas non plus pleurer, car les pleurs sont indignes des hommes de caractère. Les temps sont aux méditations et aux examens de conscience, non pas aux mauvais vers des débutants, ni aux petits romans sur le crime et la fornication.

« Cependant la poésie ne dit rien ou dit seulement les impressions des petites âmes, de façon que son œuvre ne peut pas servir à la rééducation humaine. Si la masse s'est éloignée des poètes, la faute n'est pas seulement à la masse. Je respecte les raisons de l'art et je ne prétends pas que les poètes revêtent le froc des prédicateurs. Un grand poète lyrique ne peut pas servir directement les intérêts de l'humanité, quoique, au fond, il puisse les servir s'il est vraiment grand. Mais les grands poètes ne naissent qu'au nombre de deux ou trois par siècle, lorsque tout va bien et si Dieu nous est favorable...

« Tous les auteurs de poésies, qui se comptent, comme les œufs, par douzaines et qui, n'ayant rien à dire, se cachent derrière le voile de vers maladifs et impuissants, feraient beaucoup mieux de se taire ou d'écrire de la bonne prose honnête, sur des sujets d'utilité publique. Heureusement ces vers ne sont pas lus par beaucoup de monde et ne sont admirés que par leurs auteurs.

« Mais ce qui arrive aux romanciers est plus grave encore. Ils ont horreur d'instruire. Ils veulent seulement amuser, ou bien créer l'œuvre d'art pur. Mais en réalité ils enseignent eux aussi et ils enseignent le mal. Nous — disent-ils — nous peignons la vie, et la vie est comme cela; les romans à thèse sont franchement laids ; dans l'art la moralité n'a pas de place ! — Ces mots sont des lieux communs, très communs sur les lèvres des sots.

« A ce propos, nous voulons rappeler la fameuse phrase de

Gide : « C'est avec les beaux sentiments qu'on fait de la « mauvaise littérature. » Phrase maligne, mais qui, au fond, ne veut rien dire. Il est exact qu'une grande partie de la mauvaise littérature — mauvaise du point de vue littéraire — est pleine de beaux sentiments, mais il est vrai aussi que beaucoup de livres médiocres et mal réussis sont faits avec des sentiments laids, tandis que des livres très beaux, même pour les esthètes, se basent sur de beaux sentiments.

« Ce qui importe, c'est que l'artiste soit vraiment artiste : s'il est aussi un honnête homme, et, mieux encore, un apôtre ou un saint, vous pouvez être sûrs que l'œuvre d'art sera toujours belle. On dit, par exemple, que l'intrusion de la pensée religieuse peut troubler la pureté de l'art; mais si une foi puissante se rencontre dans une âme qui a un penchant véritable pour l'art, la littérature qui en sortira ne sera pas mauvaise du tout.

« Certaines lettres de saint Paul, certaines pages de saint Augustin, de Bossuet, de Pascal, de Manzoni, sont des merveilles de style, devant lesquelles les critiques les plus méprisants doivent s'incliner. L'art collabore plus aisément avec Dieu qu'avec le diable. Je peux le dire, moi, qui ai essayé l'un et l'autre.

« *Avec ma main brûlée* — dit Flaubert — *j'ai le droit* « *maintenant d'écrire des phrases sur la nature du feu.* »

« On ne nie pas l'autonomie et l'indépendance de l'art. Un écrivain puissant peut surgir même en une époque de décadence morale et civile, et les grands créateurs ne se soucient pas toujours de servir l'humanité. Mais il faut dire que, lorsque les écrivains sont vraiment grands, leur œuvre est toujours directement ou indirectement instructive, même si elle est inspirée par une libre fantaisie.

« Par exemple, il n'est pas exact que Dante soit inférieur comme poète lorsqu'il s'élève contre l'ignominie de son temps ou bien lorsqu'il traduit en vers les vérités théologiques. Si certaines parties de la *Comédie* paraissent sombres et ennuyeuses, cela provient uniquement de l'ignorance des lecteurs en fait de philosophie et de théologie. »

Un peu plus loin, Papini affirme que « ceux qui aujourd'hui aspirent à être des purs artistes, et rien que cela, sont presque toujours inférieurs aux anciens. Et cela se comprend : un artiste ne peut pas être uniquement un œil qui voit, une oreille qui entend, une mémoire qui se rappelle et

une plume qui trace des mots. Un artiste doit être, avant tout, un homme, et dans son art il doit s'exprimer lui-même. S'il aime Dieu et le bien, la patrie et l'humanité, il ne doit pas avoir honte de manifester ses amours. S'il croit pouvoir apprendre quelque chose à ses frères, il ne doit pas s'abstenir de transmettre, par la magie de son art, ses enseignements.

« C'est dans la tradition italienne qu'un écrivain consciencieux a le devoir d'être un bon maître. La pleine conscience de la mission éducatrice de la littérature se révéla avec Alfieri et continua avec Foscolo, Monti, Leopardi, Gioberti, Manzoni. Tous les meilleurs poètes italiens, jusqu'à Carducci, ont été persuadés que tout écrivain a une mission pédagogique; étant d'avis que les hommes de plume sans idéal éducatif n'appartiennent qu'aux époques égarées. »

Et voici la conclusion :

« J'ai dit et écrit tout cela comme Italien et comme écrivain, car il me paraissait utile que de temps en temps ce soit rappelé à qui l'ignore ou fait semblant de l'ignorer. Je l'ai dit sans périphrase et sans détours, brutalement, car je sais que c'est la vérité. Enfin je l'ai dit, car, dans un temps éloigné, j'ai commis les mêmes erreurs que d'autres ont l'habitude d'accomplir en triomphant. Que mon expérience puisse, au moins, diminuer les conséquences de ces fautes. Si même cette fois-ci on m'appelle un homme d'hier, un trouble-fête, un prédicateur désœuvré, et pis encore, je me consolerai par ces mots de Leopardi : « Il fut détesté par ses concitoyens, car il semblait ne pas prendre plaisir à plusieurs choses qui sont en général aimées et recherchées par la majorité des hommes... »

A TRAVERS LES REVUES

Littérature russe

Il est décidément bien difficile de connaître les littératures étrangères, quand les traductions font défaut. C'est le cas d'une grande partie de la littérature russe. Mme Hélène Iswolsky a bien tenté de tracer, dans deux fascicules du **Correspondant** (25 février et 10 mars), *Le plan quinquennal dans la littérature soviétique*. C'est fort instructif, fort exact, je n'en doute point, et pourtant assez peu éclairant, semble-t-il, tant il est vrai que seul le contact direct permet de comprendre un peuple.

L'impression qui se dégage est que le « service commandé » auquel furent astreints les écrivains soviétiques a nui en général à leur talent. Ils n'ont pas certes abdiqué toute spontanéité, mais il est évident que l'obligation de chanter le règne de la machine et les merveilles des tracteurs mécaniques n'a pas donné des ailes à leur inspiration.

Du moins certains d'entre eux, l'élite... ont su conserver leur originalité... comprenant que la « construction socialiste » qu'ils étaient appelés à célébrer dans les œuvres était loin de représenter une création technique et économique harmonieuse, réalisée par une humanité rationalisée; elle prenait au contraire le caractère d'une lutte acharnée, une lutte contre la nature indomptable et contre l'homme rebelle... Cette lutte réellement épique fournissait à l'écrivain plus d'un thème émouvant et pathétique.

C'est Cholochoff décrivant dans *Terres en friches remuées* l'épopée de la campagne collectivisée à outrance. C'est Léonid Léonoff consacrant son roman *Sotie* à l'épopée de l'industrialisation, à la construction d'une usine de cellulose au bord d'un grand fleuve au nord de la Russie. C'est Valentine Kataieff qui, dans *Temps, en avant*, décrit une sorte de match

entre deux usines, cette « émulation communiste étant destinée à accélérer le rythme de l'industrialisation ».

En lisant ces lignes simples et réalistes, on se rend compte que le peuple russe, dupé par de faux prophètes, a prêté une sorte de sens mystique à ce match et qu'il lui a sacrifié le meilleur de ses forces.

Ce sont là les trois grandes réussites du plan quinquennal en littérature.

Ce sont des œuvres d'une réelle valeur historique, exécutées par des écrivains de talent... S'ils n'ont pas donné à l'homme le rôle prépondérant qu'il mérite, c'est que les contraintes de la censure et les foudres de la critique officielle étaient sans cesse prêtes à sévir contre eux. Mais... malgré les cadres étroits du dogme marxiste, le vent du large souffle sur la terre en friche de Cholochoff et sur le grand fleuve de Léonid Léonoff.

Il est intéressant de rapprocher de cette étude cet *Appel pour une dramaturgie héroïque* que le grand écrivain russe Maxime Gorki publie dans **La Revue des vivants** de février. Voici la thèse :

Nous vivons dans une atmosphère de haine que nourrissent à notre égard les sauvages de l'Europe, les capitalistes; nous aussi, nous devons apprendre à haïr; en cela, l'art dramatique doit nous venir en aide... le théâtre doit inspirer du dégoût et du mépris pour le petit bourgeois en en révélant la misérable essence.

Charmant programme de haine, on le voit. Mais quel malheur!

Tout cela ne se reflète pas avec assez de vigueur dans notre répertoire. *La jeune dramaturgie n'atteint pas au niveau de notre réalité héroïque*; or, le but primordial de l'art est de s'élever au-dessus de la réalité.

Et, en passant, cette critique qui n'est peut-être pas sans vérité :

L'art n'a jamais été ni pu être un « but en soi », on ne s'en rend que trop bien compte en l'observant vieillir tragiquement parce que la classe qui fut son ancien client et consommateur est en train d'agoniser, et en le voyant progresser rapidement au rythme du développement culturel révolutionnaire du prolétariat.

Or, au lieu des chefs-d'œuvre attendus,

les créations de la majorité de nos dramaturges se réduisent à un assemblage mécanique de faits, un assemblage souvent arbitraire, irraisonné et conçu « avec préméditation »... on ne doit pas coller « l'indice de classe » sur le visage de l'homme, comme on le fait chez nous; ce n'est pas une verrue, mais quelque chose de très intime, de cérébral, de biologique.

Il faut renouveler toute la psychologie. L'idée de la mort, par exemple, est une fausse idéologie bourgeoise :

Nous, nous n'avons pas le temps de réfléchir à la mort; nous avons pris la vie en mains et nous la réédifions...

Tous les consolateurs, conciliateurs, prédicateurs du théâtre pré-révolutionnaires sont dépassés :

Un homme réel, mais exceptionnel, Vladimir Lénine, a résolument et à tout jamais rayé du nombre des vivants le type du consolateur qu'il a remplacé par celui du maître du prolétariat en matière de droit révolutionnaire. C'est ce chef, acteur et constructeur du monde nouveau, qui doit devenir le personnage central du drame contemporain.

Memento

Les Nouvelles Littéraires, 11 mars. — Paul Bléry, *Une mystique de l'aviation.* — Gabriel Payre, *L'esprit jeune-tunisien.*

Revue d'Allemagne, 15 mars. — J. Petersen, *Expérience intime et circonstance dans le lyrisme de Gœthe.*

La Revue Française, 25 janvier. — Marcel Péguy, *Notes conjointes sur Domrémy, les Batailles et Rouen.*

Revue internationale du Travail. février. — Jules Destrées, *De l'utilisation des arts populaires dans les loisirs ouvriers.*

Nova et Vetera, janvier-mars. — A. Bovy, *Manet et Picasso.* — O. Tichy, *L'Évolution de la Langue musicale et le progrès véritable de l'art des sons.*

Le Correspondant, 10 mars. — A. Lamandé, *La religion de Montaigne.*

La Revue des vivants, février. — L. Pirandello, *La main du malade pauvre.*

NOVITIATUS ANGELI
ROMA

TABLE

Questions religieuses et philosophiques

CHRISTIANUS . . Le vrai scandale 354
ÉT. GILSON . . . Béatitude et contemplation (*suite*). 357

NOTES ET RÉFLEXIONS

L'intuition de l'instant, par GASTON RABEAU. 371
La cuisine des Anges, par A. MAYDIEU. . . 374

DOCUMENTS

La médiation pontificale du 1er août 1917, par A. LEMAN 380
A travers les revues 390

Questions politiques et sociales

CIVIS . . . . . La révolution américaine . . . 400
E. PEZET et H. SIMONDET. La situation religieuse en Yougoslavie . . 403

NOTES ET RÉFLEXIONS

Chronique politique et sociale, par J. LAPIERRE. 418
Chronique d'Espagne : Les troubles anarchistes et communistes, par A. MENDIZABAL-VILLALBA 422
Gandhi et les parias, par AUGUSTE VIATTE . 429
Ce que la guerre a coûté à la France, par P. B. 437

DOCUMENTS

La persécution en Yougoslavie. 439
Nouvelles d'Allemagne : les mesures policières . . 461
La crise agraire aux États-Unis 464
A travers les revues 471

Les Lettres et les Arts

P. Henri-Simon. . . Deux confidences : E.-M. de Vogüé et Maurice Barrès . 476

NOTES ET RÉFLEXIONS

Musique des saisons, par Jean Soulairol . . 498
Le 11 novembre, par M.-D. Forestier, O.P. . 502
Sur les peuples de l'Orient ancien, par Daniel-Rops 506
Anthologies illustrées. Dessins de Manet, par Germaine Maillet 509
Disques, par B. Mouthiez 512

DOCUMENTS

Le rôle de l'écrivain d'après Papini 519
A travers les revues 524

Le Gérant : E. Aubin. Imp. E. Aubin et Fils. — Ligugé (Vienne).